Bismarck

Ernest Daudet

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

LES AUTEURS DE LA GUERRE DE

ATTINGER FRÈRES, éditeurs

PARIS I NEUGHATEL

30, Boulevard St-Michel | 7, Place A.-M. Piagbt

Dans les discussions non encore épuisées qu'ont provoquées depuis le mois de juillet 1914 les origines de la guerre, on entend des gens opposer à la constatation des extravagances criminelles de la diplomatie austroallemande, le souvenir de ce qu'on est convenu d'appeler la prévoyance et l'habileté du prince de Bismarck. Ils estiment que si le feu chancelier eût encore été vivant et en possession du pouvoir, il n'aurait pas encouragé l'attitude agressive de l'Autriche contre la Serbie et qu'ainsi le fléau qui s'est déchaîné sur le monde eût été conjuré.

Il est possible, en effet, qu'en prévision des périls que présentait l'aventure pour les deux Empires, le chancelier se fût attaché à la rendre impossible en refusant de s'y associer, et qu'en tout cas, il eût enveloppé ses perfidies

de plus de savoir-faire que ses successeurs.

Mais il n'en est pas moins vrai que la guerre

'^:{ de Iftjjirçprferson empreinte dans ses causes

/^ i : . ceyXHïie^ dans^»^ s«'ai péripéties diplomatiques et

* *'/ qu'elle e'sVlà suite naturelle de la politique de

brutalité, de ruse et de traîtrise à Taide de

laquelle il a créé l'unité allemande.

A la lumière des souvenirs de 1866, de 1870, de 1875 et de 1887, on ne peut méconnaître qu'il a été le préparateur de tout ce qui se passe aujourd'hui et que c'est sur son ordonnance qu'a été injecté dans les veines de l'Allemagne le virus prussien qui l'a contaminée . Après lui, Guillaume II, à la faveur des affaires du Maroc, a doublé et triplé la dose jusqu'à rendre incurable l'empoisonnement. Mais c'est bien Bismarck qui a commencé l'opération et a légué à son impérial élève le soin de la continuer. Ne traçait-il pas la voie à ses successeurs lorsque, le 20 septembre 1870, au château de Ferrières, après avoir signifié à Jules Favre que l'Allemagne victorieuse entendait s'annexer l'Alsace et la Lorraine, il ajoutait :

— Je sais bien qne ces pays ne veulent pas

de nous et qu'ils nous imposeront une forte besogne ; mais nous ne pouvons pas ne pas les prendre.

I) préparait ainsi la guerre future et condamnait le monde à ce régime de paix armée et ruineuse qui Ta rendue inévitable.

C'est le malheur de cette époque que TEurope n'ait été ni assez unie ni assez prévoyante pour imposer des conditions aux belligérants, comme elle devait le faire quelques années plus tard au congrès de Berlin, en revisant, à l'instigation de Bismarck et au détriment de la Russie, le traité de San Stefano. Néanmoins, de toutes parts, sous des formes officieuses, dans les entretiens entre diplomates et par les journaux, des avertissements arri-

vaient au chancelier prussien , dont lespuissances auraient dû s'inspirer pourintervenir. Dans ce concert, les voix britanniques dominaient.

((Nous entendons beaucoup parler de la civilisation des Allemands, disait la Revue d'Edimbourg. Qu'ils se rappellent donc que l'Italie a été édifiée, depuis 1860, sur la base fondamentale des désirs clairement exprimés

de* toutes les parties de la population; que l'Angleterre a renoncé à la possession des îles Ioniennes par déférence pour le désir pàpulaire exprimé par les représentants du pays d'être unies à la Grèce, et que Tempereur Napoléon n'a pris Nice et la Savoie que sous la couverture d'un vote duquel personne ne peut dire qu'il a menti au sentiment public... Va-t-on en revenir à la pratique détestable de traiter les peuples comme une marchandise?»

D'autres faisaient remarquer que l'espoir de voir le patriotisme des provinces conquises s'évanouir graduellement pour faire place à leur soumission, était contraire à toute expérience moderne du mouvement des sentiments populaires.

((Dans les anciens temps, écrivait le Tintes^ lorsque le sentiment national était moins fortement développé, les populations se soumettaient placidement à être conquises et reconquises selon les chances de la guerre et les combinaisons diplomatiques. Mais la mémoire des nations est devenue plus tenace ; les susceptibilités en deviennent plus grandes de jour

en jour. La diffusion de Téducalion et la liberté plus grande de la discussion ont détruit la puissance guérissante du temps. »

Dans une lettre privée, signée d'un des grands noms de la diplomatie, qui fut communiquée à Bismarck, il était dit : « L'Allemagne s'engage dans une voie singulièrement périlleuse, car la France démembrée fera ce qu'a fait l'Italie après Novare : elle cherchera des alliés, en trouvera, et alors ce sera de nouveau la guerre. L'Alsace et la Lorraine sont entièrement françaises : la possession de l'Allemagne n'a laissé aucune trace dans leur cœur. »

On voit par ces citations, qui pourraient être multipliées, que les conseils ne manquaient pas plus aux puissances qu'au chancelier. Mais elles n'en tenaient aucun compte et lui-même refusait de les écouter, sa résolution était prise; le traité de Francfort, quelques mois plus tard, consacrait la spoliation etvouait ainsi le monde aux péripéties tragiques qui se déroulent aujourd'hui.

En remontant à leur source, en les suivant dans leurs développements et dans leurs consé-

quences, on ne saurait méconnaître que c'est la politique du prince de Bismarck qui les a préparées et alors qu'il est si visible qu'elles aboutiront à l'affaiblissement, àla banqueroute du militarisme allemand, elles jettent une ombre sur sa réputation d'homme d'Etat de génie. Même dans les chancelleries où il était le plus admiré, on ne prononce plus son nom.

avec le respect dont naguère encore il était l'objet. On commence à parler de son imprévoyance, des suites funestes de l'exemple qu'il a donné, à dire de sa politique que ce fut une politique d'aventurier. Elle fut telle en effet et c'est afin de le démontrer que ce livre a été écrit.

L'auteur ne prétend pas avoir fait une histoire complète et détaillée du gouvernement du chancelier de fer. Plus modeste a été sofi dessein. Il a voulu seulement, à travers les péripéties d'une existence qui aura été fatale à l'humanité, recueillir en un vaste tableau les traits principaux par lesquels la responsabilité de cet homme néfaste se trouve engagée dans les événements qui ont suivi sa mort et dans

le plus tragique, celui qui met aujourd'hui le monde à feu et à sang.

Cette responsabilité . ne saurait être niée.

C'est Bismarck qui, à la faveur des trois guerres successives déchaînées par lui de 1864 à 1870, a préparé celle de 1914 en créant l'unité de l'Allemagne, en lui annexant l'Alsace et la Lorraine et en exaltant ses ambitions et ses convoitises. Après la création de l'Empire et aprèsle traité de Francfort, il est monté si haut, sa volonté au dedans comme au dehors s'est si souverainement exercée qu'on a pu dire de lui et qu'il avoue lui-même qu'il a été véritablement un dictateur. Il est donc responsable de tout ce qui s'est passé après lui sur les chemins où il avait engagé son pays, à la poursuite d'un rêve monstrueux d'expansion mondiale et dedomination universelle. Ajoutons en passant que la chute imprévue qui, en 1890, met fin à sa dictature et couronne avec tant de soudaine brutalité une carrière si brillante, n'en a que plus de retentissement. Dans le recul de l'Histoire, elle va revêtir peu à peu un caractère émouvant, quasi shakspearien.

Bien que la période que clôt cet événement ait été déjà l'objet d'études partielles, elle mérite qu'on y regarde de plus près et

qu'on la reconstitue dans son ensemble et dans ses grandes lignes, ne serait-ce que pour en rappeler les circonstances à ceux qui, au bout de près d'un demi-siècle, peuvent les avoir oubliées ou pour l'instruction de ceux qui, n'étant pas nés ou étant encore enfants lorsqu'elles se déroulèrent, les ont ignorées.

Tel est donc l'objet des pages qui suivent.

Elles se recommandent, à défaut de mieux, du souci de vérité dont l'auteur n'a pas cessé d'être animé en les écrivant et de l'utilisation de documents diplomatiques, de notes et de souvenirs qu'il doit à descommunications bienveillantes et qui aux détails déjà connus en ajoutent d'autres qui les éclairent en même temps qu'ils nous ouvrent l'âme des personsonnages, qui ont évolué sur le théâtre du drame au dénouement duquel nous assistons aujourd'hui.

Telles que les voici, elles forment le premier volume d'un ouvrage dans lequel l'auteur se

flatte d'avoir saisi sur le vif dans la conception et l'exécution de leurs desseins criminels les personnages qui lui apparaissent, ainsi qu'à quiconque y regarde dans le présent et y regardera dans l'avenir, comme les auteurs responsables de la guerre. Ce premier volume sera suivi à brève échéance d'un second où l'on verra à l'œuvre Guillaume II et François- Joseph ; un troisième et dernier sera consacré à leurs complices.

Ce ne sera pas encore toute la vérité, mais ce qu'on a pu en recueillir à travers des péripéties sans précédent, un premier pas vers elle, qui ouvrira la route aux futurs historiens des tragiques événements qui se déroulent sous nos yeux.

CHAPITRE PREMIER

Les vieilles préventions de la Prusse contre notre pays constituent la principale de ces causes ; elles Tont rendue plus sensible aux défaites que nous lui avons infligées sous la Révolution et sous le premier Empire qu'aux victoires qu'elle avait antérieurement remportées sur nous. A cet égard les preuves abondent. Lorsqu'on 1 792, la guerre éclate entre TAutriche et la République française, le roi de Prusse se hâte de faire cause commune avec l'empereur. Mais de cette campagne il ne conservera que le souvenir de Valmy.

En 1793, il se détache à contre-cœur de la coalition parce que les revers des alliés ont épuisé ses ressources. L'ambassadeur de la République, Barthélémy, qui négocia cette paix constate dans ses mémoires qu'elle fut, de la part du monarque prussien, un aveu d'impuissance et déclare expressément que ce prince ne s'y décida que parce qu'il ne pouvait plus continuer la guerre. Comment donc ne pas voir une part de comédie dans les manifestations auxquelles il se livre, la paix une fois conclue, pour faire croire que c'est de bon cœur qu'il a déserté la coalition et encouru les reproches de ses

alliés d'hier abandonnés par lui ? En signant le traité qui le réconcilie avec la France, il nourrit le secret espoir de reprendre ultérieurement les armes contre elle.

En 1800, à la requête de Talleyrand, ils*entremet pour opérer un rapprochement entre la Russie et la République; mais c'est moins pour rendre service à celle-ci que pour servir ses propres

intérêts en créant une ligue contre ce qu'il ose appeler « rincalculable avidité de l'Autriche et de l'Angleterre », comme si lui-même n'avait pas témoigné une égale avidité en prétendant à une part des conquêtes qu'elles espéraient faire. Talleyrand, qui a recouru à l'intermédiaire du cabinet de Berlin pour ouvrir des négociations avec la Russie, ne se trompe pas sur ce qu'il peut attendre de la Prusse et ne compte guère sur son bon vouloir : « Nous ne pouvons douter, écrit-il, que son intermédiaire ne soit pas moins officieux au fond qu'en apparence. » Il sait que si l'Autriche a espéré, durant la période révolutionnaire, profiter des malheurs de la monarchie française pour démembrer le royaume sur lequel elle a cessé de régner, le roi de Prusse s'est flatté d'avoir sa part dans ces dépouilles.

Au cours des années qui suivent, l'ambitieux et rusé monarque reste en paix avec Napoléon, et son attitude lui vaut de notables agrandissements de 1 territoires. Aussi se garde-t-il bien de prendre part à la levée de boucliers, entreprise contre la

et

re la"

France à la fin de 1805 parla Russie et TAutriche. Sa conduite, en cette circonstance, donne la mesure de sa duplicité. Il s'engage envers Napoléon à rester neutre dans la guerre qui va commencer ; mais en même temps, il conclut avec Vienne et Saint- Pétersbourg un traité secret d'alliance qui dans sa pensée n'aura d'eflfet que si, comme il le souhaite, Napoléon est vaincu.

Brusquement le canon d'Austerlitz déjoue ses calculs, Napoléon est maître de Vienne et c'est au palais de Schœnbrunn, où il s'est installé, qu'il reçoit dans le cabinet de Marie-Thérèse les fé-

licitations que le ministre prussien Haugwitz lui apporte de la part de son maître. L'empereur les prend pour ce qu'elles valent.

— Voilà un compliment dont la fortune a changé l'adresse, dit-il en riant.

Néanmoins il propose à son interlocuteur, qui accepte aussitôt, un traité d'alliance. Porté à Berlin, ce traité est ratifié par le roi malgré la convention qu'il a conclue avec la Russie et l'Autriche. Mais il existe à Berlin un parti de la guerre où figurent la reine Louise, son beau-frère le prince Ferdinand, de vieux généraux comme Brunswick, Blûcher, Hohenlohe et autres. Ce parti s'indigne à la pensée que les Français feront la loi à la Prusse. Napoléon a pu vaincre les Autrichiens et les Russes, mais il n'aura pas raison des Prussiens.

« Pour nous assurer la victoire, disent-ils, il ne sera pas besoin de sabres, dés gourdins suffiront. »

Menaces et défis succèdent à ces vantardises ridicules. Blùcher y met le comble en prédisant que la première rencontre entre Prussiens et Français sera la répétition de Rosbach. Le roi de Prusse se laisse entraîner par ces excitations. Le 7 octobre 1806, il envoie à Napoléon un ultimatum exigeant comme première condition l'évacuation immédiate de TAllemagne et que ce mouvement de retraite commence dès le lendemain. Pour toute réponse, Napoléon fait marcher son armée. La campagne dure trente-neuf jours. En trois batailles principales, Saalfeld, léna, Auerstœd, Tarmée prussienne est anéantie; elle y laisse des milliers de morts et de blessés saùs_parler des nombreux prisonniers, des canons et des drapeaux tombés aux mains des vainqueurs. L'un des frères du roi, le prince Louis-Ferdinand, a été

tué; un autre, le prince Auguste, a dû rendre son épée, et avec lui la plupart de ces généraux qui s'étaient flattés avec tant de jactance de détruire à jamais là puissance française.

Napoléon entre à Berlin triomphalement, au milieu des acclamations plates et serviles de tout un peuple disposé à se donner à lui comme s'il oubliait qu'un mois avant, il acclamait son roi, maintenant fugitif avec sa famille. Henri Heine, rappelant plus tard le sanglant échec de l'armée prussienne, écrira qu'après léna, la Prusse n'existait plus.

A dater de ce moment et jusqu'en 1812, lé monarque prussien né sera plus dans les mains

de Napoléon qu'un jouet destiné à subir toutes ses exigences et tous ses caprices. C'est là ce que la Prusse ne devait plus oublier et il suffît de rappeler ces humiliations douloureuses pour faire comprendre comment et pourquoi une haine ardente y a survécu.

Lorsque commence la campagne de Russie, la Prusse est contrainte comme l'Autriche de marcher avec Napoléon. Mais, comme l'Autriche, elle n'attend pour le trahir qu'une occasion propice. Lorsque, durant cette campagne funeste, le destin semble se prononcer contre lui, deux corps allemands abandonnent à Timproviste l'armée impériale et tournent les armes contre elle . Désormais, le ressentiment prussien, grossi des griefs de l'Allemagne presque entière, ne se contiendra plus. En 1815, il atteint toute sa violence. Le 8 juillet, vingt jours après Waterloo, les armées alliées entrent dans Paris. Les troupes prussiennes sont commandées par le feld-maréchal Blûcher et c'est lui qui se montre le plus acerbe et le plus intraitable de nos enne-

mis. Il faut l'attitude résolue du roi Louis XVIII et l'intervention de l'empereur Alexandre pour empêcher ce soudard de faire sauter le pont d'Iéna. Sa volonté désarmée en cette circonstance se dédommage par la rigueur des avanies qu'il prodigue aux populations françaises partout oii ses soldats sont en possession du territoire envahi.

Pendant les négociations pour la paix, la Prusse

i^e distingue par ses exigences et par sa cupidité ; il faut que de nouveau Tempereur de Russie intervienne en faveur de la France qu'il ne veut pas laisser écraser, alors que la Prusse ne poursuit pas d'autre but. Il en sera de même en 1818, au Congrès d'Aix-la-Chapelle. C'est malgré la Prusse que le négociateur français, le duc de Richelieu, obtiendra, avec l'appui de Tempereur Alexandre, la libération anticipée du territoire et l'entrée de la France dans la quadruple alliance.

Ces événements mémorables ne sont pas seuls à démontrer que la Prusse n'a pas cessé de poursuivre le dédommagement de ses anciens désastres et qu'avant 1870, elle n'était pas encore consolée de l'humiliation infligée à son patriotisme pendant la durée du premier Empire. Waterloo ne lui a pas suffi.

Nous en avons d'autres preuves; il y a les aveux du maréchal de Moltke reconnaissant qu'à peine adolescent, il a été la proie d'un inlassable désir de tirer vengeance des malheurs de son pays ; il y a le mot significatif adressé en 1866 à un diplomate par le roi de Prusse, au moment où allaient s'ouvrir les hostilités entre Vienne et Berlin :

« Si nous avons maintenant la guerre entre nous, nous nous réconcilierons un peu plus tard en faisant une guerre en com-

mun. »

Il y a enfin les multiples commentaires du prince de Bismarck où, avec une franchise qui touche au cynisme, il révèle les procédés déloyaux et crimi-

nels auxquels il a recouru pour rendre inévitable, en 1870, une guerre entre la Prusse et la France. Cette guerre, c est sa guerre; il Ta préparée, tout en affectant vis-à-vis dû gouvernement français dont rinaction favorisait ses desseins, une confiance qui ne fut jamais sincère et qui dissimulait les plans les plus hostiles.

' En 18S2, cédant à la nécessité de mettre un terme aux conflits qui s'étaient élevés depuis trop longtemps dans le Schleswig et le Holstéin incorporés à la confédération germanique, quoique faisant partie du royaume danois, les Puissances réunies à Londres avaient signé le 3 mai un traité par lequel, après avoir obtenu du souverain de ce pays la promesse de réformes intérieures que commandait la justice, elles adoptaient le principe de Fintégrité de la monarchie du Danemark, la prenaient sous leur protection et garantissaient en outre à la maison royale Tordre de la succession au trône telle qu'elle l'avait réglée.

Malheureusement, quelques années plus tard, le conflit que la diplomatie européenne s'était flattée d'apaiser renaissait à la suite des récriminations des populations allemandes établies dans les duchés, à qui les réformes réalisées semblaient insuffisantes. La Diète germanique était alors intervenue par les armes pour soutenir leurs prétentions, ne parlant de rien moins que de détacher des Etats danois, contrairement au traité de 1852, les deux provinces qui donnaient lieu au litige et d'en faire un ét^^t

autonome sous le gouvernement du duc d'Augustembourg.

Les troupes fédérales venaient d'y entrer sans rencontrer de résistance, lorsque, se substituant à la Diète malgré ses protestations, T Autriche et la Prusse s'étaient arrogé le droit, qui n'était que le droit du plus fort, d'avoir seule raison de l'opposition du Danemark. Au mois de janvier 1864, après des combats sanglants, elles occupaient les duchés et si l'Autriche semblait disposée à s'en remettre pour leur sort aux décisions de la Diète, la Prusse laissait percer le dessein de ne s'en des^ saisir ni pour les abandonner au duc d'Augustembourg, ni pour les restituer au Danemark.

L'annexion des duchés à la Prusse était depuis longtemps dans les projets de Bismarck. Il avoue dans ses Mémoires qu'il y avait songé dès le lendemain de la mort du souverain danois.

« Mais ce n'était pas commode, ajoute-t-il. J'avais tout le monde contre moi : le kronprinz et la princesse royale à cause de leur parenté ; le roi à cause de je ne sais quoi ; l'Autriche, les petits Etats de l'Allemagne et T Angleterre par jalousie. Les libéraux par-dessus le marché me taillaient des croupières à l'intérieur et les habitants du Schleswig- Holstein ne voulaient pas, bien entendu, entendre parler d'annexion. »

Après avoir ainsi avoué cyniquement qu'il a eu à lutter contre tout le monde pour faire réussir ses projets usurpateurs et qu'on l'a même soupçonné.

lorsqu'il les exposait, « d'avoir bu une bouteille de trop » , il constate triomphalement qu'il a eu raison de toutes les résistances.

Antérieurement à cette date de janvier 1864 et lorsque la crise qu'elle rappelle venait aggraver les alarmes de l'Europe déjà trou-

blée par l'insurrection polonaise et par l«s visées de l'Italie sur la Vénétie et sur Rome, l'empereur Napoléon avait, le 4 novembre 1863, proposé aux Puissances la réunion à Paris d'un congrès où toutes seraient représentées. Pour justifier sa proposition, il faisait valoir que l'édifice politique élevé à Vienne en 1815 s écroulant de toutes parts, il était urgent de lui en substituer un autre, c'est-à'-dire <(de régler le présent et d'assurer l'avenir » sur des bases plus justes et plus propres à garantir la paix. Un grand congrès où toutes les questions politiques seraient discutées, toutes les difficultés résolues dans un intérêt commun, pouvait seul accomplir cette tâche pacificatrice.

Sauf l'Angleterre et l'Autriche, tous les gouver^t nements, avec ou sans réserves, s'étaient montrés favorables au projet de l'empereur. L'Angleterre l'avait écarté par un refus formel. Quant à l'Autriche, tout en reconnaissant l'utilité de cette réunion, elle n'y voulait participer qu'à la condition que les Puissances signataires du traité de 1852 y seraient seules admises et qu'on n'y traiterait que les affaires du Danemark, La proposition de Napoléon III était ainsi tombée dans l'eau et bientôt après, une offre

de médiation faite par T Angleterre allait avoir le même sort.

La Prusse et TAutriche, pendant ce temps, poursuivaient Texécution de leurs desseins à travers de multiples incidents qui devaient les brouiller et les armer en 1 866 Tune contre TautrcCe qui caractérise ces incidents qui sont en quelque sorte le prologue de la guerre de 1870, premier acte ellemême de Teffroyable drame qui se continue aujourd'hui, c'est la présence, du côté prussien, de l'homme d'Etat qui, dans les temps modernes, a incarné avec le plus d'éclat et le plus de bonheur aussi, ce qu'on est convenu d'appeler le génie politique, bien que ce ne soit souvent

qu'une résultante des faveurs de la fortune. Le comte de Bismarck a résumé dans sa personne comme dans sa conduite toutes les jalousies, toutes les convoitises, toutes les haines de la Prusse. Patriote ardent, ambitieux de renommée, il a voulu passionnément la guerre ; il Ta voulue surtout contre la France, c'est lui-même qui nous en a fait l'aveu, et derrière l'Autriche, avant même de prendre les armes contre elle, c'est la France qu'il vise.

Dans cette guerre, il ne voit que des avantages pour son pays. Au début du conflit allemand-danois, elle lui semble déjà nécessaire et il s'est ellbrcé de la rendre inévitable en employant upe voie détournée. Voici plus de trente ans qu'un éminent diplomate, le regretté Rothan, le constatait dans ses belles études sur la politique française en 1866.

« On ne peut contester, disait-il, que le comte de Bismarck attachait le plus grand prix au conflit des duchés de l'Elbe ni la peine qu il s*est donnée de longue date pour diviser et paralyser les Puissances le plus directement intéressées au maintien de rintégrité de la monarchie danoise et empêcher que celle-ci fût secourue. »

Rien n'est plus vrai, et pour s'en convaincre il suffît de parcourir les documents officiels conservés en France au ministère des affaires étrangères. Ils nous fournissent à tout instant, dès le début de la crise danoise, des preuves de la duplicité du ministre prussien. En 1864, tandis qu'il se réjouit ouvertement d'être <(sur le pied d'une alliance croissante avec l'Autriche » et d'avoir dissipé un dissentiment qui s'était élevé entre elle et la Prusse à propos d'un traité de commerce, il dit à Tun de ses confidents :

« Je la ménage un peu sur ce point pour qu'elle me laisse les mains plus libres dans les duchés ; d'ailleurs nous sommes d'accord sur les grands principes et si quelque incident nouveau soulève momentanément une discussion entre nous deux ce ne sera qu'une dissidence passagère et de courte durée. Pour toutes les grandes affaires, nous marchons et nous marcherons ensemble. »

Lorsqu'on se rappelle ce qui s'est passé en 1866, on ne peut lire ces propos, dont il supposait sans doute que la dernière partie serait répétée, sanà y voir la preuve qu'il jouait une comédie vis-à-vis

de son alliée. Comment pouvait-il supposer qu'elle lui laisserait les mains libres pour faire dans les duchés ce qu'il se proposait d y faire, c'est-à-dire s'approprier non seulement ce qu'on lui laisserait prendre, mais encore ce qu'il saurait prendre si, d'aventure, on le lui refusait ?

Du reste, ce qui confirme cette hypothèse, c'est qu'après avoir constaté que sur certains points, il est d'accord avec l'Autriche, il ajoute :

« Le temps fera le reste. La mission de la Prusse est de s'étendre. Nous devons toujours y penser. Il faut que nos prévisions soient vastes, qu^elles aient un large horizon. »

Plus tard, faisant allusion dans ses entretiens avec Maurice Busch, aux événements de 1866, il dira :

« J'avais toujours désiré arriver à une entente avec l'Autriche. Dès 1852, j'y avais songé. La Gonfédé* ration allemande existait alors encore. Je voulais que l'Autriche ne fût pas la seule à avoir de l'autorité en Allemagne et qu'elle ne mît pas sans cesse la

Prusse sous le boisseau. Je demandai en conséquence que la Prusse eût une situation dans la Confédération qui lui permît de parler un peu plus haut et d'être en état de repousser les agressions des puissances voisines, A Vienne, ils ne voulurent jamais entendre parler de cela; ils dirent que ce n'était pas nécessaire, qu'il ne convenait pas à la Prusse d'avoir de pareilles prétentions et, d'ailleurs, que la Prusse avait plus besoin de l'assistance et

de la bienveillance de rAutriche que T Autriche' n'avait besoin de la Prusse. Nous continuâmes donc à être traités abominablement, si bien que nous fûmes obligés, un beau jour, pour notre conservation personnelle, de donner à TAutriche une preuve matérielle qu elle se trompait en pensant que nous avions absolument besoin d'elle et que nous pouvions nous passer de son concours. En 1866, nous prîmes la première occasion qui se présenta et nous flanquâmes FAutriche à la porte ! »

D'autres aveux justifient plus formellement encore l'affirmation de Rothan. A propos du désir exprimé à la même époque par le roi de Prusse de se rencontrer avec l'empereur Napoléon, Bismarck déclare que cette entrevue, si elle a lieu, n'aura pas pour objet « de conclure une alliance sérieuse avec la France ». Une telle alliance serait, selon lui, sans efficacité et il constate avec satisfaction que le souverain français se trouve en ce moment complètement isolé en Europe ainsi que le démontre le piteux avortement de son projet de congrès. Si le roi de Prusse cherche à se rencontrer avec lui « ce n'est que pour rendre l'Autriche plus souple en lui montrant qu'il ne dépend que de nous de marcher d'accord avec le cabinet des Tuileries ».

Les desseins que trahit ce langage éclatent en plusieurs circonstances entre lesquelles l'historien n'a que l'embarras du

choix. En voici une encore qui mérite d'être rappelée. A peine TAutriche et la Prusse sont-elles entrées dans les duchés que Ton

constate une différence sensible dans l'attitude des deux Puissances. Autant l'Autriche se montre modérée, autant la Prusse se montre ardente dans ses revendications conti*e le Danemark. L'Angleterre ayant offert sa médiation et demandé qu'un armistice soit conclu pour permettre la réunion d'une conférence à laquelle seraient soumises les prétentions réciproques des belligérants, l'Autriche se rallie à ce projet et se déclare résolue à soutenir le principe de l'intégrité de la monarchie danoise. La Prusse, au contraire, signifie qu'elle n'en veut tenir aucun compte et que la conférence ne l'empêchera pas de continuer la guerre jusqu'à ce que le Danemark se soit soumis aux conditions que le Cabinet de Berlin veut lui imposer.

Ce qui est plus grave encore, c'est que les dispositions conciliantes de l'Autriche n'exercent aucune influence sur la marche des événements. C'est la politique de la Prusse qui ne cesse de prévaloir au grand regret de TEurope. L'Europe s'inquiète, elle se demande si les contradictions qu'on remarque dans les allures de l'un et l'autre allié sont feintes ou réelles. Personne ne veut admettre « qu'ils aient mobilisé quatre-vingt mille hommes, dépensé beaucoup d'argent et de sang » uniquement pour imposer au Danemark des réformes dans les duchés et on commence h les soupçonner, la Prusse surtout, de vouloir purement et simplement s'annexer ces pays.

En ce qui touche la Prusse, l'Europe ne se

trompe pas. Ce que le cabinet de Berlin poursuit de longue date avec une indomptable ténacité que Bismarck continue pous-

sé par Tinstinct traditionnel, c'est la substitution en Allemagne de la prédominance prussienne à la prédominance autrichienne. Elle entend que, de Vienne, la couronne impériale passe à Berlin. Bismarck ne craindra pas d'écrire que « c'est par le fer et par le feu que doit se dénouer la querelle ouverte depuis Frédéric et Marie-Thérèse pour la domination en Allemagne ». La prise de possession des duchés de l'Elbe sera un premier pas vers le but qu'il poursuit. Aussi pour l'atteindre oppose-t-il à la marche irrésolue et capricieuse du gouvernement français et à l'inertie de l'Angleterre une activité audacieuse et réfléchie, la prévoyance, la persévérance, la dissimulation et pour tout dire, l'esprit de ruse poussé jusqu'à la perfidie.

Lorsqu'il associe l'Autriche à la conquête des duchés en commençant à les partager avec elle, c'est dans le dessein de lui disputer bientôt la part qu'il lui en laisse et de faire surgir de leur rivalité une cause de guerre. Malgré les obstacles qui, de tous côtés, s'élèvent autour de lui, il est convaincu qu'il arrivera à ses fins, obtiendra la victoire et réalisera ainsi les ambitions qu'il a conçues pour la grandeur de son pays, ce qui équivaut à dire que l'empire allemand reconstitué au profit de la Prusse et au détriment de l'Autriche, il couronnera son œuvre en vengeant sa patrie de la défaite d'Iëna, et d'Auerstaed et les humiliations de Tilsitt.

Lorsqu'on remonte vers ces souvenirs et à l'âpre vivacité des querelles qui s'élèvent en 1866 entre la Prusse et TAutriche pour aboutir après de sanglants combats à la bataille de Sadowa, oùs*abîma la puissance autrichienne, on ne peut ne pas s'étonner que l'Autriche ait ensuite pratiqué le pardon des injures au point d'oublier aujourd'hui l'écrasement que lui infligea sa rivale. Des

documents récemment réédités ont appris aux hommes de nos jours jusqu'à quel excès de paroles injurieuses, de menaces, de bravades et de défi se sont portés alors les deux adversaires réconciliés aujourd'hui. A la veille d'en venir aux mains, ils échangent les propos les plus outrageants :

« L'Autriche veut aujourd'hui affaiblir, anéantir, déshonorer sa rivale ; elle viole les traités. » — « La perfide Autriche a, depuis quelque temps déjà, au mépris de l'alliance et sans aucune déclaration de guerre, violé les frontières de la Prusse dans la Haute-Silésie ».'

C'est la Prusse qui parle en ces termes. Mais l'Autriche lui répond :

« Les derniers événements ont montré d'une manière irréfutable que la Prusse est décidée à remplacer le droit par la force ; elle a, par là, rendu inévitable cette guerre néfaste d'Allemands contre Allemands. Que la responsabilité des malheurs qui vont fondre sur le peuple retombe sur ceux qui les auront provoqués. Ils ne sauraient oublier qu'ils auront à en rendre compte devant le tribunal de

l'histoire et devant le trône du Dieu tout puissant. Aussitôt qu'avec l'aide de Dieu nous aurons mis la Prusse en déroute, nous la poursuivrons Tépée dans les mains. »

Il n'y a pas lieu de rechercher ici de quel côté était le droit, puisque les deux adversaires étaient entrés en campagne avec la ferme volonté de n'en tenir aucun compte. Ce qui est plus important à retenir de leur dispute tragique, c'est que plus tard le vain-

cu a oublié la cruelle défaite que lui avait infligée le vainqueur. Ce n'est pas la première fois que deux nations, après avoir recouru Tune contre l'autre à la force des armes se réconcilient rapprochées par un intérêt commun. L'histoire du monde est pleine d'épisodes de ce genre. Mais ce qui est plus rare, c'est que le vaincu puisse oublier le passé^ alors que le présent lui rappelle sans cesse que ce passé a été le témoin de son anéantissement et que cet anéantissement | est resté irréparable. Après la guerre de 1866, l'Autriche ne pouvait se faire illusion sur les conséquences de sa défaite : le traité de Prague avait détruit à jamais sa suprématie en Allemagne et préparé pour la Prusse un terrain propice à ses ambitions. Elles consistaient à mettre dans ses mains l'empire allemand au détriment de l'Autriche, et la proclamation de l'empire à Versailles au mois de janvier 1871 réalisa son rêve d'hégémonie caressé depuis longtemps.

Durant les quatre années qui s'écoulèrent après ses malheurs, le ressentiment de l'Autriche sem-

blait devoir durer éternellement et lorsque la guerre éclata entre la France et la Prusse, il conservait encore assez de force pour disposer TAutriche à s'allier à la France. Cette alliance ne put se former, et au spectacle de la Prusse victorieuse et désormais maîtresse de l'Allemagne, l'Autriche oublia ses vieilles rancunes. Bientôt après elle devenait ralliée de l'empereur victorieux.

Tel n'est pas l'exemple qu'a donné la France. Pendant plus de quarante ans, elle a gardé le souvenir des provinces qui lui avaient été ravies et s'est montrée rebelle à toutes les tentatives faites par l'Allemagne pour substituer à l'état de défiance qui ne cessait de régner entre les deux nations des relations cordiales et

confiantes. On. verra plus loin que l'une des causes de la guerre actuelle réside dans la répugnance de la France à se prêter h un rapprochement avec la puissance qui l'avait spoliée.

Avant, pendant et après la guerre de 1866, le gouvernement de Napoléon III avait eu en face de lui des adversaires dont l'inimitié plongeait ses racines dans le passé. Ils étaient résolus à faire naître et à saisir toutes les occasions de porter à la France des coups mortels. Bismarck a été plus fort qu'elle et il a réussi. Sans doute on doit admettre que son savoir-faire a été exagéré. On n'ignore pas que dans la partie de « Risquons tout » qu'il avait engagée audacieusement, il faillit à plusieurs reprises se casser les reins et qu'il dut

maintes fois au bon vent qui soufflait dans ses voiles de conjurer les périls auxquels il s'était exposé.

Tout, au contraire, s'est réuni contre la France, et la mauvaise fortune qui Ta atteinte et frappée a été en outre singulièrement aidée par ses fautes. Elles se résument toutes dans celle qui fut commise par le gouvernement impérial lorsque après avoir laissé le Danemark à la merci des deux états qui convoitaient les duchés de TElbe, il a laissé se consommer Técrasement de l'Autriche alors qu'une démonstration militaire sur le Rhin eût suffi pour contenir les ambitions prussiennes.

Il serait contraire à toute équité de ne pas reconnaître que le Cabinet des Tuileries n'a pas été seul responsable de l'abstention qu'il a observée et que s'il a eu le tort de ne pas donner aux autres gouvernements l'exemple de la décision et de la fermeté, ils ont tout fait pour le convaincre qu'ils ne le suivraient pas dans les voies coercitives. Assurément, il répugnait à y entrer ; mais peut-

être s'y serait-il décidé s'il avait pu espérer le concours de l'Angleterre ou celui de la Russie. La certitude que ce concours lui ferait défaut a certainement encouragé ses dispositions et contribué à l'engager dans l'attitude qu'on lui a vu prendre.

S'il en est ainsi, comme tout le prouve, il en faut conclure que les grandes puissances sont responsables^ au même degré que le gouvernement impérial français, de la faute qu'on affecte trop souvent de ne reprocher qu'à lui seul et qui consista à ne

ervenir en faveur de l'Autriche au lendemain veille de Sadowa. En la laissant à la merci ?russe, l'Europe rendait inévitable la guerre ata en 1870. Lorsqu'elle eut prisfin,lasitualondiale se trouva transformée dans les contes plus douloureuses pour notre pays, et I guerre qui finissait on vovait poindre déjà idromes de celle de 1914.

Le traité de Francfort à peine signé, le gouvernement d'Allemagne regrettait déjà de n'avoir pas imposé à la France des conditions plus onéreuses. Le parti militaire reprochait au prince de Bismarck d'avoir laissé Belfort aux mains du vaincu. C'était, disait-on, « une épine dans les chairs de TAUémagne ». Autour même du chancelier, on déplorait qu'il se fût contenté d'une indemnité de cinq milliards. En voyant le gouvernement de Thiers acquitter sa dette par anticipation et si facilement, le vieil empereur lui-même ne dissimulait qu'imparfaitement le regret de n'avoir pas exigé davantage. Ce regret ne laissait pas de se faire jour dans les félicitations qu'il adressait à l'ambassadeur de France, le vicomte de Gontaut-Biron, lorsque celui-ci annonçait que l'indemnité serait complètement payée à brève échéance.

— C'est admirable, lui disait-il, c'est merveilleux qu'au lendemain de vos désastres, vous soyez si vite en état de les réparer !

Et l'accent dévoilait que l'admiration se doublait de beaucoup de convoitise. Bien que le chancelier défendît comme son œuvre le traité qu'il avait

signé, il n'était pas loin de penser comme son souverain. On l'entendra plus tard déclarer que s'il ne s'est pas décidé à la guerre en 1 875, alors que le parti militaire croyait à la probabilité de la victoire sur la France, c'est parce qu'il a craint que les Puissances qui ne l'avaient pas secourue en 1870, cette fois ne restassent pas neutres : « Convaincu qu'il y a pour la Russie, notamment, une limite au delà de laquelle elle ne permettra pas qu'on diminue l'influence de la France, il croit que cette limite a été atteinte par le traité de Francfort. » Il pense même qu en Russie « on se demande si, en 1870, on a eu raison de ne pas intervenir ».

Il est d'ailleurs assez difficile, à cette époque, de savoir exactement ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas, tant ses propos sont souvent contradictoires. Mais ce qu ils expriment surtout, c'est la crainte que les Français ne se relèvent avec trop de rapidité. Dans son langage comme dans ses actes, il apparaîtra qu'il s'est donné pour but principal de les empêcher de se relever . Cette crainte se trahit surtout dans la multiplicité des exigences qu'il oppose au désir du gouvernement français de libérer par anticipation le pays de la présence des armées allemandes qui doivent y rester tant que l'indemnité de guerre ne sera pas payée. Peut-être se demande-t-il s'il est plus profitable à l'Allemagne de toucher immédiatement le total de l'indemnité que doit lui payer le vaincu que de rester sur le territoire qu'elle détient à titre de garantie, puisque,

en y restant, elle mettrait obstacle à son trop rapide relèvement.

Les cinq milliards encaissés, il ne désarme pas ; il entre dans la voie des procès de tendance :

— Nous voulons la paix, affirme-t-il, mais si les Français poussent leurs armements de façon à être prêts dans cinq ans et qu ils soient résolus à nous attaquer au bout de ce temps, nous leur déclarerons la guerre dans trois ans.

Ce propos est tenu au commencement de 1874, alors que, depuis trois ans, le gouvernement français multiplie les preuves les plus éclatantes de son désir de paix: Sur la sourde irritation dont le chancelier est animé et sur ses desseins futurs, les aveux du prince de Hohenlohe^ au moment où il va partir pour Paris en qualité d'ambassadeur d'Allemagne, jettent une lumière révélatrice :

« Il est évident, écrit-il, que Bismarck ne veut pas que la France se consolide, parce qu'en se consolidant, elle trouverait plus facilement des alliés. 11 ne croit pas que Thiers en eût trouvé, et le reproche qu'il fait à Arnim, c'est de n'avoir pas empêché son renversement ou, tout au moins, de ne l'avoir pas soutenu, parce que l'Allemagne avait tout proKt à le voir rester en place. DeMoltke est du même avis que lui. »

Prévoyant la chute de la République, Bismarck dit nettement que l'intérêt de l'Allemagne est le rétablissement des Bonaparte qui, selon lui, sont moins à redouter que les Orléanistes, lesquels

cependant le seraient encore moins que le Comte de Ghambord. Mais il considère que ce dernier est complètement abandonné. Déjà, au moment où, dans TAssemblée de Versailles, on discutait la question du service obligatoire, le chancelier déclarait « qu'il ne fallait pas laisser aux Français le temps de se rendre dangereux ». S'il renonça à envoyer au gouvernement de la République un ultimatum lui défendant de voter la nouvelle loi militaire, nous savons qu'il en eut un moment ridée.

Ce qui ne cesse de le hanter, c'est le désir d'empêcher la France de devenir assez puissante à l'intérieur et assez respectée à l'étranger pour trouver des alliances. Il déclarera cyniquement que la République en proie à «des troubles intérieurs, c'est la paix garantie. Il reconnaît cependant qu'une République forte serait, à tous les points de vue, un dangereux exemple pour l'Europe monarchique ; mais il estime que la meilleure solution pour l'Allemagne, c'est que la situation en France reste ce qu'elle est. S'il devait y avoir un changement, c'est encore le rétablissement des Bonaparte qui ferait le mieux l'affaire de l'Allemagne. « Ils rencontreraient des difficultés. » Il pousse si loin cette démonstration qu'Hohenlohe lui demande quelle conduite, une fois à Paris, il devra tenir à Tégard des Bonapartistes.

— Rien pour eux, rien contre eux, répond Bismarck. La république la plus rouge nous serait

encore plus profitable que la monarchie qui rendrait la France capable de s'allier.

Ainsi éclate à tout propos son incroyable ressentiment à regard du vaincu. Mais son langage n'est pas à l'honneur de sa pré-

voyance. Qu'il redoute une revanche prochaine ou que, pour les besoins de sa politique, il feigne de la redouter, ce n'est pas là ce qui peut surprendre, étant donné ce que nous savons de sa nervosité, de sa violence naturelle et de son esprit de ruse. Ce qui étonne de la part d'un homme d'Etat de sa trempe, c'est qu'il pose comme principe que la France républicaine sera toujours hors d'état de trouver des alliés. Il ne peut ignorer cependant combien les prévisions humaines sont souvent démenties. Du reste, il a vécu assez longtemps pour voir la République contracter une alliance avec le gouvernement le plus autocratique du monde. Il a dû reconnaître ce jourlà qu'il se trompait en 1874 lorsqu'il considérait la République française comme vouée à l'isolement.

11 n'était pas plus heureux dans ses appréciations lorsqu'il attribuait à la France des intentions belliqueuses. Saignant encore de ses défaites, s'efforçant d'en réparer les suites, uniquement attachée à reprendre son rang de grande Puissance et non moins soucieuse de convaincre l'Europe qu'elle voulait la paix dont elle avait besoin, elle ne s'était jamais montrée moins disposée à la guerre. Le but que poursuit Thiers, dès son arrivée au pouvoir, sera, comme celui de son successeur le maréchal de

Mac-Mahon, le rétablissement de Tordre, Téquilibre des budgets, la reconstitution de Farmée. La ferme volonté de la France à cet égard se doublait du désir énergique et légitime de se préparer dans Tavenir à se défendre si elle était attaquée, rien de plus.

Les visées que lui attribuait le chancelier étaient donc sans fondement. S'il jugeait bon dHntervertir les rôles et de nous prêter ses propres pensées, c'est que la haine et la peur Tavei^glaient. 11 se laissait emporter par le dessein qu'il poursui-

vait de tenir les Français sous la botte allemande jusqu'au jour où, profitant de quelque imprudence commise par eux, il les écraserait. Quel qu'ait été le sentiment dont s'inspirait alors son attitude, on l'entend parler à tout propos de la nécessité de la guerre. Gomme il la croyait prochaine il estimait qu'il était de l'intérêt de l'Allemagne de la provoquer avant que la France fût en état de la déclarer.

— L'attitude de Bismarck à l'égard de la France est provocante, disait sir Morier, envoyé d'Angleterre à Munich : il veut entraîner la France dans une guerre.

L'empereur Guillaume ne pensait pas autrement. Parlant en confidence à Hohenlohe, il se défendait de vouloir reprendre les armes.

— Je ne veux pas en entendre parler, s'écriaitil ; je suis trop vieux pour recommencer la guerre . Mais je crains que le chancelier ne m'y amène insensiblement.

La conduite de Bismarck ne justifiait que trop cette crainte ; il cherchait tous les prétextes pour créer des difficultés entre Paris et Berlin, comme par exemple lorsque au commencement de Tannée 1875, il attribuera au gouvernement français le projet d'acheter en Allemagne dix mille chevaux à n'importe quel prix, avec cinquante francs de commission par tête pour les intermédiaires et annoncera que les marchés étant déjà conclus, il va prendre des mesures pour en empêcher Texécution, en même temps qu'il demandera à Paris des explications sur ces achats. Gomme les rumeurs propagées à cet égard sont inexactes, Tafifaire n'aura pas de suites. Mais les soupçons du chancelier démontreront une fois de plus que tous les moyens lui sont bons

pour entraver le relèvement de la France et Tempêcher de redevenir une puissance militaire. Il est vrai que si. Tannée précédente, il paraissait convaincu que la France républicaine ne trouverait pas d'alliés, il commençait maintenant à penser le contraire. C'est alors qu'il disait à Hohenlohe :

— L'alliance Autriche-Italie-France n'est pas à craindre. Nous sommes de taille à lui faire face... Plus sérieuse serait l'alliance franco-russe.

Mais après avoir exprimé cette opinion, il se reprenait en alléguant qu'un rapprochement entre la Russie et la France n'était pas réalisable.

Eclairé sur les dispositions du chancelier par notre ambassadeur à Bef lin, le gouvernement fran-

en ressentait les plus vives inquiétudes. Ne ait-on tout craindre d'un homme qui n'était naître de ses nerfs et dont les pensées restaient que toujours mystérieuses? La campagne pertrice qu'il avait entreprise contre le clergé >Uque allemand lui causait les plus cruels is. En Allemagne, elle avait suscité de graves mtentements et les Puissances s'accordaient k ir un péril redoutable. Elles soupçonnaient le celierde chercher dans la guerre un dérivatif : difficultés intérieures et aux déceptions diploques que lui créait sa politique persécutrice, ibassadeur d'Angleterre à Berlin disait en parde lui :

Cet homme est le perturbateur de l'Europe.

I n'est pas seulement dans la bouche des imates étrangers que cette accusation trouvait cho. Elle se propageait dans les milieux cathos de l'Empire allemand et notamment en ère ù la campagne

antireligieuse du chanceprovoquait des colères dont le particularisme rois non encore apaisé se faisait une arme re lui. D'autre part, l'approbation tacite qu'il lait aux excitations du parti militaire Fournisla preuve que, de plus en plus, il inclinait à Hier aux vues de ce parti et à réaliser ses probellîqueux.

lutefois, pour en justifier la réalisation aux : de l'Europe, il fallait un prétexte. Le prétexte at fourni au mois de mars. Le i 2 de ce mois,

TAssemblée nationale française votait la loi de réorganii^ation militaire connue sous le nom de « loi des cadres ». On se rappelle qu'elle avait pour objet d'augmenter d'un bataillon nos régiments d'infanterie. Mais il était entendu que désormais, chaque bataillon, au lieu de compter comme par le passé six compagnies, n'en compterait plus que quatre. La nécessité d'utiliser un nombre assez considérable d'officiers, restés sans emplois après la guerre, avait didté cette mesure qui, tout en augmentant le nombre des bataillons, ne changeait rien aux effectifs numériques de l'armée. Du reste, en eût-il été autrement, le gouvernement français n'en eût pas moins été dans son droit, aucune disposition du traité de Francfort ne s'opposant à la reconstitution de ses forces défensives si gravement atteintes par la guerre de 1870. Mais de ce droit, qui ne pouvait lui être contesté, il n'usait pas dans la loi nouvelle. La transformation de ses régiments ne pouvait être interprétée comme la préparation à une attaque contre l'Allemagne. Tel fut cependant le prétexte que saisit le chancelier pour exciter contre la France les organes officieux de la presse germanique.

La Post de Berlin, la Gazette de Cologne^ la Gazette de V Allemagne du Nord, dénonçaient ce qu'elles appelaient les arme-

ments de la France. L'un de ces journaux demandait si la guerre était en perspective et répondait affirmativement à la question qu'il s'était posée. Un autre déclarait que

Taugmen talion apportée à reffectif par la nouvelle loi était « colossale » et que ce fait, rapproché du vote de la Constitution qu'on pouvait considérer comme la fin de la lutte des partis, devait ouvrir les yeux à T Allemagne. Les autorités militaires prussiennes ne tenaient pas un autre langage. Elles alléguaient que, la guerre étant inévitable, l'intérêt de l'Allemagne lui commandait de prendre TofTensive avant que la France fût en état de l'attaquer. Aussi violente qu'inattendue, cette levée de boucliers prenait de telles proportions que les feuilles anglaises se demandaient si l'on cherchait à pousser la France à un coup de tête. Le soulèvement de la presse germanique s'aggravait bientôt du langage alarmant que les représentants de l'Allemagne à l'étranger tenaient dans les capitales où ils étaient accrédités. Ils feignaient de croire que la France se préparait à la guerre ; partout, ils faisaient montre de la plus vive inquiétude. Le prince de Bismarck poussait cette comédie plus loin encore. Par ses ordres, l'un de ses familiers, le comte de Radowitz, partait pour Saint-Pétersbourg, chargé d'attirer l'attention du gouvernement russe sur les intentions non équivoques du gouvernement français. Le chancelier de Russie, prince Gortchakoff, voyait un matin l'envoyé de Bismarck entrer dans son cabinet, la mine bouleversée, essoufflé, important, agité, et comme le prince lui demandait à quelle circonstance il devait le plaisir de le recevoir, Radowitz répondait :

— J'ai pour mission de vous ouvrir les yeux.

Et, en quelques phrases préparées d'avance, il essayait de lui faire toucher du doigt les périls dont la France menaçait la paix de l'Europe. Il est dit dans un rapport que le chancelier de Russie accueillit par un grand éclat de rire cette communication. Mais Radowitz était chargé d'en faire une autre au chancelier russe et de lui demander à quelles conditions le Cabinet de Saint-Pétersbourg consentirait, si la guerre éclatait entre la France et l'Allemagne, à ne pas intervenir. S'il laissait à celle-ci les mains libres, il pourrait faire en Orient tout ce qu'il voudrait. Au début de ce suggestif entretien, le chancelier s'était contenté de rire. Mais, en réponse à la question qui lui était posée, il se récusa en objectant en toute simplicité que la Russie n'avait aucun désir d'agrandissement, qu'elle n'entendait pas s'engager pour le présent et encore moins pour l'avenir. Désormais, il était fixé sur le caractère provocateur des projets allemands.

La propagande du Cabinet de Berlin à travers l'Europe témoignait de l'agitation du prince de Bismarck. Elle était devenue si visible que ses familiers la constataient et s'en alarmaient. L'un d'eux, le comte de Munster, ambassadeur d'Allemagne à Londres, avouait au comte de Jarnac, ambassadeur de France, que les nerfs du chancelier étaient bien ébranlés et qu'il avait besoin de quelques mois de repos.

Les propos que répétaient les rapports diplomatiques ne pouvaient laisser aucun doute sur les intentions belliqueuses du parti militaire allemand et sur les dispositions malveillantes du chancelier. Dans une lettre écrite par un étranger au gouvernement français, il était dit : « Vous serez attaqués au printemps. » Dans une autre : « La guerre est remise au mois de septembre. » Le

langage du vicomte de Gontaut-Biron, notre ambassadeur à Berlin, n'était pas plus rassurant, non qu'il crût que le désir de nous attaquer fût général dans le monde gouvernemental d'Allemagne ni que les menaces de guerre dussent être suivies d'effet à une date prochaine, mais parce que les attaques de la presse allemande, les tiraillements de l'Empereur avec son chancelier et les excitations du parti militaire constituaient à son avis une situation grosse de périls, alors surtout que le chancelier, loin d'apaiser les différends, semblait prendre plaisir à les laisser se développer, notamment lorsqu'il faisait imprimer dans la feuille à ses gages que, seul avec le feld-maréchal de Moltke, « il pourrait décider quand le moment serait venu de donner le choix à la France entre le désarmement .ou la guerre ». Partout où Gontaut s'appliquait à rechercher la vérité, chez les diplomates comme chez les militaires, il entendait gronder la menace. Tel était l'état des choses au commencement du mois d'avril.

Il ne semble pas cependant, que l'opinion publique

t en France s'en soit, alors, très vivement alarmée.

! On pourrait s'en étonner si Ton ne se rappelait qu'elle n'avait pu encore le soupçonner que par les

1 propos des journaux germaniques et que ceux-ci,

î depuis la fin de la guerre, avaient si souvent fait preuve, à notre égard, de violence, d'injustice et de mauvaise foi, qu'on s'était accoutumé à laisser se dérouler le chapelet de leurs calomnies sans trop s'en émouvoir : c'était un orage passager plus

1 bruyant que dangereux. Mais le gouvernement,

I mieux informé, ne pouvait s'associer à cet opti-

j misme.

Sans connaître encore complètement l'objet de la

1 mission de Radow^itz à Saint-Pétersbourg, il en avait eu vent ; il savait qu'à Munich, les généraux

î* bavarois se réunissaient pour conférer en vue d'une guerre éventuelle. Lefebvre de Béhaine, notre chargé d'affaires en Bavière, lui avait fait part d'un entretien qu'il venait d'avoir avec le président du Conseil de ce pays. Il savait par cette voie que le chancelier, alléguant que la France cherchait une revanche, voulait la prévenir :

— Récemment, avait dit ce haut fonctionnaire, il a songé à vous forcer à prendre la moitié de la Belgique et à entrer dans une ligue contre la Papauté. Aujourd'hui il entend vous interdire de vous réorganiser militairement. Il laisse la Russie libre en Orient, et comme, seule, elle pourrait s'interposer entre lui et vous, il a tenté de la désintéresser.

C'est ainsi que le gouvernement français voyait se confirmer ses soupçons sur le caractère et le but du voyage en Russie du comte de Radowitz. Il est vrai qu'on n'ignorait plus que ce diplomate avait échoué dans sa mission. A Vienne, le comte Andrassy, chef du gouvernement, Tavait annoncé au comte d'Harcourt, ambassadeur de France, et l'information avait été confirmée par les paroles suivantes du chancelier russe répétées à Paris :

— J'en suis encore à me demander pourquoi on m'a envoyé Radowitz. Je n'y comprends rien. En tout cas, il a pu constater

que noni seulement la Russie ne fera pas la guerre, mais encore qu'elle s'y opposera.

Des informations non moins rassurantes étaient arrivées de Londres. Lord Derby avait dit au chargé d'affaires de France qu'il ne pouvait croire que Bismarck eût formé le dessein d'attaquer la France.

— Une semblable agression soulèverait une réprobation générale. Le gouvernement anglais ne manquera pas à son devoir. Je vous donne à cet égard toutes les assurances que peut donner un ministre constitutionnel. J'ai déclaré au comte de Munster que je ne pouvais prendre au sérieux les rumeurs qui circulent au sujet des prétendues intentions de l'Allemagne. On n'a rien à reprocher à la France et les raisons qu'on invoque contre elles sont un prétexte, car on ne saurait contester la sagesse de votre gouvernement. M. de Bismarck

n a pas d'intérêt à entretenir en Europe les alarmes auxquelles elle est livrée.

Ces incidents si gros de menaces s'étaient déroulés sans que l'ambassadeur de France à Saint- Pétersbourg, le général Le Flô, eût pu les connaître ; il était alors en congé. C'est seulement au commencement d'avril, en traversant Paris pour regagner son poste, que les communications qui lui furent faites lui permirent d'en mesurer la gravité. Les rapports et les documents secrets dont il eut connaissance ne laissaient aucun doute sur les projets malveillants de l'Allemagne. Les instructions qui lui furent données s'inspiraient de l'espoir qu'avait conçu le gouvernement français que la Russie ne laisserait pas s'exécuter ces projets. Au surplus, elles étaient vagues et brèves : on s'en remettait à son

patriotisme, à son habileté, à son zèle comme à la bienveillance personnelle que lui témoignait le Tsar, pour conjurer le péril dont la France était menacée.

A peine arrivé à son poste, cette bienveillance se manifesta par une visite toute de courtoisie que lui fit le prince Gortchakoff. Tout naturellement, Tattitude quasi comminatoire du Cabinet de Berlin défraya la conversation. Le chancelier connaissait par le prince OrlofT, ambassadeur de Russie à Paris, les craintes du gouvernement français. Mais il les croyait exagérées. 11 laissa cependant entendre au général Le Flô que, s'il était démontré qu'elles avaient un fondement, l'empereur

Alexandre, qui devait prochainement faire une visite à Berlin, saurait y tenir un langage ferme et clair. C'en était assez pour rassurer le général Le Flô, et d'autant plus qu'il avait emporté de Paris la conviction que l'Angleterre était dans les mêmes dispositions que la Russie.

En le quittant, le chancelier russe lui avait dit :

— Rendez- vous forts, très forts.

Peu de jours après, dans un entretien qu'il eut avec le Tsar, il put se convaincre que le prince GortchakofF avait traduit exactement la pensée de son maître. Comme l'ambassadeur faisait allusion aux « points noirs » que se plaisait à multiplier en Europe le prince de Bismarck, l'Empereur avoua qu'il déplorait la conduite du chancelier d'Allemagne. Mais il ne croyait pas que l'Allemagne voulût la guerre : il savait même pertinemment que l'empereur Guillaume et son fils, le prince impérial, y étaient résolument opposés. Dans les intrigues très regrettables de Bismarck, il ne fallait voir que des ruses employées par lui pour mieux assurer son

pouvoir en se faisant croire plus nécessaire par l'étalage de dangers imaginaires.

— En tout cas, avait ajouté le Tsar, soyez assuré que je veux la paix comme vous et que je ne négligerai rien pour qu'elle ne soit pas troublée... Si l'Allemagne entendait entrer en campagne sans motifs ou sous des prétextes futiles, elle se placerait vis-àvis de l'Europe dans la même situation que Bona* parte en 1810, et ce serait à ses risques et périls.

Nous ne retenons de cet entretien que ce qui était de nature à rassurer complètement le général Le Flô quanta la crise provoquée par le Cabinet de Berlin, et, pour ne pas allonger ce récit, nous passons sous silence d'autres propos tenus par TEmpereur, lesquels ont pu être considérés depuis comme le premier germe de Talliance franco-russe.

Tandis que le général Le Flô recueillait à Saint- Pétersbourg les témoignages de la sympathie impériale, à Paris on était toujours dans les transes. Tout faisait craindre un ultimatum allemand mettant la France en demeure de renoncer au développement de sa puissance militaire. Dans le gouvernement, on se demandait s'il ne valait pas mieux répondre aux exigences de T Allemagne en désarmant que de s'exposer à une agression dont les conséquences étaient faciles à prévoir. C'était se placer entre l'humiliation et la guerre. Le duc Decazes ne croyait pas impossible d'éviter l'une et l'autre. 11 avait fait appel à la Russie et à l'Angleterre et il estimait qu'il fallait au moins attendre le résultat de cette double démarche. Mais l'attente était cruelle. A tout instant, quelque incident inattendu venait Tassombrir.

Il en est un notamment qu'il y a lieu de rappeler, car il trahissait lumineusement la pensée allemande. Dans une de ses dépêches, Gontaut-Biron rendait compte des singuliers propos que, dans une conversation familière, lui avait tenus Radowitz.

— Pouvez-vous assurer, lui avait demandé ce

confident du chancelier, que la France, regagnant son ancienne prospérité, ayant réorganisé ses forces militaires, ne trouvera pas alors des alliances qui lui manquent aujourd'hui, et que ces ressentiments qu'elle ne J3eut manquer de nourrir, qu'elle conserve très naturellement pour la prise de ses deux provinces, ne la poussent pas inévitablement à déclarer la guerre à T Allemagne ? Si la revanche est sa pensée intime, et elle ne peut être autre, pourquoi attendre pour l'attaquer qu'elle ait repris ses forces et qu'elle ait contracté des alliances? Convenez que politiquement, philosophiquement, chrétiennement même^ ces déductions sont fondées et de semblables préoccupations bien faites pour guider l'Allemagne.

Dans ce langage, l'ambassadeur à qui il s'adressait, et son gouvernement, ne pouvait que voir une menace. Du reste, à ce moment, la menace était partout, et quoique, à Paris, les relations du ministre des Affaires étrangères avec l'ambassadeur d'Allemagne fussent courtoises, elles donnaient lieu à des discussions qui, malgré leur forme cordiale, empruntaient parfois aux circonstances un caractère tragique. C'est au cours de l'une d'elles que le ministre français, après avoir démontré à son interlocuteur que la France n'excédait pas son droit en s'appliquant à organiser ses moyens de défense et que sa politique ne présentait rien que l'Allemagne pût considérer comme une provocation, protestait « durement » contre Tobstination avec

laquelle on lui prêtait des pensées belliqueuses. Se laissant emporter par Tindignation, il s'était écrié :

— Non seulement lious ne vous attaquerons pas ; mais si vous nous attaquiez, nous vous laisserions tout Todieûx de l'attaque et nous ne nous défendrions pas. Si vous nous envahissez, je conseillerai au maréchal de se retirer avec son gouvernement et ses armées sur la Loire et d'attendre, sans tirer un coup de canon, que la justice de l'Europe ou celle de Dieu se prononce sur vous.

Quelques instants après, recevant le prince Orloff, le ministre lui tenait le même langage :

— Vous ne ferez pas cela, objectait tout ému l'ambassadeur de Russie.

— Nous le ferons, c'est décidé, et l'Europe verra tranquillement, l'arme au bras, la France envahie, dévastée, et ne se défendant pas. Oui, elle verra cela. Le tolérera-t-elle ?

Un autre jour, on répétait au duc Decazes ces paroles dites par le prince de Hohenlohe à des personnes de son intimité :

— Je ne veux pas être ici au moment de la rupture. Quand j'annoncerai que je pars, vous saurez ce que cela signifie.

On peut donc comprendre combien fut vif son émoi lorsque, peu de jours après, l'ambassadeur vint lui annoncer qu'il allait prendre un congé. Il ajoutait, il est vrai « qu'il reviendrait dans quelques jours ». Mais après ce qu'il avait dit à ses amis, pouvait-on croire à cette promesse ? Cependant, il

ne partit pas. A T heure fixée pour son départ, il se présentait de nouveau au cabinet du ministre. D'un ton grave et attristé, il lui lançait ce trait :

— Je suis chargé par mon gouvernement de vous prévenir qu'il considère vos armements comme un danger pour lui.

Jusqu'à ce jour, il avait à plusieurs reprises émis cette opinion, mais à titre purement officieux et jamais sous une forme officielle. Se refusant à prendre acte de cette communication, le duc Decazes se contenta de répondre :

— Votre gouvernement se trompe ; vous le savez déjà ; nous en recauserons à votre retour et je vous aiderai à le prouver.

On était arrivé ainsi à la fin du mois d'avril sans que ces événements eussent transpiré dans le grand public. Il n'en avait recueilli que quelques échos surpris dans les chancelleries et plus ou moins fidèlement répétés ; il n'en avait pas mesuré la gravité. Brusquement, une lettre publiée par le Times vint l'initier au secret qui jusque-là ne lui avait pas été dévoilé,

La part qu'eut cette lettre, dans l'apaisement immédiat qui allait suivre, commande de la résumer ici. Je constate d'abord, et je peux l'affirmer aujourd'hui, qu'elle avait été écrite sous l'inspiration du duc Decazes, Elle avait pour auteur Blowitz, le correspondant parisien du journal anglais. Nous savons aussi par les mémoires du prince de Hohenlohe qu'avant de la rédiger, Blowitz était

allé le consulter. L'ambassadeur allemand, bien qu'il n'osât avouer qu'il ne voulait pas la guerre, se prêta cependant à cette tentative qui, dans sa pensée, pouvait contribuer à l'éviter. Il ra-

conte du reste que l'auteur ne tint pas compte des modifications qu'il lui avait conseillées. Mais cette réserve n*a (Faiblit en rien sa participation au lancement de ce ballon d'essai.

Après avoir constaté qu'il existait en Allemagne un parti de la guerre, le correspondant du Times énumérait les griefs de ce parti et lui attribuait l'intention de franchir la frontière française, de marcher sur Paris, de camper sur le plateau d'Avron et, ses canons braqués sur la capitale, d'exiger avec Belfort une indemnité de dix milliards payable en vingt ans avec des intérêts de 5 pour 100, sans anticipation de payement du capital. Probablement ces projets n'étaient pas destinés à se réaliser ; on pouvait espérer « qu'ils rencontreraient sur leur route, en même temps que l'honneur allemand révolté, le traité que l'Empereur avait couvert de sa parole de gentilhomme ». Mais le parti de la guerre voulait sauver la patrie, compléter l'œuvre de 1871 , et l'avenir était gros de menaces. Il fallait donc que l'Europe sortît de son indifférence.

Elle en était déjà sortie. L'intervention de l'empereur de Russie, les pressantes exhortations de la reine d'Angleterre à l'empereur d'Allemagne avaient produit leur effet. A Berlin, à Saint-Pétersbourg, à Londres, nos ambassadeurs en recueil-

laient des preuves non équivoques. De Berlin, le vicomte de Gontaut-Biron écrivait que TEmpereur lui avait tenu les propos les plus rassurants et que, rencontrant notre attaché militaire, M. de Polignac, il lui avait dit :

— On a voulu nous brouiller; mais maintenant c*est fini .

Quelques jours plus tard, au moment où le prince de Hohenlohe, venu pour quelques jours à Berlin, allait se mettre en route pour Paris, le vieux souverain lui avait laissé entendre que le mal était venu surtout « de la mauvaise attitude de la presse ». Il avait reconnu que les articles hors de toute mesure publiés par les journaux auraient pu avoir des suites funestes, c'est-à-dire amener la guerre.

— Ces gens-là sont dé grands coupables par Texagération de leurs propos.

11 semblait vouloir ainsi leur attribuer tout le mal et croire à leur entière indépendance, alors que chacun savait quel empire le chancelier exerçait sur la presse allemande et Fhabileté avec laquelle il en usait.

— Heureusement, maintenant tout est fini, reprenait-il. L'empereur de Russie, quand j'ai eu le plaisir de le voir, a pu s'en convaincre et se rendre compte sur place de l'inanité des bruits répandus.

En congédiant son ambassadeur, Guillaume I*" lui avait recommandé de saluer, de sa part, le maréchal de Mac-Mahon :

— Dites-lui que vous n'êtes pas le seul messager de paix, que le vrai messager de paix est ici.

De Saint-Pétersbourg, le général Le Flô avait fait savoir que le Tsar en partant pour Berlin s'était attaché à le rassurer.

— Tout se calmera, je Tespère. En tout cas, vous savez ce que je vous ai dit. Je ne Foublie pas et je tiendrai.

Et serrant la main au général, il avait renouvelé sa promesse :

— Au revoir, je me souviendrai et j'espère îju'il n'y aura pas de surprise.

Les deux empereurs se rencontraient à Berlin le il mai. A la suite de leur première entrevue, le prince Gortchakoff annonçait à ses ambassadeurs, à Paris et à Londres, que la paix ne serait pas troublée. Le même jour, le Tsar écrivait à une personne de sa famille : « L'emporté de Berlin a donné toutes les garanties pour le maintien de la paix *. »

A Londres^ lord Derby avait également rassuré le représentant de la France en lui affirmant que, grâce à la Russie et à l'Angleterre, tout danger de conflit était maintenant écarté. Comme ce diplomate le remerciait de ses bons offices, il avait répondu :

1 . Les amis de Bismarck ont affirmé que le texte de ce télt" gramme avait été défiguré dans la transmission et qu'il y était dit : « J'emporte de Berlin toutes les garanties pour le maintien de la paix. »

— Nous avons été heureux de faire quelque chose pour la France.

Ce que TAngleterre avait fait, on en parlait déjà dans le inonde diplomatique, mais sans connaître encore les détails de son intervention. On les connut avec précision le 24 mai. Ce jour-là, à la Chambre des communes, le premier ministre Disraeli, interpellé sur le point de savoir s'il était vrai que le gouvernement anglais eût adressé des observations à r Allemagne et à la France, s'était fait un devoir de révéler que le Cabinet « avait conseillé à la Reine d'adresser des représentations à Tempereur d'Allemagne » . Il ne crut pas devoir répondre en ce qui touchait la France ; son silence était significatif et voulait dire que la France, n ayant pas

cessé de garder l'attitude la plus correcte, ne méritait pas qu'on lui fît des représentations. A cette date, l'empereur Guillaume était, depuis trois semaines, en possession d'une lettre de la reine Victoria le suppliant « de ne pas troubler la paix de l'Europe, cette paix qu'assurément il ne voulait pas compromettre, mais qu'autour de lui, et à son insu, on essayait d'empêcher ».

Il est juste de compléter ces détails en rappelant que le prince impérial d'Allemagne, le futur Frédéric III, sa mère l'impératrice Augusta et sa femme la princesse Victoria n'étaient pas étrangers à cet heureux dénouement d'une situation qui eût mis l'Europe en feu si elle s'était prolongée. Lorsque l'Empereur avait appris qu'il s'était trouvé si près

LA CRISE DE 1875 Gl

de la guerre alors qu'il ne la voulait pas, de puissants efforts avaient été faits par sa famille la plus proche pour couper court aux projets du chancelier. Celui-ci, qui reprochait déjà èi la vieille impératrice et à ses enfants de contrarier fréquemment ses plans, ne devait jamais oublier leur intervention en cette circonstance, et le ressentiiyient qu'on le vit ensuite manifester quand il parlait d'eux avait trouvé un aliment dans les faits que nous rappelons.

EN MARGïT'DE LA CRISE

Au cours des événements qui viennent d'être réstunés, la persécution entreprise par Bismarck contre le catholicisme dans la personne des évéques et prêtres allemands, s'était exercée avec une activité de plus en plus accentuée. La politique du Kulturkampf battait son plein et ses péripéties avaient hors des frontières de l'Empire de bruyantes et fâcheuses répercussions ^ Pour trouver l'origine de cette politique, il faut remonter d'une

part jusqu'à la proclamation, à Rome, du dogme de rinfaillibilité dont Bismarck s'était irrité, et d'autre part à la guerre de 1870. En ce qui touche les intentions que le chancelier nourrissait dès cette époque, il existe un document qui ne laisse aucun doute sur son dessein de porter à l'Eglise catholique un coup mortel. C'est une conversation dont les journaux du temps ont rendu compte et qu'il

1. Dans son magistral ouvrage : Bismarcket VÉglise (4 volumes, chez Perrin et C'*, éditeurs), M. George Goyau a écrit toute rhistoire du Kulturkampf avec un luxe de documentation qui autorise à la considérer comme définitive. On ne saurait trop recommander la lecture de ce livre qui éclaire de la plus vive lumière la politique bismarckienne.

eut à Reims, dans les premiers jours de septembre 1870, avec M. Werlé; membre du Corps législatif. Ayant quitté Paris au lendemain de la Révolution du 4 septembre, Thonorable député, naguère encore maire de Reims, était parvenu, après force difficultés, à regagner cette ville. En y arrivant, il se mit à la disposition du nouveau maire, M. Dauphinot, pour Taider à porter remède aux maux dont souffraient ses concitoyens depuis l'occupation prussienne. 11 connaissait Bismarck et, ayant appris sa présence à Reims, il alla le trouver pour le solliciter d'intervenir afin de rendre moins dure Toccupation. Dans leur entretien, on voit le chancelier exprimer le regret que la France se refusât à conclure la paix. Mais nous n'en retiendrons qu'une phrase, celle où se révèle la haine de Bismarck contre la religion catholique et où l'on peut pressentir ses futures intentions :

— Les races latines ont fait leur temps, dit-il

à M. Werlé ; elles sont en pleine décadence. Un

seul élément de force leur reste : c'est la religion-

Mais quand nous aurons eu raison du catholicisme,

elles ne tarderont pas à disparaître.

A la même époque, il tient à M. Julien, ancien

président du tribunal de Reims, un langage identique :

— Les nations latines tiennent encore grâce à l'esprit catholique. Avec le catholicisme, je détruirai leur dernière force de résistance ^ .

1. Ce renseignement m'a été donné par M. Helluy, rédacteur en chef du Courrier de Champagne. On a également attribué à

Tout le Kulturkampf lient dans ces phrases ; elles en annoncent le projet, mais sans rien préciser des moyens à l'aide desquels il sera exécuté. Bismarck, à cette date, ne pouvait les préciser, puisqu'ils n'existaient dans sa pensée qu'à l'état vague et confus. C'est ici le cas de faire remarquer que le Kulturkampf a été surtout dans ses mains un instrument de vengeance contre le Pape Pie IX qui, pendant la guerre, s'était formellement refusé à servir ses desseins en des circonstances qu'il convient de rappeler.

C'était au mois de novembre 1870, à Versailles, pendant le siège de Paris. Les princes régnants d'Allemagne s'y trouvaient réunis autour du roi de Prusse en vue de la constitution de l'empire, déjà décidée, et de la proclamation de Guillaume P^ comme

empereur. Pressé de voir se produire ce grand événement qui devait couronner sa politique, Bismarck ne l'était pas moins de conclure la paix avec la France. Mais la France lui résistait et il s'impatientait de cette attitude qui retardait l'exécution de ses plans.

En ces circonstances, l'arche vêque de Posen, le futur cardinal Ledochowski, arriva à Versailles. Lié personnellement avec le roi de Prusse, ce qui ne

Bismarck une lettre qu'il aurait adressée au comte d'Arnim, le 7 novembre 1871, dans laquelle il annonce qu'il va faire au catholicisme « une guerre terrible ». Mais l'authenticité de cette lettre, n'ayant pu être établie, je n'ai pas cru devoir en faire état.

devait pas Tempêcher d'être emprisonné à quelque temps de là, il venait le solliciter de prendre en mains les intérêts du Saint-Siège, compromis par le réveil de la question romaine. 11 eut à ce sujet plusieurs conférences avec Bisinarck sans parvenir à lui arracher une promesse. Le chancelier ne voulait pas s'engager et évitait de répondre. Puis, brusquement, saus rien promettre, il se montra plus accessible aux instances de l'archevêque et, en lui répondant^ il dévoila son projet.

Il a écrit dans ses Pensées et Souvenirs que « conformément au proverbe qui veut qu'une main lave l'autre », il lui proposa « de prouver la réciprocité des bons rapports entre le Pape et l'Allemagne par une action du Saint-Siège sur le clergé français, dans le sens de la conclusion de la paix ».

Une démarche fut faite à Rome dans ce but, par Ledochowski. Mais Pie IX, quelque désir qu'il eût de voir la paix se conclure, ne voulait pas que le clergé français s'employât à peser sur la

conscience des catholiques pour les faire se soumettre aux volontés de l'Allemagne. Il écarta la proposition de Bismarck. En revanche, il offrit d'intervenir comme médiateur entre les belligérants.

Il avait offert déjà sa médiation avant que la guerre n'éclatât ; mais le roi de Prusse avait décliné son offre. Il la renouvelait maintenant pour arrêter la guerre. Il écrivait, d'une part, à l'archevêque de Tours pour le prier d'amener le gouvernement français à des conseils de paix, et, d'autre part, à

Guillaume P*", à qui il disait : « Il reste encore à Votre Majesté à remporter un plus noble triomphe, qui serait de se montrer disposée à la paix. ».

Tandis que le gouvernement de la Défense nationale exprimait sa reconnaissance au Pape par voie diplomatique, Bismarck écartait la proposition pontificale. Lorsqu'il avait songé à recourir à Tintervention du Vatican, c'était avec le dessein de Tutiliser à sa manière et d'en faire un instrument docile à ses vues. Il n'admettait pas que Pie IX fût médiateur entre la France vaincue et la Prusse victorieuse; c'eût été lui reconnaître trop d'autorité. Mais Pie IX s'obstinait dans le seul rôle qui lui semblât digne de lui, et la négociation resta en chemin. Ce fut pour Bismarck une première cause de ressentiment contre Rome.

Une seconde suivit de près. D'Arnim, ministre de Prusse auprès du Vatican, alla solliciter le secrétaire d'État du Saint-Siège, le cardinal Antonelli, d'intervenir auprès du clergé alsacien, afin qu'il conseillât aux fidèles de se soumettre à l'Allemagne. Au nom du Souverain Pontife, Antonelli se récusa.

Une troisième démarche n'eut pas un sort plus heureux. Il s'agissait, cette fois, d'agir sur les parlementaires catholiques de Bavière pour les disposer à voter les traités qui constituaient l'empire d'Allemagne au profit de la Prusse. Cette fois encore^ Pie IX refusa d'intervenir.

On peut voir dans cette triple déconvenue de

Bismarck Torigine du Kulturkampf. Le chancelier ne prétend à rien moins qu'à mobiliser toute l'Europe contre la papauté. En 1873, lorsque son irritation ne connaît plus de bornes, lorsqu'il s'exaspère par suite de la résistance que, malgré la violence des persécutions, il rencontre dans le clergé allemand, soutenu et dirigé par Rome, il dit à Andrassy , le chancelier d'Autriche-Hongrie :

— Pie IX est un péril pour tous les pays et pour tous les trônes ; c'est un révolutionnaire, un anarchiste que toute l'Europe devrait combattre si un prince voulait encore être en sûreté sur son trône.

Dans sa hâte d'atteindre le but qu'il s'était proposé, il s'efforçait d'intimider les pays où des manifestations contre sa politique s'étaient produites. Déjà, il s'était plaint vivement au Cabinet de Paris des lettres écrites par l'épiscopat français à l'épiscopat allemand pour rendre hommage à sa résistance et pour l'encourager. Maintenant, il s'en prenait à la Belgique et à l'Italie où l'attitude du clergé avait été la même qu'en France. Il adressait aux deux gouvernements de vives protestations.

A la Belgique, il rappelait les devoirs de la neutralité en lui laissant entendre que cette neutralité était violée par les mandements des évêques belges. A Rome, il ne se montrait pas moins

exigeant. Le Pape ayant blâmé publiquement la conduite du Cabinet de Berlin, le chancelier prétendait rendre responsable le gouvernement de Victor-Emmanuel

du langage de Pie IX. Gomme le Quirinal lui objectait que la loi des garanties qui a consacré rindépendance du Saint-Siège ne lui permettait pas d'intervenir, il demandait que cette loi fût modifiée et, que le Souverain Pontife, traité comme un simple évêque, reçût l'ordre de ne plus écrire de discours désagréables au Cabinet de Berlin. Mais l'Italie et la Belgique ne se laissaient pas intimider, assurées d'ailleurs de l'appui du gouvernement anglais. Alors s'engageaient des négociations laborieuses à l'issue desquelles Bismarck était obligé de constater qu'en dépit de ses exigences il n'avait rien obtenu de ce qu'il voulait et n'obtiendrait rien.

Toutes ces démarches avaient leur écho à Paris où nos agents les faisaient connaître. Le gouvernement français ayant fait appel au patriotisme de nos évêques, ceux-ci n'avaient pas renouvelé à l'épiscopat allemand les témoignages de leur sympathie et, sur ce point, l'agitation de Bismarck avait paru se calmer en ce qui touchait la France.

On sait quels furent les résultats de la campagne criminelle entreprise par le chancelier. Il avait juré qu'il n'irait pas à Canossa; il y alla, bien heureux de rencontrer sur son chemin, pour l'aider à faire machine en arrière, le grand pape Léon XIII, qui avait succédé à Pie IX. Mais il y alla contraint et forcé, et, sous Tempire de son dépit, il conçut un autre plan non moins abominable que celui qui venait d'échouer.

Cet anticléricalisme, dans la pratique duquel il

avait failli se casser les reins et qui avait été pour l'Allemagne une cause de querelles intestines, de guerre civile et d'affaiblissement, il le léguerait à la France. Ce fut la grande erreur des hommes politiques, qui, à cette époque, avaient charge des destinées de notre pays, de ne pas comprendre à quels périls ils l'exposaient en acceptant cet héritage. 11 faut rendre hommage à ceux d'entre eux, en trop petit nombre, qui devinèrent cette odieuse machination et qui, comme Spuller, eurent le courage de dire que « l'anticléricalisme était prussien ».

Sans chercher à établir à cet égard les responsabilités, il convient de se contenter aujourd'hui de ce qu'en disent les Mémoires du prince de Hohenlohe, les récits de M. Georges Goyau et le beau livre de M™® Juliette Adam, intitulé : Après r abandon de la revanche. Ils contiennent des révélations significatives sur la conduite de quelques-uns des personnages qu'ils mettent en cause. Gambetta lui-même serait écrasé sous les conséquences de la politique néfaste léguée par Bismarck à la république française si, avant de mourir, il n'avait compris, lui aussi, la nécessité d'aller à Ganossa et n'avait déclaré, un jour où il a vu clair, « que l'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation ».

Le malheur est que cette parole de sagesse a été prononcée trop tard* et qu'il n'a pas compris qu'importé ou exporté l'anticléricalisme est toujours

un instrument de haine et de guerre civile : leur mal était déjà fait et menaçait d'avoir des suites plus douloureuses encore, lorsque la guerre de 1914 est venue nous les épargner, mais à quel prix !

Calmé par le silence auquel s'étaient résignés les évêques français, Bismarck n'en continuait pas moins ses tentatives d'intimidation dont les rapports diplomatiques apportaient les preuves à Paris. Quelques mois plus tard, on le verra s'étonner et s'indigner qu'on lui imputât d'avoir voulu faire la guerre à la France, et peut-être, en effet, comme le disait Decazes, avait-il moins voulu la lui déclarer que lui faire croire qu'il la voulait. Si tel a été son but, il a oublié qu'il est des cas où la feinte peut créer les mêmes périls que l'intention. Il rejettera sur la Russie et surtout sur le prince Orloff et sur Gontaut la responsabilité de l'événement. 11 reprochera à la Russie d'avoir voulu se tailler, aux dépens de Berlin, une réputation de Puissance pacificatrice : « Orloff n'a cherché qu'à flatter Gortchakoff en faisant l'aimable auprès de lui. Quant à Gontaut, il s'est laissé égarer par la cour. »

On voit apparaître ici le grand grief de Bismarck contre l'ambassadeur de France, grief qui devait bientôt se traduire par une demande de rappel, sous prétexte qu'il lui était impossible d'entretenir avec un diplomate légitimiste et ultramontain les mêmes bonnes relations qui existaient à Paris entre le duc Decazes et le prince de Hohenlohe, prétexte

singulièrement misérable. Envoyé à Berlin par le président Thiers en même temps que le duc de Broglie à Londres, le marquis d'Harcourt à Vienne, le marquis de Vogiié à Constantinople et le général Le F16 à Saint-Pétersbourg, le comte de Gontaut n'avait jamais fait montre à la cour d'Allemagne de ses opinions politiques. La correspondance avec le chef d'État de qui il tenait ses pouvoirs nous fournit la preuve du loyal désintéressement qu'il avait toujours apporté dons l'exercice de ses fonctions. En

réalité, ce que le chancelier ne lui pardonnait pas, c'était d'avoir trouvé dans la famille impériale les plus vives sympathies et de les utiliser pour le succès de sa mission. Peut-être aussi devinait-il que l'ambassadeur était d'avis qu'avec un homme tel que lui, " toujours plus ou moins à la merci de ses nerfs et dont on no pouvait jamais pénétrer sûrement les desseins », il était impossible de se livrer à une sécurité absolue.

11 est remarquable que lui-même n'allait pas tarder à justifier cette opinion. Dès le lendemain de ■ la crise et alors qu'on pouvait croire qu'il changerait d'allure dans ses rapports avec la France, il ait de nouvelles difficultés. Ce fut d'abord, i nous venons de le rappeler, la démarche it faire k Paris par son ambassadeur, afin [lir une modification dans le personnel de ssadede France. Non content d'incriminer le homme qui la dirigeait, il impliquait dans ces tions les filles de ce diplomate : « Elles parlent

des affaires intérieures du pays sur un ton incompatible avec le rôle qu'on reconnaît en général aux membres d'une famille d'ambassadeur. » L attaché militaire français, le prince de Polignac, ne trouvait pas davantage grâce devant lui. Il demandait son changement : « Il n'est pas à sa place. Il a choqué par la manière dont il a parlé. des tendances agressives des généraux prussiens. C'est lui qui devrait être rappelé le premier. »

Sur ce dernier point, il reçut assez promptement satisfaction. Mais en ce qui concernait l'ambassadeur, il dut attendre pendant près de deux années. Le gouvernement français ne se résignait pas à céder à des injonctions quelque peu humiliantes pour lui et à (rapper un bon serviteur, ardemment patriote, qui n'avait pas démérité, et que la famille impériale avait pris en goût, ainsi

qu'elle le lui prouva par l'expression touchante de ses regrets lorsque, au mois de janvier 1878, il quitta Berlin.

Il convient cependant de reconnaître qu'à cette date, le remplacement de Gontaut s'imposait. Sa présence à Berlin irritait Bismarck, chez qui cette irritation se traduisait par une bouderie systématique, nuisible aux affaires, et par l'affectation qu'il mettait à paraître inquiet des armements de la France.

— La France arme trop, disait-il à Hohenlohe. Elle augmente ses effectifs dans une mesure qui met l'Allemagne en péril ou du moins l'oblige à faire toujours plus. Quand vous retournerez à Paris, ne

présentez pas nos intentions sous des couleurs trop pacifiques.

Il gémissait sur Tentêtement de l'Empereur, qui, « influencé par l'Impératrice et par Gontaut », hésitait à renforcer les troupes allemandes sur la frontière française, comme c'eût été nécessaire « pour se mettre à la hauteur des Français ». A Fen croire, les masses allemandes de cavalerie et d'artillerie concentrées sur la frontière étaient insuffisantes pour*la défendre. « Metz était menacée. D'un instant à l'autre, les Français pouvaient ouvrir le feu et exposer l'Allemagne aux pires dangers. » Il complétait ce tableau en attribuant les dispositions pacifiques de Guillaume P*" aux conseils de l'Impératrice. « Elle gagne du terrain et, derrière ejle, on devine Gontaut. » Ses craintes, on l'a vu, ne reposaient sur aucun fondement. Elles témoignaient surtout de son [parti pris de rendre difficiles ses relations avec l'ambassadeur dont il avait hâte de se débarrasser, afin d'éloigner de

l'Empereur une influence qui, peut-être, eût contrarié ses desseins et qu'il accusait bien à tort de lui être hostile .

En ces circonstances, il se révèle de nouveau comme un homme tout à la fois habile et mobile dans la conception de ses desseins, mais impulsif quant aux moyens de les exécuter et, par suite de son impulsivité, capable de toutes les perfidies, quand les circonstances les lui suggèrent et s'il n'a pas eu le temps d'y réfléchir. Il est toujours le personnage sans scrupules qui a falsifié là dépêche d'Ems et

qui depuis, lorsqu'il s'est trouvé en présence de difficultés intérieures, a cherché à les résoudre en ameutant rAUeniagne contre la France à laide de soupçons calomnieux. C^est ainsi, par exemple, qu'au lendemain du Congrès de Berlin, la presse allemande dénonce tout à coup, non sans véhémence, l'attitude agressive de la France et de la Russie. L'opinion s'émeut notamment d'un article où les prétendues preuves de cette attitude sont énumérées. Comme on en parle chez le chancelier, il se met à rire et avoue que c'est lui qui a écrit l'article en question pour influencer le Reichstag et l'amener à voter la loi militaire, qui rencontre dans l'assemblée une assez vive opposition.

A ce moment, deux ans s'étaient écoulés depuis que le comte de Gontaut n'était plus ambassadeur à Berlin. Il y avait été remplacé par le comte de Saint- Vallier dont un long séjour auprès de Manteuffel, pendant la période d'occupation, avait fait apprécier les qualités éminentes. A dater de ce moment, l'humeur malveillante du chancelier s'était apaisée, et si parfois encore il affectait une mine grondeuse, c'était toujours pure comédie : son hostilité contre la France faisait trêve.

C'est qu'aussi les affaires de l'Europe étaient bien faites pour absorber son attention. A Paris, la chute du gouvernement de Droite et la démission du duc Decazes en 1777 avaient eu pour résultat un changement caractéristique dans l'orientation de la politique française. L'idée de l'alliance russe

semblait abandonnée. Lorsque, au Congrès de Berlin, les stipulations du traité de San Stefano par lequel s'était dénouée la guerre russo-turque avaient été remises en question en ce qui concernait la Bulgarie, le gouvernement français avait figuré à côté de r Allemagne.

A cet incident en succédait un autre. Une conimission internationale, désignée par le Congrès de Berlin et réunie à Novi Bazar, travaillait à la délimitation des frontières turques ; or, au sein de cette commission, les prétentions des commissaires de la Porte étaient presque toujours soutenues par les commissaires allemands. Dans une lettre écrite à son oncle Tempereur Guillaume, le Tsar se plaignit de cette partialité.

La réponse qu'il reçut ne lui donnant pas satisfaction, il répliqua par une dépêche quasi menaçante. Une entrevue entre les deux empereurs imprima promptement à ce différend une tournure pacifique. Mais Bismarck ne se dissimulait plus que la Triple- Alliance avait du plomb dans Taile; bientôt après, il signe avec TAutriche un traité qui, le cas échéant, substituera une alliance austro-allemande à celle des trois cours du Nord et dans laquelle l'Italie viendra remplacer la Russie.

Par suite de ces incidents, qui se succèdent à travers la situation si troublée de l'Europe et que je me contente de résumer,

l'attitude du chancelier envers notre pays et sauf de rares exceptions, comme par exemple l'affaire Schnœbelé, a perdu

au moins en apparence tout caractère agressif. Au lieu de lui faire la guerre, il s'efforcera de le détourner de toute pensée de revanche et d'éteindre chez le peuple français, au prix de dédommagements, Tespoir de reprendre T Alsace-Lorraine. Au Congrès de Berlin, causant dans l'intimité avec les représentants de la France, il leur montre la Tunisie comme une conquête digne d'ambition et comme le complément nécessaire de nos possessions d'Al-, gérie. 11 leur a dit :

— Allez de ce côté ; vous ne m'y rencontrerez pas.

Depuis ce jour, il suit avec un intérêt bienveillant l'extension de notre puissance dans les contrées africaines d'abord, asiatiques ensuite. Quant à lui, il ne croit pas que l'Allemagne soit en état de créer un empire colonial. Un soir à dîner, « repas copieusement arrosé de porto et de vin de Hongrie », il fait allusion, devant Hohenlohe, à la question des colonies. « Des colonies ! Il ne veut pas en entendre parler. Notre flotte est insuffisante pour les protéger et notre bureaucratie trop inexperte pour administrer ces pays. »

Hohenlohe, qui répète ces propos, lui avait envoyé précédemment un rapport touchant les projets de la France au Maroc.

« A ce propos, raconte-t-il, le chancelier m'exprima l'opinion que nous ne pourrions que nous réjouir si la France s'adjugeait le Maroc. Elle aurait beaucoup à faire de ce côté et nous pourrions lui con-

céder cette extension de son territoire en Afrique à titre de compensation pour T Alsace-Lorraine. Mais à ma question si je devais tenir ce langage à Freycinet, il me répondit que non. C'était trop s'avancer. »

11 ne prévoyait pas alors que, dix ans plus tard, alors qu'il n'occupait plus le pouvoir, l'empereur Guillaume 11 regretterait que l'Allemagne, faute d'une flotte de guerre, eût laissé la France se constituer un immense empire colonial et s'appliquerait, pour atteindre le même but, à créer et à développer, au prix du plus vigoureux effort, la puissance maritime de son empire. 11 est d'ailleurs probable que si, à cette époque, Bismarck eût encore gouverné l'Allemagne, il se fût rallié à l'opinion de son nouveau maître. Mais à la date où nous le voyons en exprimer une contraire, son regard n'embrassait pas l'avenir de son pays tel qu'il s'est depuis déroulé.

Du reste, ce n'est pas seulement la situation de l'Europe qui lui cause d'amers soucis. 11 lui en vient d'autres de la cour de Berlin, où la famille impériale lui est de plus en plus hostile. 11 peut compter encore sur la confiance du vieil empereur qui, bien que s'impatientant parfois de l'ascendant que le chancelier a pris sur lui, est maintenant trop affaibli par l'âge pour s'y dérober. En eût-il la force, il n'oserait renvoyer l'homme d'Etat auquel il doit l'empire et dont la popularité en Allemagne est aussi grande que la sienne. Mais, autour de lui, le

chancelier n'inspire ni la même gratitude, ni la même confiance. L'impératrice Augusta combat par tous les moyens Tinfluence que Bismarck exerce sur son mari. Le prince impérial s'attriste et s'irrite de l'audace de cet homme dans lequel, au dire de la princesse Victoria, « il y a l'étofife d'un Cromwell » . Le

chancelier n'ignore rien de la coalition qui s'est formée contre lui dans T entourage de l'Empereur et, pour se défendre, il usera de toutes les armes même des plus déloyales.

LES PROVOCATIONS BISMARCKIENNES

DE

L'année 1887 a été fertile en Allemagne en spectacles mémorables. C'est au début de cette année que, dans le Reichstag, Topposition du parti du Centre est brisée, que le Septennat militaire auquel ce parti a refusé son approbation est voté malgré lui, grâce à Ténergie de Bismarck et grâce aussi à rintervention du pape Léon XIII.

C'est Tannée où, pour obtenir du corps électoral allemand une majorité propice à ses vues, le chancelier propage dans tout l'Empire des craintes de guerre, calomnie tour à tour la France et la Russie en leur attribuant des intentions belliqueuses et, à force de mensonges, déchaîne contre les gouvernements qu'il accuse à tort, les sentiments haineux du peuple germanique, que ses successeurs attiseront et dont, à vingt-cinq ans de là, les tragiques événements de 1914 seront la conséquence.

C'est l'année où se manifestent, à travers les incidents de la politique continentale, les germes et les symptômes de Falliance franco-russe et où ritalie, sous l'influence néfaste du ministre Crispi, signe le traité heureusement fragile et purement

défensif, — du moins c'est ainsi qu'elle l'interprète, — qui confirme en le développant celui de 1882 et la fait d'une manière

définitive l'alliée de l'Allemagne et de l'Autriche à la place de la Russie, volontairement libérée des engagements par lesquels elle s'était attachée à ces deux puissances.

C'est enfin l'année de l'affaire Schnœbelé au cours de laquelle la France, confiante en son bon droit, témoigne unanimement d'un sang-froid, d'un calme et d'une résolution qui, pour la première fois depuis 1870, font comprendre à ses ennemis que leurs menaces ne l'épouvantent plus.

La conviction qu'elle leur avait imposée par son attitude ne fut pas étrangère, sans doute, à la détente momentanée qu'on voit alors se produire entre les nations rivales et dont toute l'Europe ne tarda pas à ressentir pour un temps les heureux effets. Mais cette détente eut d'autres causes. Le grand âge de Guillaume I®"^, la maladie incurable de son fils le futur Frédéric III et Tinexpérience prétentieuse du prince appelé à leur succéder en constituent la principale origine. L'Allemagne pouvaitelle songer à se jeter dans la guerre lorsqu'elle était exposée à voir en quelques mois ou en quelques semaines, peut-être même en quelques jours, trois changements de règne et le pouvoir impérial passer dans les mains d'un jeune homme de vingt-huit ans qui, jusqu'à ce moment, ne s'était pas révélé à son avantage ? Une telle perspective commandait de ne pas troubler la paix. Contrairement aux craintes

qu'inspirait le prince Guillaume, elle se consolida après qu'il fut monté sur le trône en juin 1888, et durant Tannée 1889, où l'Exposition universelle tenue à Paris avait amené une trêve entre les rivalités européennes.

Le 24 octobre 1886, M. Jules Herbette, que le ministère Freycinet venait de nommer ambassadeur de France à Berlin, était reçu officiellement par l'empereur d'Allemagne et lui présentait ses lettres de créance. En répondant à son discours, Guillaume P*" lui disait : « Vous avez exprimé ma pensée en disant que l'Allemagne et la France ont de nombreux intérêts communs et qu'elles pourraient y trouver un terrain d'entente profitable aux deux nations voisines. » Ce langage était de nature à produire et produisit en effet la plus heureuse impression par toute l'Europe. En témoignant de la volonté du souverain de ne pas laisser porter atteinte à la paix, il confirmait d'autres propos qu'il avait tenus précédemment, desquels il résultait qu'il se sentait trop vieux pour recommencer la guerre et qu'il ne s'y laisserait pas entraîner.

On se les expliquera sans peine et l'on ne doutera pas de sa sincérité, si l'on veut se rappeler qu'il venait d'entrer dans sa quatre-vingt-dixième année. Après l'avoir longtemps épargné, la vieillesse maintenant pesait lourdement sur lui. Les coups qu'elle lui portait étaient visibles dans toute sa personne, et jusque dans ses paroles qui trahis-

saient parfois rafFaiblissement de ses facultés. Un diplomate écrivait, après avoir causé avec lui : «Au cours de notre conversation, il a été debout à plusieurs reprises, et j'ai pu constater qu'il faisait effort pour ne pas vaciller. » Il est aisé de comprendre qu en un tel état, il eût conçu pour la guerre une vraie répugnance. Lorsqu'il le laissait entendre, il était aussi sincère que rassurant. On ne pouvait lui demander davantage, et le gouvernement français n'avait qu'à se féliciter de trouver dans ce vieillard un partisan résolu de la paix.

Mais, justement parce que Tempereur courbé par Tâge laissait voir de plus en plus des marques de sénilité, il v avait lieu de se demander s'il serait longtemps encore en état de résister aux excitations belliqueuses du parti militaire qui appelait de ses vœux une prise d'armes contre la France et se plaisait à dire qu'il fallait isoler la République, l'empêcher de poursuivre ses armements et la mettre ainsi dans l'impossibilité de se défendre quand on jugerait que l'heure était opportune pour essayer de l'écraser. Assurément, ce parti qui n'était pas encore devenu le maître de l'Allemagne eût été alors impuissant à forcer la volonté de l'Empereur. Mais en serait-il toujours ainsi ? On se le demandait anxieusement à Paris comme à Berlin, aussi bien que dans toutes les capitales, car partout régnait la crainte que, si la guerre éclatait entre les deux pays, elle ne restât pas localisée comme celle de 1870, et que d'autres Puissances ne fussent

amenées à y prendre part, ce qui déterminerait une conflagration générale.

On reconnaissait en même temps que la solution de questions si graves dépendait uniquement du prince de Bismarck. S'il jugeait la guerre contraire à rintérêt de l'Allemagne, il résisterait victorieusement à tous les efforts du parti militaire. Mais s'il la considérait comme une nécessité, il saurait y contraindre l'Empereur. On constatait cependant que si, en 1875, il l'avait voulue ou avait feint de la vouloir, ses dispositions s'étaient modifiées depuis. On en trouvait la preuve dans les attentions qu'au Congrès de Berlin il avait prodiguées aux représentants de la France, MM. Waddington et le comte de Saint- Vallier, dans l'initiative qu'il avait prise de désigner la Tunisie aux ambitions françaises comme une conquête facile qu'il ne nous disputerait pas et dans

la persistance avec laquelle il se plaisait depuis à encourager nos entreprises coloniales.

Sans doute, le mobile de ses conseils n'était que trop facile à discerner. Il se flattait de nous détourner de toute pensée de revanche etd'éveiller contre nous les susceptibilités et les défiances de l'Angleterre et de l'Italie.

— C'est notre intérêt qu'elles se brouillent avec la France, disait-il ; et puis pendant que les Français seront occupés à Tunis, ils ne regarderont pas du côté de la frontière du Rhin.

D'autre part, il ne faut pas oublier que, dans la

conduite de sa politique, il s'était montré maintes fois dépourvu de scrupules. Il était dans ses habitudes de subordonner aux circonstances Texécution de ses promesses les plus formelles et de ses engagements les plus sacrés. Peut-être, lorsqu'il poussait la France à prendre pied en Tunisie et même au Maroc, se réservait-il intérieurement de la dépouiller plus tard de son empire colonial. La question n'a jamais été éclaircie de savoir si en 1887, au moment où l'Italie remplaçait la Russie dans la Triple- Alliance et y entrait uniquement, nous le savons aujourd'hui, dans l'intérêt de la paix et pour maintenir, de concert avec l'Autriche, l'équilibre dans l'Adriatique, le chancelier lui avait ouvert des perspectives sur l'empire chérifien. Ce qui est plus vrai, c'est qu'on le disait à Constantinople et que le gouvernement ottoman commençait à s'inquiéter des périls auxquels il croyait exposée sa puissance en Afrique.

Mais quelles que fussent les arrière-pensées et les illusions du prince de Bismarck, l'aide amicale qu'il affectait de porter au développement de nos possessions d'outre-mer n'en contribuait pas

moins à maintenir l'Europe dans l'atmosphère relativement rassérénée où Guillaume P' semblait avoir puisé son inspiration lorsque, en répondant à M. Jules Herbette, il reconnaissait la possibilité pour les « nations voisines » de trouver, dans les intérêts qui leur étaient communs, le terrain d'une entente féconde et durable.

Cependant, en dépit des assurances pacifiques qui saluaient l'ambassadeur de France à son arrivée à Berlin, il suffisait d'un peu de clairvoyance et de prévoyance pour se rendre compte de leur caractère accidentel et passager. Il n'était que trop certain que le bon vouloir qu'elles exprimaient restait à la merci d'un changement d'humeur du chancelier et d'incidents imprévus :

— Nous voulons la paix, avouait-il à son confident Maurice Busch, mais la paix après avoir ceint notre armure et chargé notre revolver.

Ces incidents n'allaient pas tarder à se produire et à ébranler l'espoir qu'avait conçu le gouvernement français de voir durer et s'accentuer l'amélioration déjà constatée de ses rapports avec le Cabinet de Berlin.

Dans un ouvrage magistral consacré à l'histoire du Kulturkampf, M. Georges Goyau a dressé le tableau des difficultés intérieures au milieu desquelles se débattait à cette époque le prince de Bismarck, ce qui nous autorise à ne pas nous étendre sur les causes de la crise parlementaire qui, à la fin de Tannée 1886, eut brusquement sa répercussion sur les relations de l'Allemagne avec la France et fit succéder une période d'orages à une période de calme et d'apaisement. Nous n'en retiendrons que ce qui est nécessaire à l'intelligence et à l'intérêt de cette étude.

Le 25 novembre, le chancelier avait soumis à l'approbation du Reichstag une loi militaire qui

n'était que la reproduction de celles qui avaient été votées relativement au même objet, en 1874 et en 1888. Elle maintenait pour une nouvelle durée de sept ans les dispositions des deux précédentes. Celles-ci avaient été votées, malgré l'opposition du parti du Centre, autrement dit, le parti catholique qui ne pardonnait pas à Bismarck sa politique persécutrice, bien qu'il fût^en train d'en réparer les effets, et qui saisissait toutes les occasions pour faire obstacle à ses desseins. A deux reprises le chancelier avait eu raison de cette résistance, et la loi militaire dont il demandait le renouvellement fonctionnait depuis quatorze ans. Mais, cette fois, l'opposition était plus forte qu'antérieurement. Le pointage des voix fait par avance dans les bureaux de la chancellerie impériale démontrait que la majorité était acquise au rejet de la proposition gouvernementale. Un amendement déposé par les membres du Centre prétendait ne Taccepter que pour trois ans au lieu de sept. Le Reichstag s'était divisé en deux camps : d'un côté les partisans du septennat, de l'autre ceux du triennat, et c'est à ceux-ci que semblait réservée la victoire. Après s'être vainement efforcé de gagner assez de suffrages pour se constituer une majorité, le chancelier avait résolu d'en finir avec l'opposition qui, depuis si longtemps, contrecarrait ses plans et de dissoudre ce parlement où la rébellion faisait de jour en jour de nouveaux progrès. En demandant aux électeurs de trancher le différend, il espérait

retrouver, grâce à eux, cette majorité qui menaçait de lui faire défaut dans une circonstance si importante à ses yeux.

Ce n'était pas la première fois qu'il se trouvait en présence d'une crise de cette nature. Quand il s'en était produit une, il l'avait dénouée à l'aide de moyens d'une loyauté douteuse. Mais il les considérait comme légitimes en vertu de l'axiome : « Nécessité n'a pas de loi, » que, trente ans plus tard, devait utiliser un de ses successeurs sans craindre d'infliger à Thonneur allemand une tache ineffaçable. Ce moyen, on le connaît. Il consistait à dresser devant le Reichstag le spectre de la guerre et à faire croire que la France se préparait à attaquer l'Allemagne. Mais encore fallait-il, pour qu'un tel prétexte pût être allégué efficacement, que la situation internationale le rendît vraisemblable. Ce n'était pas le cas en 1886. L'attitude pacifique du ministère Freycinet, celle du parlement français, le langage des journaux, l'état d'âme du pays, ne permettaient pas de suspecter leurs intentions ni de les soupçonner de se préparer à la guerre. Aussi l'embarras du prince de Bismarck était-il grand, faute d'une raison valable pour justifier un retour à la politique comminatoire dont en d'autres temps il avait abusé.

A l'improviste, le prétexte qu'il cherchait s'offrit à lui et c'est par la France qu'il lui fut fourni. Le ministère Freycinet était renversé le 3 décembre par un vote de la Chambre des députés et rem-

placé, huit jours plus tard, par un Cabinet ayant à sa tête M. René Goblet. Au point de vue de la politique extérieure, le nouveau Cabinet ne différait pas de Tancien, dont plusieurs membres y étaient maintenus, notamment le général Boulanger, qui, depuis le 7 janvier, détenait le portefeuille de la guerre. C'est le maintien du général qui fournit au prince de Bismarck le motif qu'il cherchait pour provoquer en Allemagne, et particulièrement

dans le Reichstag, une levée de boucliers contre la France. Pendant près d'une année, il ne s'était pas alarmé de la présence de Boulanger dans le gouvernement français. Mais tout à coup, il y voyait un péril grave pour la paix.

Vainement se multipliaient autour de lui les preuves des dispositions pacifiques de M. René Goblet, président du Conseil, de M. Flourens, devenu ministre des Affaires étrangères, et de tous leurs collègues ; il feignait de rester incrédule ou tout au moins de douter de leur autorité qui était exposée, prétendait-il, à être affaiblie et compromise par la popularité bruyante et encombrante du général.

Tel est le thème de nombreux discours qu'il va prononcer maintenant dans le Reichstag afin de le convaincre de la nécessité de voter le Septennat et de donner à l'Empire la sécurité dont il a besoin pour conjurer les dangers qui le menacent. Il apportera dans cette campagne une ardeur juvénile et irritée, brouillonne et venimeuse. Constamment

sur la brèche, il ne laisse sans réponse aucun des arguments invoqués contre sa politique. En même temps qu'il . s'évertue à déclarer qu'il ne nourrit pas de mauvais desseins contre la France, on dirait qu'il a pris à tâché de la provoquer. Quand il parle de la paix c'est avec une voix de guerre.

« La pensée de faire une guerre parce que peutêtre elle est inévitable dans l'avenir, déclare-t-il, et que dans l'avenir, elle pourrait avoir lieu dans des circonstances moins favorables, a toujours circulé loin de mon esprit et je l'ai toujours combattue. Nous n'attaquerons jamais la France, si les Français veulent maintenir avec nous la paix aussi longtemps que nous ne les atta-

querons pas. Si nous étions sûrs de ce fait, alors la paix serait assurée. Mais quelles que soient les intentions pacifiques du ministère actuel, il n'est pas douteux que le feu sacré de la revanche est toujours entretenu par une minorité qui veut la guerre et pourrait entraîner le reste du pays en lui donnant l'assurance que la victoire est certaine parce que la •France est plus forte que l'Allemagne. »

Ce qu'il y avait de plus grave et de plus irritant pour la France dans ces propos, c'est que le chancelier ne croyait pas à la réalité du péril qu'il dénonçait et ne se demandait même pas si ses manœuvres n'auraient pas pour effet de déchaîner, en deçà et au delà des frontières, des passions patriotiques qu'il ne serait plus possible de contenir. Laissant entendre que, si la guerre devait

éclater, ce serait à deux ou trois ans de là, il disait encore pour assombrir Thorizon : « La guerre de 1870 n'aurait été qu un jeu d'enfant à côté de celle de 1890. Ce serait, d'un côté comme de l'autre , le même effort : chacun s'efforcerait de saigner à blanc. >»

Tandis qu'il laissait tomber du haut de la tribune ces paroles ardentes, où l'on sent passer tour à tour la ruse, le mensonge et même des hypothèses sinistres, qui deviendront plus tard des réalités, il fait ouvrir dans la presse germanique, sur toute l'étendue de l'empire, une campagne animée du même esprit que celle qu'il poursuit dans le parlement. Il fait répandre, contrairement à la vérité, que le ministre de la guerre français a procédé à d'énormes achats de bois de construction et que ces bois doivent être employés à des baraquements qui vont être élevés sur la frontière. A quoi ces baraquements peuvent-ils servir, si ce n'est à abriter des troupes, et à quoi ces troupes sont-elles destinées, si

ce n'est à * marcher contre l'Allemagne ? Voilà le refrain que, sur des airs plus ou moins variés, il ne cessera de chanter.

A l'effet de corroborer les suppositions qui les inspirent et de leur donner plus d'autorité, il incrimine les mesures que prend le gouvernement français pour compléter sa puissance militaire. Il sait bien cependant qu'elles ne sont pas nouvelles et ne sont que la conséquence du plan général de

réorganisation dont Texécution a commencé en France après la signature du traité de Francfort. Mais peu lui importe. Bien que la vieillesse de TEmpereur, la santé déplorable du kronprinz Frédéric, la jeunesse du prince Guillaume condamnent l'Allemagne à l'impuissance de faire la guerre, il feint d'y être résolu et s'y prépare comme si elle devait avoir lieu. 11 montre au Reichstag une France menaçante et une Europe alarmée par les prétendus préparatifs qu'on fait à Paris pour prendre l'offensive.

La presse germanique asservie à ses ordres répand que l'Autriche convoque d'urgence les Délégations, leur demande des crédits extraordinaires et vient d'acheter cent vingt mille chevaux. A l'en croire, l'Italie arme à tour de bras, et doucement, sans bruit et par lettres individuelles, assure sa mobilisation, tandis que la Belgique, la Suisse, les Etats Scandinaves, en proie à la panique, se mettent en garde contre des éventualités redoutables. Pour comble de perfidie, c'est à la France que le chancelier impute la responsabilité du trouble continental dont il est le seul auteur. D'accord avec le maréchal de Moltke, et sous prétexte de grandes manœuvres, il fait procéder à d'énormes concentrations de troupes sur la frontière. Soixantetreize mille réservistes sont appelés sous les drapeaux et mobilisés en Alsace. L'exportation des

chevaux est interdite ; on annonce un grand emprunt de guerre; les officiers sont invités à

compléter leur équipement. Enfin, le bruit est répandu qu'en cas de conflit entre la France et l'Allemagne, les empires du Nord marcheront ensemble contre Tennemi commun.

En ce qui touche la Russie, Taffirmation était mensongère, et le comte Schouvalof, ambassadeur russe à Berlin, la démentait auprès de son collègue français.

— Pourquoi, lui disait-il, nous unirions-nous à TAUemagne contre la France, avec qui nous avons tant d'affinités ?

L'Angleterre faisait entendre des déclarations analogues. Mais ce n'étaient là que des mots et les gouvernements européens s'abstenaient d'intervenir officiellement. Dans leur silence, Bismarck trouvait un encouragement à poursuivre la propagation de tant de rumeurs malveillantes, à Paide desquelles il faisait croire à l'imminence de la guerre, afin de détruire dans le Reichstag l'opposition fomentée contre lui par le parti du Centre. Mais la majorité de cette assemblée ne se laissait pas intimider par ces moyens déloyaux ni par les prédictions pessimistes du chancelier. Elle y opposait une incrédulité arrogante et railleuse. Loin d'être ébranlée par l'agitation du parti militaire, par le désarroi du monde commercial et industriel, par la baisse des fonds publics, sa résistance y puisait une énergie nouvelle. Il était trop clair que ces manifestations périodiques, révélatrices de Tacuité de la crise, faisaient partie de la comédie jouée par

le chancelier et que Tinquiétude générale cesserait au jour et à Theure où il la jugerait inutile à ses desseins.

Décidée à repousser le Septennat, l'opposition se déclarait prête, en revanche, à voter le Triennat. Mais c'est précisément du Triennat que le chancelier ne voulait à aucun prix, pas plus d'ailleurs que de toute autre proposition transactionnelle. Ses exigences se résumaient en trois mots : tout ou rien. Leur caractère intransigeant le maintenait en minorité dans le Reichstag, bien que, pour y triompher, il eût recouru à l'intervention du pape Léon XllI.

Depuis l'avènement de l'illustre pontife, un rapprochement s'était opéré entre Bismarck et la Papauté. Renonçant à la politique du Kulturkampf, le chancelier avait pris rengagement de reviser les lois arbitraires votées en 1872, et appliquée» ensuite avec la plus impitoyable rigueur. Cette revision était commencée, et dans l'incertitude où. il se trouvait quant à l'issue de son conflit avec le Centre, il était naturel qu'il eût pensé à faire appel au Saint-Siège, qu'il devait croire tout-puissant sur ce parti. En provoquant cette démarche, il avait fait valoir que le rejet du Septennat aurait pour effet de rendre inévitable une guerre entre TAllemagne et la France.

On sait avec quel empressement Léon XllI s'était rendu au désir du chancelier, sans poser d'ailleurs aucune condition. Le nonce papal résidant en Bavière avait été invité à employer son influence sur les chefs du Centre pour les convaincre au nom du Souverain Pontife qu'il était de l'intérêt de l'Église et de la paix du monde que les projets militaires soumis au Reichstag fussent votés, et qu'en conséquence, le parti devait renoncer à

les combattre, s'ils n'étaient pas absolument incompatibles avec ce qu'exigeait la cause religieuse en Allemagne. Mais, soit que ce conseil donné aux chefs n'eût pas été communiqué par eux

à leurs collègues, soit que ceux-ci se fussent refusés à en tenir compte, il ne fut pas suivi. Le 14 janvier 1887, le Reichstag ayant à se prononcer sur l'amendement qui substituait le Triennat au Septennat, l'adoptait malgré les efforts de Bismarck, par 183 voix contre 134.

Ce n'était, de la part de la majorité, la preuve ni de son libéralisme, ni de ses sentiments pacifiques, mais tout simplement une protestation éclatante contre le système autoritaire que le chancelier entendait opposer de plus en plus au parlementarisme. Néanmoins, et quel qu'en fût le caractère, le vote du Reichstag infligeait au gouvernement une défaite. Mais Bismarck l'avait prévue, il s'y était préparé. Lorsque le résultat du scrutin eût été proclamé, il se leva et donna lecture d'un décret impérial qui prononçait la dissolution de l'assemblée. Bien qu'on s'y fût attendu, cette mesure provoqua de toutes parts la plus vive émotion. Les amis du chancelier s'inquiétaient des suites de son coup d'audace. Qu'adviendrait-il si les électeurs maintenaient leur confiance aux députés opposants et si un changement de règne survenait en pleine crise constitutionnelle ? Le parti de la Cour était en proie aux mêmes anxiétés, et là, comme dans le parti militaire, on s'irritait contre l'opposition qui venait de triompher.

— Il faut en finir avec elle, disait-on ; l'amour du peuple pour l'Empereur la fera rentrer dans l'ombre .

On le disait; mais, dans ce propos, il y avait plus de fanfaronnade que de franchise. Un peu partout, on était excédé de cette campagne de fausses nouvelles, d'accusations imméritées et d'alarmes jouées, qui avait son contre-coup sur les affaires, dépréciait les fonds publics et obligeait les grands établissements de crédit à venir en aide à l'industrie, au commerce, à l'agriculture.

Il n'est pas téméraire de supposer qu'à ce moment, plus qu'à aucun autre de sa carrière ministérielle, le prince de Bismarck a senti peser sur lui la lassitude que faisaient éprouver au pays les excès de son pouvoir dictatorial. Mais ce n'est là qu'une supposition, et on est plus sûr de ne pas se tromper en rappelant avec quelle fermeté et quelle audace il a bravé la tempête que lui-même avait déchaînée. Il voit coalisées contre lui des oppositions et des influences, qui dans un autre pays suffiraient à renverser le plus puissant ministre. Il est combattu non seulement par ce parti du Centre qui vient de lui faire échec, mais encore par l'impératrice Augusta, par la princesse impériale Victoria et par leur entourage. Le kronprinz Frédéric lui-même désapprouve sa politique qu'il trouve dangereuse pour l'avenir de la dynastie. Mais, assuré de l'appui de l'Empereur qu'il tient dans sa main et de l'approbation du prince Guillaume dont il a con-

quis la confiance et Famitié, Bismarck oppose, au groupement des forces hostiles, la vigueur et la résolution d'un homme qui sait ce qu'il veut et où il va et, pour atteindre son but, combattra jusqu'à la dernière extrémité. Tous les moyens qu'il a employés pour détruire Tinfluence du Centre dans le Reichstag, il les emploiera avec plus de violence pour la détruire dans les collèges électoraux et pour y conquérir la majorité dont il a besoin.

Ce sera toujours îa même argumentation. Si le Septennat est voté, T Allemagne continuera à inspirer tant de craintes à ses ennemis qu'aucun d'eux n'osera l'attaquer et que la paix sera assurée. S'il est rejeté, elle sera affaiblie dans sa force militaire et exposée aux attaques de la France. Alors il sera nécessaire de devancer ces attaques et de porter à l'ennemi des coups mortels

avant qu'il ne soit en mesure de se défendre. C'est ainsi que, du résultat du scrutin qui va s'ouvrir, dépendra la paix ou la guerre.

Telle est l'idée que développent pour les électeurs les journaux aux gages du chancelier. Elle s'aggrave d'insinuations et de menaces que formulent les organes officieux et qu'on retrouve dans les entretiens de Bisnaarck avec les membres du corps diplomatique étranger lorsqu'il leur fait Thonneur de les recevoir, ce qui n'est pas fréquent, et dans les propos que leur tient son fils le comte Herbert de Bismarck, en sa qualité de ministre des affaires étrangères. La personnalité du général Boulanger,

ministre de la guerre en France, est de plus en plus représentée comme une n;ienace pour TAllemagne, et ce jeu est poussé si loin qu'il trahit la prétention du gouvernement germanique de réduire au silence Topinion publique française.

— Nous n'attaquerons pas la Fradc?^^ promet le ^ ^_ chancelier, à moins qu'un militaire 'Yife'îiévifenne -.-r^ président du Conseil ou président /3e" la^ !RGpr>:^:. : ^ blique. • " - ^ .. .

Son fils précise cette condition.

— Sans doute, dit-il à notre ambassadeur, le ministère actuel fait de son mieux pour retenir le général Boulanger. Mais y parviendra-t-il indéfiniment? C'est la seule question qui nous préoccupe.

Naturellement, l'ambassadeur proteste. Il établit, preuves en mains, que ni le général Boulanger ni aucun de ses coUègves ne songent à faire la guerre, que son gouvernement ne procède pas à des armements extraordinaires, que ceux de l'Allemagne eh Alsace sont bien autrement inquiétants et qu'en France tout est à la

paix. Ses déclarations sont accueillies courtoisement, mais avec défiance ; on affecte de continuer à suspecter les intentions du général Boulanger, comme pour justifier le caractère agressif de la campagne entreprise contre la France. Cependant les protestations de l'ambassadeur obligent Herbert de Bismarck à promettre de modérer la polémique électorale. Mais on peut douter de sa sincérité, lorsqu'il ajoute à

cette promesse et comme s'il faisait une concession

<• que son père ne demande pas la démission du

général, pour ne pas augmenter sa popularité ».

La situation de l'ambassadeur de France en ces

circonstances ne laissait pas d'être délicate et soti-

ver^t dpuloi^r«use. Sans doute, il avait discerné ce

qu'iiytevait-tie factice et de joué dans les colères

. menaçante SlïI on i il recueillait les témoignages et les

•"ètfh'os: 'tTli'de* éès collègues était venu lui répéter

un mot d'Herbert de Bismarck propre à l'éclairer

et à le rassurer.

— Tout cela, c'est de la stratégie électorale, avait dit le jeune ministre qui ne savait pas toujours retenir sa langue et parlait souvent comme un enfant terrible.

Une révélation analogue avait été faite au représentant de la France par un riche banquier berlinois, le baron de Bleichrœder,

familier des Bisirok, et qui se flattait à tort ou à raison de receir fréquemment les conlidences du chancelier.

— Il est pacifique, croyez-le, avait alBrmé ce perinage. Mais la crainte de voir les élections tourr contre lui, l'obligs fi entretenir les craintes de erre. Après les élections, ce sera dîff'érent. Aveu singulier auquel l'ambassadeur objectait

il était au moins fâcheux que les bons rapports l'Allemagne avec la France fussent à la merci me crise électorale. Néanmoins il transmettait à ris les paroles et les informations qu'il récoltait en tirait, en les transmettant, des conclusions

rassurantes sans méconnaître cependant que la comédie jouée par le chancelier était grosse de périls, que peut-être, après les avoir cyniquement déchaînés, il ne pourrait plus conjurer.

Pour les mêmes raisons, le gouvernement français en avait conçu de justes alarmes. L'ambassadeur d'Allemagne à Paris, le comte Munster, était dans un état d'esprit favorable à la France. Nul mieux que lui ne pouvait constater ce qu'il y avait de mal fondé dans les attaques dont elle était l'objet à Berlin, à la chancellerie et dans la presse. Mais les devoirs de sa fonction lui commandaient beaucoup de discrétion et de réserve et ce n'est que dans la plus stricte intimité qu'il déplorait l'attitude de son gouvernement. Cependant, le peu qu'il en pouvait dire confirmait ce qu'en disait M. Jules Herbette et aurait contribué à calmer les esprits et à rassurer le ministère français, s'il n'eût été trop certain que la paix de l'Europe restait toujours à la merci d'un caprice ou d'une boutade du prince de Bismarck.

Au fur et à mesure que la crise se prolongeait, elle s'aggravait et de toutes parts on souhaitait de la voir se dénouer. Du reste,

quiconque suivait de près la lutte électorale engagée en Allemagne pouvait déjà se convaincre qu'elle se dénouerait à l'avantage du gouvernement impérial. De nouveau, Léon XIII avait parlé et exprimé avec plus de force que la première fois son désir de voir le parti catholique renoncer à son opposition. Ce parti se désa-

grégeait; les masses refusaient de se soumettre aux exhortations de la minorité qui résistait encore et témoignaient de leur volonté d^obéir à la voix de Rome. Plusieurs jours avant les élections, le résultat final ne faisait plus doute pour personne.

Elles eurent lieu le 21 février. La victoire était assurée à la politique du prince de Bismarck; à quelques semaines de là, la loi du Septennat allait être votée. Mais, avant même que ce résultat fût acquis, la crise perdait brusquement de son acuité; Topinion se rassurait et jusque dans son entourage on commençait à rire, comme d'un bontourjt)uéau gouvernement français, des griefs que le chancelier lui avait imputés, pour éveiller partout dans Tempire des craintes de guerre. On reconnaissait que les prétendus armements de la France, les fameux baraquements dont on avait fait tant de bruit, les intentions belliqueuses attribuées au général Boulanger n'avaient été que des prétextes plus ou moins ingénieux, pour répandre la panique en Allemagne et faire croire au corps électoral que la patrie allemande était en danger. Les journaux affectaient une allure plus modérée ; ils n'attaquaient plus systématiquement la France, et si quelques-uns tiraillaient encore,, c'était pour couvrir la retraite, avec des armes chargées à blanc. Les milliers de réservistes assemblés en Alsace étaient renvoyés dans leurs foyers. C'était en un mot la détente générale qui

se produisait en des conditions propre^ à démontrer à tous les yeux

que la campagne bruyante et dangereuse qui prenait fin avait été organisée par le chancelier dans l'unique intention de servir ses desseins politiques.

S'il en fallait une preuve plus décisive encore que celles qui précèdent, nous la trouverions dans diverses correspondances contemporaines de Tévénement, où toute cette intrigue est démasquée, mise à jour et jugée dans ses causes comme dans, ses résultats et qui, pour être vieilles de près de trente ans, n'en restent pas moins accablantes pour la mémoire du prince de Bismarck.

« La dissolution du Reichstag sous le coup d'un changement de règne, était une grosse partie, estil dit dans une de ces lettres : Bismarck l'a gagnée. Par quels moyens? A l'intérieur par des violences, à l'extérieur par d'audacieuses accusations contre les prétendues intentions agressives de la France ; tout cela pour avoir un parlement docile, comme base de sa propre influence sur l'Empereur. Mais il est probable qu'il y regardera à deux fois avant de recommencer, car si les gouvernements étrangers sont restés muets, ils s'inquiètent maintenant de cette politique égoïste et hypocrite qui fait litière des intérêts de tous. Elle est jugée sévèrement, même en Allemagne, où le sang-froid des Français a été considéré comme la preuve qu'ils étaient prêts et résolus à un duel à mort. »

Dans une autre lettre, on lit :

Le nouveau Reichstag ne sera pas le Reichstag asservi qu'eût voulu le chancelier ; mais il évite

une défaite sur le terrain militaire que le vieil empereur ne lui eût peut-être pas pardonnée. Il trouvera dans son génie inventif le moyen de résoudre d'autres diffiéultés. N'oublions pas, d'ailleurs, que lalternative des coups et des caresses est un des caractères de la méthode de dressage appliquée par lui aux gouvernements qu'il veut atteler à sa politique. »

Pour compléter ces appréciations, citons encore celle-ci, peut-être plus juste que les précédentes :

« L'orage est écarté, mais il n'est pas dissipé. Le chancelier a tellement tendu la situation qu'il ne dépend plus de lui de la ramener à l'état normal. En France, on est ulcéré, et les idées de rapprochement ont perdu en un mois plus de terrain qu'elles n'en avaient gagné en dix ans. En Allemagne, plus on aura conscience de notre légitime ressentiment et plus on nous détestera. » Tel était en effet le résultat le plus clair de la conduite déloyale que Bismarck venait de tenir. Lorsque se dénouait la crise que nous racontons, le fossé qui depuis la guerre existait entre les deux pays s'était élargi et creusé plus profondément. Renonçons à rechercher si c'est là ce que le chancelier avait voulu, et constatons qu'autant il eût été diminué, si la majorité électorale s'était prononcée contre lui, autant son succès le grandissait et augmentait son prestige. Ses amis et ses adversaires étaient d'accord pour reconnaître que, quel que fût le successeur du vieux

souverain dont les forces déclinaient de jour en jour, il resterait le maître du pouvoir et l'arbitre de la. situation.

Au cours de ces péripéties, Guillaume P*", qui les suivait d'un œil anxieux, avait ajouté foi à toutes les invention^ imaginées par son chancelier pour le rendre favorable à son entreprise. Comme

un homme qui ne demande qu à être convaincu, il s'était abstenu d'en vérifier l'exactitude, poussant si loin la crédulité qu'il avait fermé l'oreille aux avertissements que multipliaient autour de lui l'Impératrice et les personnages de sa Cour, afin de lui prouver l'exagération des griefs imputés à la France par son tout-puissant ministre. 11 avait cru aux intentions belliqueuses du général Boulanger, aux armements auxquels, d'après les alarmistes, on procédait de l'autre côté du Rhin. On lui avait dit que l'Allemagne devait s'attendre à être attaquée et il ne doutait pas qu'elle le serait. A quel point il avait été trompé, on peut le voir en se reportant à un entretien qu'il eut avec un Français de marque au moment où la crise prenait fin.

Ce Français était le général d'Abzac. Ayant fait dans l'armée une grande carrière, aide de camp du maréchal de Mac-Mahon pendant la guerre de 1870, et plus tard chef de sa maison militaire à la présidence de la République, ce brillant soldat était depuis plusieurs années personnellement connu de Guillaume I*"*. Il venait souvent à Berlin où l'appelaient des relations de famille et, chaque fois, il

allait présenter ses hommages au souverain qui se montrait heureux de le recevoir. Lorsque, au lendemain du succès électoral que venait de remporter le gouvernement, il se présenta chez TEmpereur, il y fut accueilli comme toujours avec cordialité. Mais il eut vite fait de comprendre que les calomnies dont la France avait été l'objet auprès de Guillaume P*" laissaient dans son esprit des prétentions et de la rancune.

— Votre pays voulait donc nous faire la guerre ? demanda-t-il au général. Et comme celui-ci protestait, il reprit : — Si, si, je sais ce que je di^ ; je suis bien informé.

Et d'une haleine, il reconstituait le tableau des griefs formulés par Bismarck, armement, baraquements, achats de chevaux, concentration de troupes sur la frontière... N'était-ce pas la preuve des mauvais desseins du gouvernement français, ou tout au moins de celui de ses membres qui le dominait et menaçait de Tentraîner dans une politique d'aventures ?

— Mais ce sont là de véritables bourdes, Sire, s'écria le général d'Abzac. On a trompé Votre Majesté. Mon pays, comme c'était son droit, a continué à travailler à la reconstitution de sa puissance militaire. Mais, à aucun moment, il ne s'est livré à des préparatifs en vue d'une campagne offensive et les projets qu'on attribue au général Boulanger sont de pure invention. Nos effectifs ont été et sont toujours ce qu'ils doivent être en teçnps de

paix, et si Votre Majesté veut les comparer à ceux de l'armée allemande, elle verra qu'ils sont bien moins élevés.

Le général parla longtemps sur ce thème, répondant à toutes les questions que lui posait l'Empereur et s 'efforçant de détruire dans son esprit les effets des informations calomnieuses à l'aide desquelles on l'avait trompé. Lorsqu'il eut achevé sa démonstration à laquelle son patriotisme imprimait une éloquence persuasive, le général d'Abzac eut la joie de constater que l'Empereur ne doutait pas de sa parole. Il s'abstint cependant d'exprimer devant son interlocuteur le regret qu'il devait éprouver en touchant du doigt la preuve des efforts qui avaient été faits pour l'exciter contre lé gouvernement français.

• — Je suis bien heureux de vous entendre, dit-il au général, et je ne doute pas des assurances que vous me donnez. Après un court silence, et comme s'il laissait échapper de sa bouche un

aveu qu'il ne pouvait plus retenir, il continua : — Je n'ai aucune confiance dans la sagesse du général Boulangera Mais, malgré la pression exercée sur

1 . On sait que le Cabinet Goblet dont faisait partie le général Boulanger ne tarda pas à être renversé. M. Auguste Lalance^qui siégea au Reichstag comme député de l'Alsace, raconte à ce propos dans ses intéressants Souvenirs publiés à Parts en 1914 chez les éditeurs Berger-Levrault, que c'est lui qui provoqua la chute de ce ministère où, d'après Bismarck, la présence de Boulanger constituait un péril permanent pour l'Allemagne. Windhorst, chef du parti du Centre au Reichstag, l'avait fait prévenir par un

moi parle parti militaire, je ne consentirai jamais, si la France ne m'attaque pas, à lui déclarer la guerre. Je suis trop vieux pour recommencer la partie de 1870 et risquer des résultats obtenus par des victoires qui ont dépassé mes espérances. Ce serait une imprudence d'autant plus grande que la Russie est dans des dispositions douteuses vis-àvis de l'Allemagne. Le Tsar est toujours le même vis-à-vis de la Cour de Berlin. Mais il n'est plus, comme ses prédécesseurs, maître de l'opinion du peuple russe, et il est à craindre que celui-ci ne se rue un jour ou l'autre sur les Allemands. Cette lutte pourrait être néfaste pour eux et pour l'empire germanique dont les armées, même victorieuses dans plusieurs grandes batailles, seraient hors d'état d'imposer la paix aux vaincus et laisseraient le territoire ouvert à une invasion française. Voilà pourquoi je ne m'engagerai pas dans une guerre contre la France sans y être contraint et forcé.

On doit supposer qu'en se livrant à ces confidences vis-à-vis d'un Français, l'Empereur avait voulu le rassurer, et comme sa sincérité ne ponde leurs collègues, l'abbé Winterer, curé de Mul-

house et député d'Altkirck-Thann, que « Bismarck voulait à tout prix une nouvelle guerre contre la France » et en alléguant que le général Boulanger se préparait à attaquer l'Allemagne. Muni de ce renseignement, M. Lalance vint à Paris, vit MM. Jules Ferry, Clemenceau et le baron de Mackau ; ils s'entendirent pour interpeller le Cabinet qui n'ayant pu obtenir un vote de confiance dut se retirer, entraînant dans sa chute le général Boulanger. Le prétexte invoqué par Bismarck n'existait donc plus.

vait être mise en doute, ce but fut atteint. Mais le général d'Abzac recueillait en même temps la preuve que le vieux souverain n'était pas moins impressionné par Fattitude de la Russie que par celle de la France, et qu'à ses yeux, le péril n'était pas moins menaçant du côté de Saint-Pétersbourg que du côté de Paris. Ce n'était pas une révélation mais la confirmation d'un état de choses dont se préoccupaient déjà les chancelleries européennes, bien que le prince de Bismarck n'y eût pas fait allusion au cours de sa campagne électorale, dont la France seule avait fait les frais. En tout cas, le langage de l'Empereur, en même temps qu'il dévoilait implicitement la perfidie du chancelier au cours de la crise, coupait court aux accusations formulées par lui et démontrait leur fausseté.

Bien que le général n'approuvât pas l'orientation * imprimée par le gouvernement français à la politique intérieure du pays, il était trop bon patriote pour ne pas se hâter de lui faire part des paroles rassurantes qu'il avait entendues et dans lesquelles il voyait une garantie du maintien de la paix. Au sortir de l'audience impériale, il en transmettait le compte rendu à l'ambassadeur de France; puis, avant de quitter Berlin et après un dîner

chez le prince impérial, il écrivait à notre attaché militaire, le colonel de Sancy, une lettre dont voici un extrait :

« Nous n'avons point pour le moment à nous préoccuper de tous ces bruits de guerre. C'est surtout de la Russie que l'on a peur ici, et c'est en vue

de toute éventualité pouvant se produire de ce côté-là que Ton tient à s'armer davantage encore. » Le signataire de ces lignes aurait pu ajouter qu'à Berlin, on commençait à prévoirie rapprochement qui devait s'opérer ultérieurement entre la Russie et la France. Divers symptômes l'annonçaient : le prince de Bismarck, en causant avec ses familiers, admettait comme probable que, si la guerre éclatait entre TEmpire russe et TEmpire allemand, la France en profiterait pour prendre les armes, afin d'essayer de reconquérir ses provinces de TEst, et encore qu'il ne crût pas que cette guerre fût imminente, il ne cessait de dire qu'il fallait s'y préparer. 11 n'exprimait ses prévisions et ses craintes que dans Tintimité. En apparence, il restait fidèle à la Russie parce que tel était le désir de l'empereur Guillaume et surtout parce qu'il ne jugeait pas que l'heure fût venue pour lui de jeter le masque. Mais il ne croyait pas à la durée dé l'alliance. 11 savait que le Tsar lui gardait rancune : de ce qui s'était passé au Congrès de Berlin, où la * Russie avait été contrainte, à l'instigation de l'Allemagne, de renoncer aux avantages qu'à la suite de ses victoires sur la Turquie, elle s'était assurés par le traité de San-Stefano.

C'est donc dans une situation pleine d'obscurité que se dénouait, au mois de mars, la crise qui, depuis le mois de décembre, tenait l'Europe en alarme. Néanmoins, son dénouement, même avec ses aléas, ouvrait au moins pour un temps une

période de paix; en outre, il consacrait la victoire de Bismarck. Le Septennat voté, Bismarck triomphant, le parti militaire renonçant à ses rodomontades, la presse muselée, il semblait qu'on fût entré dans vme ère d'apaisement. On va voir que c'était là une illusion et que, si le chancelier ne voulait pas ou ne pouvait pas faire la guerre à la France, il continuerait à en agiter le spectre devant elle, comme s'il s'était donné pour tâche de la terroriser et de troubler sa sécurité par des alertes continuelles. En persévérant dans cette voie, il restait fidèle à lui-même et au système qu'il pratiquait contre nous depuis le traité de Francfort. C'est ici le cas de rappeler que ce qui a le plus contribué, depuis 1870, à exciter et à entretenir l'animosité de TAUemagne contre la France, c'est la constatation de son impuissance à obtenir du peuple français qu'il considérât comme définitives les stipulation^ du traité de Francfort et renonçât à l'espoir d'en imposer un jour la révision. Cette résistance latente qui, bien qu'elle restât purement platonique, menaçait de durer toujours, étonnait Bismarck autant qu'elle l'irritait. L'Autriche s^était bien résignée aux conséquences de sa défaite, pourquoi la France ne se résignait-elle pas aux conséquences de la sienne ?

Cette question se posait souvent dans son esprit ; il s'en montrait parfois agacé, et d'autant plus qu'il ne perdait aucune occasion, dans ses entretiens

avec les diplomates de notre pays, d'énumérer les

avantages que retirerait la France d'une soumission pure et simple aux arrêts du destin. On prenait acte de son conseil, on se promettait d'en profiter; on lui répétait que la France était toute à la paix. Mais sur la question de savoir si, oui ou non, elle était résignée pour toujours au traité de Francfort, on gardait le silence,

si bien qu'il finissait par comprendre qu'il n'obtiendrait pas satisfaction et que la nation française conservait intactes ses espérances, bien qu'en 1875 il eût enflé la voix pour lui faire comprendre qu'il ne les admettait pas.

Au hasard de mes recherches documentaires, j'ai trouvé une preuve qui mérite d'être mise en lumière. Le chancelier ne dédaignait pas les conversations académiques ; il les provoquait volontiers, guidé par le désir d'y trouver un renseignement utile. C'est ainsi qu'au mois d'octobre 1883, causant un jour avec le baron de Gourcel, qui représentait alors la France à Berlin, il mettait l'entretien sur la question qui le préoccupait. Après avoir constaté avec amertume que la France ne renonçait pas à l'idée de revanche et accusé de cet état d'âme la Ligue des Patriotes, la Société des Alsaciens de Paris, voire le gouvernement français, il ajoutait :

— Je suis frappé de voir persister chez vous, après un espace de quinze ans, des idées et des sentiments qui, à d'autres époques de votre histoire, s'étaient effacés bien plus vite. Ainsi, en

1830, la France envisageait avec plus de calme la situation où l'avaient mise les traités de Vienne. Cependant, il y avait plus de différence entre la France de 1812 et celle de 1815 qu'entre celle de 1869 et celle de 1871. La perte de territoire a été bien plus forte la première fois et la différence de niveau dans la situation internationale beaucoup plus sensible.

A peine est-il besoin de faire remarquer le défaut de mémoire ou Tignorance historique qu'en ce qui nous touche, ce langage révèle chez le chancelier. 11 oubliait ou feignait d'ignorer que, sous la Restauration et sous le gouvernement de juillet, la revision des

traités de 1815 a été une idée éminemment populaire. Lorsque la royauté des Bourbons recherche une alliance avec la Russie, c'est dans la pensée que, grâce à cette alliance, elle obtiendra cette revision et se ralliera les patriotes français; lorsqu'en 1830, ceux-ci acclament l'insurrection polonaise, c'est une manifestation contre les traités qui ont asservi les peuples et- diminué la puissance de notre pays. D^ailleurs, les Français, se fussent-ils résignés à y adhérer définitivement et à les considérer comme impérissables, leur attitude passive se serait expliquée par ce fait que les territoires enlevés à la France par les conventions de 1815 étaient le fruit des victoires de Napoléon, des conquêtes récentes que les Etats à qui nous les avions pris quand nous étions vainqueurs nous reprenaient maintenant que nous

étions vaincus. Gétait, en quelque sorte, une restitution qu'on nous imposait, et L'âme fran<^aise, lasse d'une longue période de guerres glorieuses mais ruineuses, afiamée de paix, n'en avait pas été ulcérée et humiliée comme elle l'a été en 1871, quand l'Alsace et la Lorraine furent annexées à l'Allemagne. En 1813, on nous ramenait à nos frontières d'avant la Révolution. En 1871, on opérait en de^à de nos frontières, c'était la chair de notre chair qu'on nous arrachait, contrairement au vœu des [jopulations.

Tels sont les arguments que fit valoir en réponse au chancelier le diplomate avec lequel il conversait. Mais il n'était pas homme à se laisser convaincre aisément, et sa réplique nous le prouve :

— Je ne puis, dit-il, avoir la sécurité que la France ne cherchera pas à profiter de la première secousse qui se produira en Europe, de ditlicultés qui pourront surgir entre l'Allemagne et une

autre nation pournous attaquer et compromettre l'œuvre du traité de Francfort, C'est un danger sur lequel je ne suis pas rassuré.

Il y a lieu de faire remarquer que, lorsqu'il parlait ainsi, l'état de l'Europe lui inspirait d'assez vives inquiétudes. Les événements de Bulgarie, la crise balkanique, les dissentiments entre la Russie et l'Autriche assombrissaient l'horizon. D'autre la mort récente du général de Manteuffel, erneur d'Alsaee-Lorraine, avait attiré l'attendu chancelier sur la mentalité des provinces

annexées, et il constatait que leur assimilation ne faisait aucun progrès. Quel parti prendrait la France si l'Europe devenait le théâtre d'une conflagration générale? En ces circonstances, tout Tofirisquait et Texcitait. C'est le moment où il avoue que lorsqu'on lui marche sur le pied, il crie toujours, même quand on ne lui fait pas mal. Pour le calmer, il eût fallu que les Français acceptassent le traité de Francfort* comme une œuvre sur laquelle il n'y avait pas à revenir. Or, ils persistaient dans leur mutisme, et c'est pour cela que jusqu'à sa chute, il ne cessera de se conduire en défiance de nous ; il ne nous sera bienveillant qu'au delà des mers ; partout ailleurs, il vs'efforcera de nous diminuer et de nous.afl'aiblir, en nous présentant à l'Europe comme les ennemis de son fepos, et même en ne perdant aucune occasion de nous provoquer. En un mot, s'il ne menace plus, il restera malveillant et professera, sincère ou non, ((que la disparition de la France comme grande Puissance est le gage de longues années de paix pour l'Europe ». C'est en ces termes que, le l^*" octobre 1887, il révèle son état d'âme au ministre Crispi, en le recevant à Friedrichsruhe, où il l'a mandé pour discuter avec lui de l'entrée définitive de l'Italie dans Talliance austro-allemande. Nous ne sau-

rions donc nous étonner des pièges qu'il va nous tendre encore et qui prouveront que sa haine ne désarme pas.

L'AFFAIRE SCHN.EBELÉ ET SON LENDEMAIN

Elle ne désarmait pas i mais à Paris on était disposé à croire le contraire . Lorsque avait éclaté la crise, on s'en était justement alarmé. Elle survenait à l'improviste, et Tattitude inattendue du Cabinet de Berlin était d'autant plus déconcertante que, depuis Tavènement du ministère Jules Ferry, et même après sa chute, les relations entre les deux gouvernements s'étaient améliorées au point de faire croire à un rapprochement sur ce terrain des intérêts communs où ils pouvaient se rencontrer et s'entendre. Mais, maintenant que le calme était revenu, le gouvernement français se plaisait à penser que la campagne déchaînée contre la France n'avait été qu'un stratagème destiné à ne plus se reproduire, et que désormais on recommencerait à vivre sur le pied d'un complet accord. Il est donc aisé de comprendre combien fut vive à Paris l'émotion du monde officiel lorsque, le 21 avril, on apprit qu'un télégramme adressé au ministre de l'Intérieur venait de lui apporter la nouvelle d'un incident de frontière assez grave pour qu'on pût craindre que les rapports de Paris avec Berlin ne s'envenimassent de nouveau.

Lorsque antérieurement s'étaient produits des incidents analogues, ils avaient été presque toujours réglés à Tamiable. Mais celui-ci se présentait dans des conditions telles qu'il était difficile de ne pas y voir une provocation. Laconique et sobre de détails, la dépêche portait que le sieur Schnaebelé, commissaire spécial de police àPagny-sur-Moselle, venait d'être arrêté par la police

allemande, en territoire français, d'après une première version ; en territoire allemand, d'après une seconde. Mais s'il y avait contradiction sur ce point, il n'était pas douteux qu'un piège avait été tendu à l'agent français.

Le ministre de l'Intérieur transmettait aussitôt la nouvelle à son collègue des Affaires étrangères, M. Flourens, et celui-ci s'empressait de charger télégraphiquement l'ambassadeur de France à Berlin de demander des explications à la chancellerie impériale. Le chancelier étant en ce monrient en villégiature à Friedrichsruhe, c'est par son fils, secrétaire d'Etat, que l'ambassadeur fut reçu. Au récit qui lui fut fait, le comte Herbert de Bismarck affecta la plus vive surprise; il affirma qu'il ignorait l'événement, mais il émit l'idée que l'arrestation avait été opérée en vertu d'une décision judiciaire,

— La justice, ajouta-t-il, fait ses coups sans avertir, et, une fois qu'elle est partie, il est difficile de l'arrêter, Du reste, je ne suis pas au courant de l'affaire et je ne pourrai vous répondre qu'après enquête.

L'ambassadeur ne fut pas dupe de ce mensonge. Depuis qu'il était en rapport avec le ministre, il avait appris à le connaître. Il le savait non moins dissimulé que son père à qui il ressemblait par divers côtés, mais non par les meilleurs. Au surplus, un acte aussi arbitraire ne pouvait avoir été accompli sans un ordre supérieur. L'ambassadeur ne croyait pas que cet ordre eût été donné par le chancelier, mais il soupçonnait son fils d'en être l'auteur,, et d'avoir pris sur lui, sans consulter personne, de faire une insulte à la France. Disons, pour n'y pas revenir, qu'il ne se trom-

pait pas. En Allemagne, dans les régions officielles, c'est au comte Herbert de Bismarck que fut imputée la responsabilité de l'événement. Plusieurs mois plus tard, on en parlait encore, et, le 9 octobre, le prince de Hohenlohe mentionnait dans son journal « l'indignation impériale soulevée par la conduite d'Herbert de Bismarck dans l'affaire Schna^belé », indignation qui se comprend d'autant mieux que, dans cette affaire, le ministre allemand avait été aussi maladroit que perfide. M. Jules Herbette, bien qu'il fût convaincu de sa duplicité, n'en tenait pas la preuve, et il dut se résigner à attendre le résultat de l'enquête à laquelle son interlocuteur lui promettait de se livrer.

Dès le lendemain, l'incident était connu à Berlin par une communication de l'agence Wolf, qui le racontait d'après une dépêche de l'agence Havas qu'elle reproduisait en la complétant. Le même

jour la chancellerie impériale faisait savoir au gouvernement français par son ambassade de Paris que le commissaire de police avait été arrêté sur un mandat de la Cour de Leipzig et qu'il était accusé de complicité dans des crimes de haute trahison, dans des faits d'espionnage et de provocation à la désertion.

M. Flourens eut la sagesse de ne pas aborder le point de savoir dans quelle mesure l'arrestation était justifiée et de se maintenir sur le terrain de la légalité. L'enquête faite par les autorités françaises établissait « qu'objet sur territoire allemand d'une première agression à laquelle il s'était dérobé, Schnœbelé avait repassé sur territoire français. De là, il avait montré le poteau frontière sans essayer de s'enfuir. C'est alors que les agents alle-

mands, après s'être consultés, avaient franchi la frontière et l'avaient appréhendé, bien qu'il se débattît au point que son chapeau était tombé ». Ces faits étaient attestés par témoins. A cette version le Cabinet de Berlin en opposait une autre, de laquelle il résultait que Schnsebelé était sur le territoire allemand lorsque les agents chargés de l'arrêter s'étaient jetés sur lui et l'avaient enlevé.

C'est sur ce point qu'il fallait d'abord faire la lumière, et des deux côtés ^on s'y disposait, lorsqu'un secours inattendu arriva au gouvernement de la République. A Pagny-sur-Moselle, une recherche opérée au domicile de Schnaebelé et Texamen de ses papiers avaient fait découvrir

deux lettres qui constituaient la preuve qu'il était la victime d'un guet-apens. Elles étaient signées du commissaire de police allemand Gautch, résidant à Arc-sur-Moselle, spécialement chargé de •régler au nom de la police alsacienne, comme Tétait Schnaebelé au nom de la France, les incidents de frontière, fort nombreux à cette époque.

La première, en date du 13 avril, était ainsi conçue :

« Mon cher collègue, je désirerais vous causer (sic) et vous transmettre des renseignements de la plus haute importance que je ne puis confier au papier. Je voudrais éviter d'être vu par nos employés et par les employés français. Je suis du reste très connu dans les environs. Pouvez-vous me donner un rendez-vous ? Veuillez ne causer à personne.

« Dans l'attente de vous lire, je suis votre tout dévoué. — Gautch. »

« P.'S. — " N^envoyez pas la réponse par le Schaflfner ; cela serait imprudent. Ecrivez-moi par la poste et recommandez la lettre. »

Vingt-quatre heures plus tard, Schnaebelé en avait reçu une seconde :

« Mon cher collègue, je suis empêché de me rendre demain à Pont-à-Mousson. Gomme j'aurais à vous causer au sujet du poteau qui a été détruit, pourriez- vous venir un de ces jours à l'endroit où le poteau a été détruit. J'espère qu'avec les renseignements que j'ai, vous pourrez me mettre sur la trace des individus

12i CHAPITRE VII

« Dans Tattente de vous serrer ia main, recevez, mon cher collègue, mes bien cordiales salutations. — Gauïch. »

Grâce à ces documents, il semblait prouvé qu'en réponse à la première lettre, Schnœbelé avait désigné Pont-à-Mousson comme lieu de rendez-vous ; mais que celui-ci avait allégué un prétexte pour ne pas s'y rendre et pour l'attirer aux abords de la frontière, où il serait plus facile de larrêter. Schna»belé se rendit sans défiance à cet appel.

La découverte de ces témoignagnes simplifiait la question engagée entre Paris et Berlin. Averti dans la soirée par M. Flourens, le président Grévy rédigeait lui-même une consultation que, dès le lendemain, un attaché du Ministère emportait à Berlin avec les deux lettres qu'à Paris on avait eu soin de faire photographier avant d'en transmettre les originaux à l'ambassadeur de France.

Celui-ci, armé des deux lettres, se présentait le 25 avril chez le comte Herbert de Bismarck et lui en donnait lecture. Il faut croire que le ministre ne les connaissait pas, car sa surprise fut égale au dépit qu'il ne put dissimuler en les \ojant dans les mains de son contradicteur.

— C'est un piège regrettable, avoua-l-il. Mais aussitôt, comme s'il regrettait cet aveu et cherchait à excuser et même à justifier le procédé de ses policiers, il reprit en élevant la voix : — Mais c'est de mise entre gens de police, et Schnaebelé aurait dû se méfier. D'ailleurs, lui-même n'a-t-il pas été

incité à commettre des actes plus répréhensibles ? N a-t-il pas cherché à suborner à prix d'argent des Alsaciens-Lorrains, sujets allemands ?

L'ambassadeur le voyait venir et se redressa. Changeant de ton, lui aussi, il s'écria :

— Ne mêlez pas à vos griefs mon gouvernement ! Le comte Herbert ne se contenait plus.

— Pour qui donc travaillait Schna^belé? fit-il. Est-ce que Boulanger s'est fait scrupule, il y a quelques mois, de tirer parti d'une note officieuse de notre attaché militaire qu il n'avait eue qu'une minute dans ses mains ?

Le visage du ministre, son accent, son geste, tout révélait qu'il se laissait emporter. Sans perdre son sang- froid, l'ambassadeur le ramena au calme en disant :

— Nous sommes en dehors de la question, mon cher ministre ; revenons-y. Cette arrestation est entachée de ruse et d'irrégularité. Au nom de mon gouvernement, je vous demande de ne pas la maintenir.

Mis au pied du mur, le comte Herbert allégua qu'il ne pouvait prendre une résolution sans consxilter le chancelier et s'engagea à faire connaître sa réponse à quelques jours de là. L'ambassadeur insista sur la nécessité, dans l'intérêt des deux gouvernements, de ne pas la faire attendre. En France, où déjà se manifestait un certain émoi, elle était impatiemment attendue et il convenait de couper court aux commentaires irritants.

Dès le lendemain, il revenait à la charge. Il en fut de même durant toute une semaine, et sans doute ses entretiens avec Je ministre allemand se ressentirent parfois de l'irritabilité de celui-ci car, trois ans plus tard, au moment de la chute des Bismarck, M. Jules Herbette en conservait le souvenir et, faisant allusion aux violences de langage du comte Herbert, les rappelait en ces termes :

" Espérant ni'intimider, il le prit un jour de très haut à propos de l'espionnage pratiqué en Allemagne par des fonctionnaires français. J'élevai aussitôt le ton au même diapason et je répondis que le gouvernement allemand, se servantplusque tout autre de moyens occultes, ne devait s'étonner que d'une chose : c'est qu'on usât aussi timidement à son égard des mêmes moyens. Je repris ensuite :

(1 — Mais pourquoi nous emportons-nous ? Paras tranquillement; nous n'en serons que plus falement d'accord. »

Tandis que la négociation se poursuivait à irlin dans une atmosphère orageuse, à Paris on I attendait anxieusement l'issue, mais sans se déirtirducalme avec lequel, dès le premier moment, gouvernement et l'opinion avaient envisagé utes les conséquences possibles d'un conflit. tus ce calme se dissimulait à peine la ferme ilonté dont étaient animés tous les cœurs de rfendre jusqu'au bout une cause juste et d'obtenir : rAllemagne une réparation.

l'affaire schnjibelé et son lendemain 127

Lorsqu'on lit aujourd'hui les journaux de cette époque et lorsqu'on se rappelle les propos qui s'échangeaient dans les salons, dans la rue, dans les lieux publics, on ne peut qu'admirer la belle patience et la noble attitude de la France au cours de ces péripéties. 11 est fâcheux pour l'Allemagne qu'au mois de juillet 1914, elle ne se soit pas rappelé les sentiments manifestés en 1887 par le peuple français. Peut-être se serait-elle moins flattée de remporter sur lui de foudroyantes victoires et se serait-elle épargné ainsi les cruels déboires et les amères désillusions qui, malgré le furieux déchaînement de toutes ses forces, sont aujourd'hui le présage de sa défaite finale.

Nous ignorons ce qui a pu se passer au moment de l'affaire Schnœbelé entre le prince de Bismarck et son fils. 11 paraît positif qu'encore que, pour faire son coup, le comte Herbert se fût inspiré des sentiments de son père, il avait négligé de le consulter, et que l'événement était accompli lorsque le chancelier en eut connaissance. Mais il n'était pas homme à désavouer l'auteur de la faute, alors que cet auteur le touchait de si près. Il avait toujours eu pour ce fils beaucoup d'indulgence ; il Tavait placé à l'un des postes les plus éminents de l'État et il se plaisait à voir en lui

son successeur. On peut croire cependant qu'en cette circonstance, il Ta morigéné et lui a fait sentir l'étendue de sa maladresse. Mais, ceci fait, il s'est surtout préoccupé de la réparer, et c'est son habileté coutumière

qu*on devine dans la décision qui dénoua le conflit.

A peine prévenu de Texislence des lettres de Gautch, il avait dit :

— S'il est prouvé que Schna^belé a été appelé en territoire allemand pour affaire de service, il sera remis immédiatement en liberté.

Non seulement c'était prouvé mais encore il avait été établi que Schnœbelé, au moment de son arrestation, avait été fouillé avec brutalité par les policiers allemands qui espéraient trouver sur lui les lettres de Gautch, et qui, ne les ayant pas trouvées, avaient exprimé leur désappointement en s'écriant :

— Er hat sie nichl (il ne les a pas). Dès lors, la décision transactionnelle s'imposait.

Le 1*^^ mai, le Journal officiel allemand la faisait connaître par une note ainsi conçue :

((Nous apprenons que Sa Majesté l'Empereur a décidé la mise en liberté du commissaire de police Schnœbelé, parce qu'il a été établi que Schnaebelé s'est rendu aux lieu et place où son arrestation a eu lieu à la suite d'un rendez-vous pour affaires personnelles avec son collègue appartenant à la police allemande. On doit considérer des rendezvous de service de cette nature comme

comportant une promesse de sauf-conduit, car s'ils ne préjugeaient pas cette garantie, le service ofRciel courant de la frontière ne saurait être expédié. »

C'était s'en tirer à bon compte et honorablement,

mais les raisons alléguées n'en laissaient pas moins voir que le Cabinet de Berlin avait été obligé de mettre les pouces et de reconnaître ses torts. Il est vrai qu'il faisait dire par ses journaux qu'en cette affaire il s'était montré magnanime. Mais, bien qu'il eût couvert ainsi sa retraite, le résultat n'était pas pour plaire à l'irascible Bismarck. Il eut pour effet d'accroître la malveillance dont il ne cessait de faire preuve vis-à-vis des Français. Renonçant maintenant à les provoquer directement, c'est en passant par l' Alsace-Lorraine qu'il les provoquera. De cette époque date le projet, qu'on le verra réaliser Tannée suivante, d'introduire le passeport obligatoire à la frontière franco-alsacienne. Vainement le prince de Hohenhole, gouverneur des provinces annexées, lui démontrera que les entraves déjà mises aux libres communications ont fort indisposé les Alsaciens, et que, si l'on ajoute une entrave nouvelle en rendant le passeport obligatoire, le mécontentement risque de grandir au point qu'il ne restera plus finalement qu'à déclarer l'état de siège ; il ne s'entête pas moins dans son projet et avec tant d'énergie que. Tannée suivante, le gouverneur, de guerre lasse, adopte une mesure qu'il juge dangereuse autant qu'inutile.

Du reste, partout ailleurs, à tout propos, pour des riens, sous le moindre prétexte, le chancelier nous cherche querelle, avec

moins de vivacité sans doute qu'au cours de ses dissentiments avec la majorité du Reichstag, mais avec une persistance

130 CHAPITRE Vil

SOUS laquelle il est impossible de ne pas voir la volonté d'empêcher en France la manifestation des sentiments qui sont Thonneur des peuples libres et l'exercice des droits les plus sacrés. C'est ainsi, par exemple, qu'il récrimine par T organe de la presse contre la loi que le gouvernement français propose aux Chambres et qui a pour objet de frapper d'une taxe, en de certaines conditions, les étrangers qui résident sur son territoire. C'est la guerre à coups d'épingles : mais elle est plus irritante qu'une guerre à coups d'épée. Elle oblige l'ambassadeur de France à être toujours sur la brèche pour défendre son gouvernement dont les intentions sont systématiquement dénaturées. 11 en est ainsi jusqu'au moment où, sous la poussée de circonstances plus pressantes, l'attention du chancelier semble, au moins en apparence, se détourner de nous.

Les questions extérieures s'aggravent de plus en plus. L'Angleterre a pris possession de l'Egypte, malgré le mécontentement des grandes Puissances. En Bulgarie, le prince régnant, Alexandre de Battenberg, a été contraint d'abdiquer et Ferdinand de Cobourg occupe sa place, malgré les protestations de la Russie, que semblent seconder les autres Etats. Mais le tsar Alexandre 111 soupçonne l'Allemagne de n'être pas sincère dans les protestations qu'elle fait entendre. 11 a brisé le lien qui l'attachait à elle et à l'Autriche : la Triple Alliance n'existe plus et les rapports de Saint-Pétersbourg

l'affaire schn^belé et son lendemain 131

avec Berlin se ressentent des défiances réciproques des deux gouvernements. Ils se refroidissent encore davantage lorsque, au mois d'octobre, le ministre Crispi, invité par Bismarck à Friedrichsruhe, y arrive pour signer le traité qui reconstituera la Triple Alliance par l'accession de ritalie.

Loin de faire mystère de la visite de Thomme d'Etat italien, le prince de Bismarck la fait annoncer de toutes parts. Ses journaux en font ressortir l'importance et célèbrent sur tous les tons ce qu'ils appellent son caractère pacifique. A les en croire, elle est destinée à maintenir la paix d'accord avec TAutriche-Hongrie. « Elle a pour but, disent-ils d'empêcher autant que possible une guerre européenne, et en cas de nécessité de s'en préserver en commun. Les voix étrangères qui font connaître leur mécontentement de cette visite montrent, par là, qu'elles n'appartiennent pas à la grande majorité de la population européenne qui veut la paix, mais au petit nombre de ceux qui cherchent à appeler sur l'Europe la calamité des grandes guerres. »

Le Tsar ne se laisse pas tromper par ces explications contradictoires, il y voit la preuve que le chancelier allemand veut tenir la Russie sous la menace de la Triple Alliance maintenant reconstituée. Malgré les liens affectueux qui existent entre lui et son oncle l'empereur Guillaume, il reste défiant et sur le qui-vive, froissé par ce que présente de malveillant et d'énigmatique cette poli-

tique souveraine qui s'exerce contre lui sous les formes les plus diverses et les plus inattendues. Bismarck ne s'est-il pas avisé de jeter le discrédit sur les finances de la Russie par des at-

taques de presse? Obéissant à un mot d'ordre, les journaux allemands peignent la situation financière de Tempire moscovite sous les couleurs les plus sombres. D'après eux, elle est gravement compromise et doit aboutir fatalement à la banqueroute. Us conseillent aux porteurs de fonds russes de s'en débarrasser au plus vite. Pour seconder cette campagne, la Banque Impériale de Berlin refuse de prêter sur ces valeurs.

Telle était la situation pendant l'automne de 1 887 , lorsqu'une circonstance, dont le mystère n'est pas encore aujourd'hui entièrement éclairci, vint à l'improviste aggraver l'irritation du Tsar. En route pour Berlin, où l'attendait son oncle l'empereur Guillaume, il s'était arrêté à Copenhague, lorsqu'il reçut communication d'une lettre du prince Ferdinand de Bulgarie adressée à la comtesse de Flandre, belle-sœur du roi des Belges. Ferdinand confiait à cette princesse, sous le sceau du secret, que Bismarck, tandis qu'officiellement, il s'était prononcé contre lui, l'encourageait sous main à résister à la Russie. A cette lettre était jointe une note sans signature que le prince Ferdinand affirmait avoir été rédigée et expédiée par l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne et qu'il faisait tenir à la comtesse de Flandre pour lui prouver que, lors-

qu'il exprimait Fespoir d'être soutenu par Berlin, il ne s'illusionnait pas.

Ces pièces avaient été envoyées au tsar par M. Flourens à qui la police internationale les avait communiquées ; elles lui furent remises par le prince Obolinsky. .

L'idée ne lui vint pas qu'elles pouvaient être Toeuvre d'un faussaire et, malgré leur origine suspecte, il crut à leur authenticité. Si vive fut son indignation que d'abord il renonça à son voyage. Mais, bien vite, il se ravisa, soit qu41 jugeât plus habile de feindre l'ignorance, soit qu'au contraire il eût conçu le désir de provoquer une explication. Dans les derniers jours du mois de novembre, il était à Berlin. Affectueusement reçu par l'Empereur, il évita de lui faire part de son ressentiment contre le chancelier qui manifestait de la nervosité. Ce n'est pas qu'il redoutât de s'entretenir avec l'impérial visiteur. Mais il se sentait en défiance auprès de lui et craignait presque de ne pas avoir d'audience particulière. Contrairement à ses craintes, elle lui fut accordée aussitôt qu'il se fut mis aux ordres du Tsar. Il s'y présenta résolu à répondre à toutes les questions qui lui seraient posées, considérant comme nécessaire de dissiper les soupçons dont il était l'objet, ce qui ne veut pas dire qu'ils fussent sans fondement.

Malgré la courtoisie de l'accueil qui lui était fait, il sentit qu'Alexandre croyait avoir à se plaindre de lui et, courant au devant d'une explication, il lui demanda ce qu'il avait à lui reprocher.

f34 CHAPnmc vu

— Votre attilude dans la question bulgare, répliqua TEmpereur.

Bismarck se récria. X*aTait-iI pas donné maintes fois à la Russie des preuves de son bon vouloir pour elle? Ne s^était-il pas efforcé de seconder son action en Bulgarie ? N*avait-il pas protesté avec les grandes Puissances contre Tavènement de Ferdi-

nand de Coboui^? Il parlait avec une chaleur pénétrante et communicative ; Alexandre l'interrompit :

— Et si je vous disais que j'ai en mains un document établissant qu'en avant l'air de le combattre, vous le favorisez !

Le chancelier bondit.

— Si ce document existe, c'est un faux. Je prie Votre Majesté de me le communiquer, afin que j'en poursuive Tauteur.

— Il vous sera communiqué, promit l'Empereur d*un accent radouci, et je serai heureux d'avoir la preuve qu'il est apocryphe.

Puis il continua :

— 11 y a aussi l'Autriche avec qui vous êtes en désaccord. Je ne puis cependant accepter qu'elle contrecarre mes légitimes revendications en Bulgarie.

— Je suis sûr de la sagesse du Cabinet de Vienne, répondit Bismarck; il ne déclarera pas la guerre à la Russie. Mais Votre Majesté n'ignore pas que, si l'Autriche était attaquée, nous sommes engagés par traité à la soutenir.

Le Tsar garda le silence comme s'il voulait laisser tomber la colère dont il n'avait pas été maître et qui faisait dire au chancelier au sortir de Taudience :

— Il était si animé qu'il a allumé successivement six cigarettes et les a brisées sur la table.

L'entretien se continua sur un ton plus calme. Alexandre IIl était un homme tout de premier mouvement, incapable de garder

longuement rancune et d'ailleurs le chancelier ayant affirmé que les documents bulgares étaient faux, l'Empereur lui eût fait injure en affectant de mettre en doute sa parole. Il convient d'ajouter que leur authenticité n'a pas plus été prouvée que leur fausseté. Il fat alors question de poursuivre le falsificateur, mais il semble bien que tout se soit borné à la protestation du prince de Bismarck. Si des recherches furent faites, elles n'aboutirentpas. Lorsque, parla suite, le chancelier parlait de cette affaire, il laissait entendre que c'était un véritable complot ourdi contre lui par les ennemis qu'il comptait à la Cour de Berlin dans l'entourage de l'Empereur. Si ce n'était pas vrai, c'était du moins vraisemblable.

Entre temps, l'état de Fempereur Guillaume devenait de plus en plus inquiétant. Chaque matin on se demandait s'il serait encore vivant le soir. Indépendamment du danger de mort que faisait planer sur lui sa vieillesse, il souffrait de la vessie ; la morphine dont usaient les médecins pour le soulager lui enlevait l'appétit ; il s'assoupissait

fréquemment et ne recouvrait la volonté que lorsqu'un incident Tobligeait à faire acte de souverain. Il disait alors qu'il était responsable du maintien de la paix et qu'il devait en toutes choses jouer un rôle de modérateur ; il y tenait parce qu'il voulait mourir tranquille.

D'autre part, il résistait aux conseils qui lui étaient donnés pour le déterminer à changer ses habitudes. Autant qu'il le pouvait il voyageait, chassait, se montrait dans les rues de Berlin. Malgré tout cependant, il semblait vivre d'une vie mécanique et végétative ; on eût dit à certaines heures que Tâge et la maladie

avaient émoussé ses sentiments. Peut-être son existence se prolongerait-elle encore ; mais la mort le menaçait incessamment, et sa fin pouvait être subite. Il serait regretté par les divers personnages dont il s'était entouré et qu'il honorait de son amitié. Mais tous ou presque tous avaient à se plaindre du despotisme de Bismarck et ils se résignaient par avance à la disparition de leur vieux maître dans l'espoir que .sa mort mettrait fin au pouvoir du dictateur.

Leurs espérances ne se manifestaient encore qu'avec timidité, d'abord parce que Bismarck régnait toujours et aussi parce que Tincertitude était grande quant au point de savoir quel serait le successeur de Guillaume P^. Sans doute, la couronne devait passer sur la tête de son fils. Mais ce malheureux prince était physiquement tombé si bas que les médecins, convaincus de l'imminence

de sa mort, Tavaient envoyé à San Remo d'où sans doute il ne reviendrait pas vivant.

La question qui se posait était donc celle-ci : le père succomberait-il avant le fils ou le fils avant le père ? Dans le premier cas, le nouvel Empereur se nommerait Frédéric III ; mais son règne serait trop court ' pour être utile à F Allemagne et, comme le disait Bismarck, ce ne serait qu'un interrègne. Dans le second cas, l'Empereur se nommerait Guillaume II. Mais F Allemagne aurait-elle à se louer de son avènement prématuré ? Quelle était sa valeur morale ? Jusque là il ne s'était révélé que par beaucoup d'agitation, un besoin impérieux de jouer un rôle, des démarches bruyantes et souvent imprudentes qui trahissaient le désir de se

rendre populaire dans le pays et dans l'armée. Sa grand mère l'impératrice Augusta lui reprochait de se mettre toujours en avant comme si son grandpère et son père étaient morts, ce qui trahissait un excès d'ambition.

Il est vrai que la sienne recevait des encouragemens de la part de l'Empereur et surtout du prince de Bismarck, duquel il s'était rapproché depuis quelques années et qui le tenait véritablement sous sa domination. Son grand-père l'avait associé au gouvernement en lui accordant les moyens d'y participer sous une forme encore modeste, mais susceptible de se développer. Il souhaitait davantage. Au moment où les événements que nous rappelons lui ouvraient F accès du pouvoir, il venait

de partir pour San Remo à Tinstigation du chancelier. Il allait tenter d'obtenir de son père qu il renonçât à la couronne et la fît passer sur sa tête. Cette démarche abominable, qui devait ëchouer piteusement, était le fruit des mauvais conseils auxquels il avait prêté Toreille, la suite logique d'actes antérieurs non moins répréhensibles, qui déjà faisaient dire de lui dans toutes les Cours qu'il se conduisait en mauvais (ils. Ainsi Tannée 1887, déjà si fertile en péripéties, s'achevait sur une situation quasi tragique.

AUTOUR D^UN LIT DE MORT

Dans la journée du 7 mars 1888, des bruits alarmants touchant la santé de Tempereur Guillaume P*" se répandaient dans Berlin. A la fin du même jour, le télégraphe les transmettait dans toutes les capitales. L'état du vieux souverain, depuis longtemps si précaire,

s'était subitement aggravé et à ce point qu'il semblait que sa vie ne tînt plus qu'à un fil. Déjà, à plusieurs reprises, des bruits analogues avaient été mis en circulation. Mais la vigueur que, quoique nonagénaire, conservait le vieillard les avait toujours démentis. Cette fois, les inquiétudes paraissaient justifiées.

Elles étaient très vives parmi les personnages initiés aux choses de la Cour. Ils rappelaient la pénible impression qu'ils avaient ressentie lors de la dernière soirée donnée au Petit Palais en voyant le souverain, bien qu'il eût encore très grand air malgré les souffrances de sa maladie de vessie, dans un état voisin de la décrépitude, impression d'autant plus pénible qu'à côté de lui l'impératrice Augusta apparaissait comme déjà menacée aux sources de la vie. Affreusement parcheminée et toute branlante, sa figure ravagée émergeait d'un

faux déoolletage en gutta percha d'une invraisemblable fraîclieur, dont, par crainte du froid, ses épaules et sa poitrine étaient couvertes. Les joyaux de la couronne répandus sur sa toilette faisaient ressortir la laideur de cet artifice. La faiblesse des deux vieux souverains qu'on dut remonter dans leurs appartements abrégea la soirée. Ce fut leur dernière apparition en public, et le douloureux spectacle qu'ils avaient donné à leurs invités hantait toutes les mémoires au moment où l'on apprenait que Texistenee de l'empereur était en péril. Partout se créait la conviction qu'il ne pouvait plus être sauvé. « La lame a usé le fourreau, disait-on; maintenant l'usure est complète. La catastrophe, si souvent annoncée et si.souvent conjurée, est inévitable. »

Les médecins confirmaient ce pronostic.

Le 8 mars, ils laissaient entendre que le malade ne passerait pas la journée ; vers le soir, on disait qu'il était mort; plusieurs membres du corps diplomatique communiquaient la nouvelle à leur gouvernement. Elle fut d'ailleurs démentie presque aussitôt par les familiers du palais. On sut par eux qu'à neuf heures, l'Empereur était encore vivant. Ils racontaient même qu'il n'avait pas perdu connaissance et conservait aux approches du trépas assez de lucidité pour avoir pu s'occuper des affaires de l'Empire. Il avait signé deux ordonnances que lui présentait le prince de Bismarck : l'une prorogeant la session du Reichstag, la seconde

déléguant provisoirement à son petit- fils, le prince Guillaume, quelques attributions executives qui lui étaient promises depuis longtemps et qui lui permettraient de pourvoir à certaines nécessités gouvernementales urgentes, si le kronprinz Frédéric, non encore revenu de San Remo, y était retenu par l'état de sa santé. On ajoutait qu'en donnant à son petit-fils cette marque d'affection et de confiance, l'Empereur lui avait fait entendre les plus sages conseils en vue de son règne qu'il jugeait prochain, la maladie de l'héritier présomptif de la couronne faisant craindre qu'il ne la portât que peu de jours. Il lui avait particulièrement recommandé de rester en bons rapports avec l'empereur de Russie.

Enfin, le mourant avait encore témoigné de son énergie morale et de sa sollicitude paternelle en ordonnant au chancelier de rappeler immédiatement le prince impérial, non qu'il espérât vivre assez pour le revoir, mais parce qu'il jugeait nécessaire que ce malheureux malade fût mis à même de recueillir effectivement sa succession, s'il le pouvait, aussitôt que le trône serait vacant '.

Ces détails, qu'on se répétait anxieusement, augmentaient l'émotion générale, et les gens ne

1. A propos de ce rappel, on a raconté que Bismarck le signifia au kronprinz dans un télégramme d'une brutalité révoltante. Mais il n'existerait de ce fait, à ma connaissance, aucune preuve positive, si ce n'est le récit verbal d'un diplomate qui prétendait en tenir le détail de Timpératrice Frédéric'. J'en parierai à la fin de ce récit.

pouvaient retenir leurs larmes en apprenant qu'à plusieurs reprises, on avait entendu le vieux souverain évoquer d'une voix expirante Timage de son fils absent et voué à une mort prochaine.

— Pauvre Fritz! Pauvre Fritz! murmurait-il.

Au même moment, le prince de Hohenlohe, à.

Strasbourg où il se trouvait alors, faisant allusion dans son journal à Fétat lamentable du kronprinz qui imprimait à la mort de Guillaume P*" un caractère quasi tragique, écrivait : « Nous pourrions bien avoir deux empereurs à enterrer en même temps. »

La crainte que trahissaient ces propos était prématurée : ce n'est qu'à trois mois de là que Frédéric 111, fils et successeur de Guillaume P'^, devait le suivre au tombeau. Mais elle hantait tous les esprits et suggérait un peu partout des réflexions et des raisonnemens d'où résultait la preuve qu'au moment de régner, le prince que la mort de son père appelait au trône, était considéré comtne un obstacle au développement de la grandeur allemande. Puisque ses jours étaient comptés et puisque son règne

n'aurait pas de durée, n'était-il pas regrettable « qu'il ne se fût pas décidé à mourir plus tôt » ou que, tout au moins, il eût refusé d'abdiquer ? Sa mort précédant celle de son père, la couronne eût passé sur la tête de son fils, le prince Guillaume dont la jeunesse, l'intelligence, l'ambition non dissimulée promettaient un règne long et heureux.

Toutefois, les pessimistes objectaient qu'à peine

âgé de vingt-huit ans, cet héritier était encore bien jeune et bien inexpérimenté pour présider aux destinées de TAUemagne ; la possibilité de son avènement prématuré engendrait, parmi ceux qui le connaissaient et lui attribuaient plus de défauts que de qualités, les plus vives appréhensions.

A la date du 6 mars, alors que se posait la question de savoir si le successeur de Guillaume I®*" s'appellerait Frédéric III ou Guillaume II, le haut fonctionnaire Rudolf Gneist, Fun des trois conseillers * que la sollicitude de l'Empereur avait attachés à la personne de son petit-fils pour l'initier à l'art de gouverner, faisait part à l'ambassadeur de France des difficultés que lui créait, pour l'exécution de sa tâche, l'ignorance de son élève. L'ambassadeur lui ayant dit que, dans le rôle de mentor qui lui était dévolu, il pourrait rendre à la cause de la paix d'éminents services, Gneist répondit :

— C'est vrai, mais le terrain, je dois Tavouer, n'est pas bien propice pour cette semence. Le prince Guillaume manque d'idées générales. On l'a trop tôt spécialisé. En dehors de ses obligations régimentaires, on l'a initié au fonctionnement des ministères sans vue d'ensemble. C'est une éduca-

1 . Les deux autres étaient Herr von Brandestein pour les af-Taires civiles et le général de Willicht pour les afTaires militaires Gneist était anticlérical. Il avait été choisi par Bismarck qui voulait pour rassurer Topinion combattre les tendances ultraréactionnaires du prince.

tion complète à refaire en trois conférences par semaine. Ajoutez que le prince Guillaume, comme ceux qui ont été adulés dès leur jeunesse, croit tout savoir avant d'avoir rien appris. Si Ton réussit à leur inculquer quelques connaissances, ils se hâtent de les oublier comme un bagage inutile. Pour eux, la vie est facile, et ils n'aiment pas à se donner de peine.

Ce que pensait Gneist, la majorité des gens de cour et l'élite intellectuelle de TEmpire le pensaient aussi. On pouvait tout espérer du futur Empereur, mais également tout craindre. On se rassurait cependant en se disant qu'il professait pour la personne du prince de Bismarck un véritable culte, qu'il se faisait gloire de subir son influence et de suivre ses conseils. 11 aurait donc, pour guider ses premiers pas dans la carrière impériale, si elle s'ouvrait prématurément devant lui, un conseiller investi de sa confiance, circonstance d'autant plus rassurante que, depuis près de trente ans, ce conseiller gouvernait, et, en constituant Tunité allemande, en avait assuré la grandeur.

L'Allemagne aurait donc eu tout à gagner à Favènement de Guillaume. Mais Frédéric s'étant obstiné à vivre malgré les pronostics médicaux et refusé à abdiquer, rien ne pouvait l'empêcher de recueillir la succession paternelle et de devenir empereur, perspective grosse de périls si, comme l'espéraient les ennemis du prince de Bismarck, il préludait à l'exercice du pouvoir souve-

rain en se privant des services du chancelier. En quelles mains tomberait la direction du gouvernement, si le chancelier en était dépossédé ? Quelles qu'elles fussent, seraient-elles assez vigoureuses, assez habiles pour tenir les rênes de TEtat et pour continuer à le guider à travers les complications de la politique intérieure et de la politique internationale? L'influence de Timpératrice d'hier, la vieille Augusta, et de Timpératrice de demain, Victoria, princesse d'Angleterre, toutes deux notoirement hostiles à Bismarck, pourrait-elle faire surgir du milieu de leurs créatures un homme capable de le remplacer et d'assister efficacement un souverain dont une maladie incurable épuisait les forces, paralysait la voix et énervait la voloaté ?

Cette question, depuis que la maladie du kronprinz s'était déclarée, montait aux lèvres des gens de cour, à la faveur des intrigues que déchaînait l'hypothèse de la disgrâce prochaine de Bismarck. Elle s'était imposée déjà à l'esprit de Guillaume P^ Chez son petit-fils, le futur Guillaume II, elle avait excité au plus haut degré cette hâte de régner qu'on a vu si souvent se trahir chez les jeunes héritiers de couronnes, quand se prolonge indéfiniment le règne du prince auquel ils doivent succéder. C'est pour la résoudre qu'en des circonstances dont l'histoire n'a pu pénétrer et ne pénétrera sans doute jamais le secret, Frédéric, au mois d'avril 1887, à son retour d'Ems, avait été indirecte-

ment invité par son père et par son fils, et vainement d'ailleurs, à renoncer à la couronne, et qu'en novembre de la même année, le prince Guillaume, à Tinstigation du chancelier, ne craignait pas, comme nousTavons dit, d'aller à San Remo renouveler sa démarche, sans y mettre les mêmes formes discrètes

et respectueuses que la première fois, ce qui déterminait entre sa mère et lui une scène douloureuse à la suite de laquelle ils allaient rester brouillés. C'est enfin dans le même dessein et avec l'espoir d'être plus heureux que son jeune maître, dans cette négociation contre nature, qu'à la fin de février 1888, le présomptueux Herbert de Bismarck partait pour Londres, chargé, disait-on, de convertir la reine d'Angleterre à l'idée d'une renonciation de Frédéric au trOne.

Toutes les cours européennes avaient eu vent de ce drame de famille et, dès ce moment, on n'v parlait plus du prince Guillaume que comme d'un fils ingrat dont les conseils de Bismarck avaient empoisonné l'âme et surexcité les ambitions. Mais on savait que ces diverses tentatives étaient restées sans résultat et que la volonté de succéder à son père demeurait, chez le kronprinz Frédéric, d'autant plus inébranlable qu'elle se fortifiait de celle de sa femme, non moins résolue que lui à régner sur T Allemagne. On allait jusqu'à prétendre que, si elle tenait à ce que son mari portât la couronne, ne fût-ce qu'un jour, c'était afin de pouvoir une fois impératrice, se venger du chancelier dont

elle avait eu tant à se plaindre depuis que son mariage l'avait fixée à la cour de Berlin.

En prêtant à cette princesse d'aussi bas calculs, on la calomniait. Elle n'était pas femme à sacrifier l'intérêt de l'Empire à l'assouvissement de ses rancunes. Peut-être, avant que la maladie de son mari eût été constatée et déclarée mortelle, s'étaitelle flattée^ d'accord avec lui, de l'espoir de se débarrasser d'un homme dans lequel il ne pouvait voir qu'un ennemi. Mais, si tel avait été son

dessein, elle n'y pensait plus depuis que l'état de son cher malade s'était aggravé. S'illusionnant encore au point de ne pas désespérer de le sauver, elle voulait qu'il régnât. Mais, non moins soucieuse de ne pas laisser le fardeau du pouvoir peser trop lourdement sur ses épaules, elle était résignée au maintien en fonctions du chancelier, considéré comme le seul homme d'Etat d'Allemagne capable d'assister efficacement l'Empereur et de pourvoir à son insuffisance.

Et cependant, que de griefs elle aurait eu le droit d'alléguer contre le tout puissant ministre ! Ne l'avait-il pas gravement offensée d'abord comme épouse en incriminant les opinions humanitaires et libérales du kronprinz et en s'en faisant une arme pour mettre le vieil empereur en défiance envers son fils et envers elle-même ; ensuite comme mère en poussant le prince Guillaume à se révolter contre ses parents, en s'opposant, au nom de la raison d'Etat, au mariage de la fille chérie du ménage

Frédéric avec le prince Alexandre de Battenberg, frère du gendre de la reine d'Angleterre, mariage ardemment souhaité par ces jeunes gens et par leur famille ; comme princesse impériale, enfin, en tenant sur elle des propos malveillants, presque injurieux, dont la Cour faisait des gorges chaudes?

Ne disait-il pas d'elle, d'un accent qui trahissait le mépris :

— C'est une Anglaise ! Elle préfère son pays au nôtre !

Ne lui reprochait -il pas d'utiliser au profit de l'Angleterre, contrairement aux intérêts de l'Allemagne, l'ascendant qu'elle exerçait sur son mari, renouvelant contre elle un reproche qu'il avait maintes fois formulé contre l'impératrice Augusta? Ne devait-on pas croire qu'il les haïssait également l'une et l'autre lors-

qu'en parlant à son confident Maurice Busch, il les accusait d'être pour leur époux « un embarras et un fléau? » En 1885, l'Empereur étant gravement malade, c'est à elles qu'il impute la responsabilité de son état. « Il était déjà souffrant lorsqu'elles ont eu l'heureuse inspiration de l'emmener en voiture à la meâse. » S'il a pris froid, c'est donc leur faute. Du reste, Bismarck ne parle de ces deux femmes qu'avec irritation. La princesse impériale n'ignore pas qu'elle et sa belle-mère sont l'objet de son ressentiment parce qu'elles ont osé maintes fois désapprouver sa politique et encourager le kronprinz dans les critiques et les blâmes dont elle est l'objet de sa part.

Le conflit entre le ménage Frédéric et Bismarck, dont nons évoquons les détails, datait de loin. Dans les papiers du chancelier qui ont été livrés à la publicité, on peut lire, à la date du 30 juin 1863, une lettre très dure et très véhémente que lui adressait le prince^ qui n'était encore que prince royal de Prusse et dans laquelle il lui reprochait de ne pas appliquer loyalement la Constitution du pays et d'être « pour la couronne un conseiller dangereux. » Peu de temps avant, à Dantzig, dans une tournée d'inspection militaire, le prince royal, répondant à un^ allocution du bourgmestre de la ville, avait déclaré publiquement qu'il n^approuvait pas la politique suivie par son père. Devant le scandale provoqué par cette déclaration, le roi Guillaume avait exigé qu'elle fût rétractée. Mais le prince royal s'était refusé à tout désaveu. Peu après, sa lettre avait paru dans divers journaux. A cette occasion, Bismarck, dans un mémoire au Roi, mettait en cause la princesse Victoria en l'accusant d'avoir livré la lettre à la presse britannique pour « affirmer son opposition au gouverne-

ment du pays, tirer parti de l'incident de Dantzig et de l'émotion qu'il avais causée, et créer un mouvement populaire autour de son mari ».

La suite du mémoire constituait pour les jeunes époux une leçon humiliante dont ils devaient garder longtemps le souvenir. Il pèsera désormais sur leurs relations avec le chancelier, et, bien que, par

la suite, elles se soient en apparence améliorées, surtout à l'époque des grandes guerres entreprises par la Prusse de 1864 à 1870, elles sont caractérisées par ta vivacité sans ménagement avec laquelle Frédéric, dans sa correspondance avec Bismarck, blâme parfois sa marche politique. C'est ainsi par exemple qu'en 1864, au moment où la Prusse, de concert avec l'Autriche, attaque le Danemark, le prince, en écrivant au ministre prussien instigateur de cette guerre, n'hésite pas ii lui laisser voir qu'il a deviné laduplicité dont le Cabinet de Berlin fait preuve envers son allié le Cabinet de Vienne et qu'il la trouve blâmable.

<i J'ai cru comprendre que vous aviez quelque vue secrète, quelque idée d'agrandissement prussien. Laissez-moi vous donner brièvement mon nion, à savoir que de tels projets faussent toute ,re politique allemande et nous préparent des nplications avec l'Europe. Ce ne serait pas la mière fois que lu. Prusse chercherait à mettre fans les autres et qu'elle n'aboutirait qu'à rester re deux selles. »

1 est évident que ces deux hommes ne pouvaient utendre et on comprend aisément qu'ils ne se sent jamais entendus. Plus tard, les griefs réciques que noUs avons énumérés avaient aggravé te incompatibilité d'humeur. Mais tandis que marck formulait les

siens avec un déchaînement railleries, de remarques acerbes, voire de colère, K du kronprinz et de sa femme alTectaient le

plus souvent la forme d'une indifférence hautaine et du mépris. Ce fut pire lorsqu'ils purent constater que le chancelier profitait de son influence sur leur fils pour le détacher d'eux et qu'il employait à pette œuvre abominable sa propre famille que le jeune Guillaume ne quittait plus. La maison des Bismarck était devenue sa maison. Il y trouvait dans la personne du chancelier un professeur et un conseiller, dans celle de la princesse une mère, et dans celle d'Herbert de Bismarck un compagnon de plaisirs.

Cette situation, qui infligeait un démenti douloureux aux espérances qu'ils avaient fondées sur ce fils, déchirait leur cœur. Pour mesurer la profondeur de cette blessure, il faut se rappeler ce qu'en 1871, alors que le quartier général prussien était encore à Versailles, le kronprinz Frédéric écrivait dans son journal :

« Guillaume a aujourd'hui treize ans. Puisse-t-il grandir pour devenir un homme capable, honnête et loyal, un véritable Allemand prêt à continuer ce qui a été commencé ! Le Ciel soit béni ! Il existe entre lui et nous des relations simples, cordiales et naturelles que nous chercherons à conserver, afin qu'il puisse toujours nous considérer comme ses plus vrais et ses meilleurs amis. Quelle effrayante pensée que celle des espérances qui reposent sur la tête de cet enfant ! Et quelle responsabilité est la nôtre envers le pays pour une éducation que des considérations de famille, des questions de rang, la

vie de la Cour à Berlin et tant d^autres circonstances tendent à rendre si difGciles ! »

Dans ce fragment d'un journal intime rendu public vingt ans plus tard, alors que son auteur venait d'expirer, on devine, à travers les manifestations de son fougueux germanisme et des ambitions prussiennes, tout ce que sa femme et lui attendaient de cet enfant adoré, choyé, et qui grandissait alors dans une atmosphère de tendre sollicitude. Mais, ce qu'ils en attendaient ne pouvait se réaliser qu'à la condition qu'il leur continuerait la confiance filiale dont il leur donnait alors tant de preuves. Or, c'est cette confiance qu'avec un cynisme infernal Bismarck avait perfidement sapée et lentement détruite. Gomment les infortunés parents auraient-ils pardonné au chancelier les ravages opérés par lui dans l'âme de leur fils et combien, à Tavènement de Frédéric III, ils eussent été dans leur droit et dans leur rôle, en chassant du pouvoir Tartisan de leur malheur ! Mais, nous l'avons dit, tel n'était pas leur dessein. Ils mettaient l'intérêt de l'Empire au-dessus de leur ressentiment, et, cet intérêt exigeant la présence du prince de Bismarck à la tête des affaires, ils étaient résolus à l'y maintenir.

Le chancelier le savait. Il était averti de leur résolution depuis le commencement de 1886. A cette époque, il l'avouait à Maurice Busch.

— Depuis que l'Empereur est gravement malade et approche de sa fin, disait- il, le kronprinz me

traite avec les plus grands égards. 11 comprend que le moment arrive où il va falloir qu'il se jette à Teau et nage pour son propre

compte. Il espère me garder et, effectivement, je resterai probablement à ses côtés. Mais il faudra que nous prenions ensemble quelques petits arrangements.

Disons pour n'y pas revenir que ces petits arrangements n'existèrent jamais. La mort rapide de Guil» laume P*" et l'éloignement de Frédéric au moment où il devenait empereur ne lui permirent pas de conférer avec le chancelier sur les conditions de son maintien au pouvoir. 11 n y eut de conditions posées ni d'un côté ni de l'autre. Il était tacitement convenu que, jusqu'à nouvel ordre, il n'y aurait aucun changement dans l'orientation de la politique allemande et qu'on s'en tiendrait à celle qu'avait pratiquée Guillaume P*' dans les dix dernières années de son règne. C'en était assez pour satisfaire Bismarck, pour lui permettre d'attendre tranquillement la mort prochaine de Frédéric 111 et l'avènement de Guillaume II. Ce double événement devait, à l'en croire, se produire à brève échéance. A supposer que, jusque là quelques atteintes fussent portées à sa puissance dictatoriale, il saurait patienter dans l'attente du moment où son impérial élève, devenu le maître, la lui rendrait entière et complète.

Ainsi, tandis que l'Empereur agonisait et qu'autour de son lit, les ennemis de Bismarck nourrissaient l'espoir de voir disparaître le chancelier,

celui-ci, assuré de conserver ses fonctions sous le nouveau règne, assistait impassible et railleur aux agitations des courtisans qui, pour la plupart, croyaient à sa chute prochaine, encore qu'il parût invraisemblable que Frédéric III, étant donné son état de santé, fût disposé à se séparer d'un collaborateur dont l'influence était prépondérante en Allemagne.

L^ AVENEMENT DE FREDERIC III

A la lumière des événements résumés dans les pages qui précèdent, on peut se figurer les propos qui s'échangeaient dans Berlin, à la Cour et à la ville, durant les heures qui précédèrent la mort de Guillaume P*". ^.'incertitude du lendemain, en ce. qui touchait les intérêts dynastiques, troublait les esprits et ce qui dominait, — on ne saurait trop le constater, — c'était la crainte que, le nouvel Empereur étant condamné par les médecins^ son règne ne fût une période de troubles et n'eût pour effet de paralyser les affaires, qui ne sauraient prospérer que sous un gouvernement fort et durable.

Pendant ce temps, Guillaume P*" s'enfonçait de plus en plus dans la tombe. Durant la nuit du 8 au 9 mars, il se débattait encore entre la vie et la mort; mais, au petit jour, il entrait en agonie et, à huit heures trente, on annonçait officiellement qu'il venait d'expirer. « La consternation est universelle », télégraphiait-on de Berlin à Paris. On apprenait, quelques heures plus tard, que l'empereur Frédéric, en recevant à San Remo la nouvelle de la mort de son père, s'était mis en route pour rentrer en Allemagne. Ce retour inattendu soûle-

vait des questions angoissantes. Pourrait- il supporter le voyage ? Arriverait-il vivant ? On annonçait d'autre part qu'au lieu de se rendre directement à son palais de Charlottenbourg où tout était prêt pour le recevoir, il s'arrêterait à Leipzig pour s'y reposer. Les ministres étaient invités à l'y rejoindre dans la journée du lendemain. Il désirait s'entretenir avec eux avant de rentrer à Berlin.

La veille de ce jour, le chancelier reçut plusieurs membres du corps diplomatique, venus pour lui apporter leurs condoléances à propos de la mort de l'Empereur. L'ambassadeur de France, M. Jules Herbette, le trouva souffrant, étendu sur une chaise longue, mais constata une bienveillance de parole presque exceptionnelle et une verbosité abondante. Après un échange de politesses, le chancelier se lança dans un discours qui mérite d'être acquis à l'histoire, ne serait-ce que parce qu'il démontre que sous le règne qui commençait, il espérait être aussi fort qu'il l'avait été sous celui qui venait de finir.

— Je constate une fois de plus, dit-il, combien il est difficile surtout à un homme malade comme moi desÔ consacrer aux devoirs de la Cour en même temps qu'aux grandes affaires de son pays. Depuis trois jours, je suis sur pied et cela augmente l'enflure des jambes dont je souffre au-dessous des genoux. Si mon nouveau maître devait être trop exigeant, je ne pourrais y suffire. Il a aujourd'hui une fantaisie assez bizarre. Comme les médecins lui

L^AVÊNEMENT DE FRÉDÉRIC UT

défendent de s*occuper d'affaires au delà d'une certaine heure, il désire voir demain ses ministres, non pas à Gharlottenbourg, mais à Lepzig. Ce sera pour moi une grande fatigue, mais je ne m'y soustrairai pas, de peur qu'il n'y ait quelque friction entre le nouveau maître et quelques-uns des ministres qu'fi ou qu'eZZe n'aime pas.

C'était dit sur ce ton de familiarité qu il prenait volontiers quand il était en veine de confidences, ou voulait convaincre son interlocuteur qu'il n'avait pas de secrets pour lui. Il reprit ensuite 'd'un accent plus grave :

— En réalité, nous entrons dans un règûe ou plutôt daïïs un interrègne féminin de quelques mois. Au fur et à mesure que le kronprinz s'est affaibli, il a abdiqué toute indépendance. Je ne saurais admettre cependant la dislocation du Cabinet que je préside. J'aimerais mieux me retirer avec mes amis. Déjà Tavènementde la princesse Victoria grise les Anglais. Ils me pressent de changer d'attitude dans la question bulgare et de lâcher les Russes. Je n'y consentirai jamais ; ce serait une trahison. Je travaille sincèrement et utilement au maintien de la paix. On m'accuse parfois d'être un poids qui étouffe l'Europe. J'ai plutôt conscience d'être un éventail qui la fait respirer. Ce n'est pas en adversaire, mais en ami qu'on peut empêcher la Russie de faire un coup de tête. Avec le système contraire, en écoutant les passions anglaises, on irait à grands pas à la guerre et vous pouvez être sûr que je ne m'associerai pas à cette politique.

Après cette déclaration révélatrice des desseins pacifiques qu'il lui convenait de professer ce jourlà, il couronna son monologue par Téloge du prince Guillaume.

— Je serais beaucoup plus tranquille avec lui, bien qu on lui reproche d'être bouillant et emporté. Je crois bien qu'on lui ferait plaisir en Tattaquant. Mais je lui ai montré que le suprême bon sens lui commandait de ne pas attaquer lui-même et il n'attaquerait pas.

Ce langage, s'il avait eu pour but de convaincre l'ambassadeur de France des sentiments pacifistes du prince Guillaume et de Tinfluence que Bismarck exerçait sur lui, ne lui apprenait rien qu'il ne sût déjà. 11 ne pouvait se tromper quant à la sincérité, si bien jouée qu'elle fût, de ce pacifisme de commande qu'il savait aussi fragile qu'intermittent. Le 3 février précédent, à la suite du vote par le Heichstag d'une loi militaire, il écrivait :

« Une faut pas oublier que les idées pacifiques du prince de Bismarck ne reposent pas sur des principes permanents, mais sur des considérations temporaires d'intérêt allemand. Le vieil empereur et le prince impérial disparus, qui sait si, au lieu de lutter contre le courant belliqueux, le chancelier ne s'y abandonnera pas pour conserver son crédit auprès du nouveau souverain ? Malgré ses efforts pour rassurer l'opinion en Allemagne et hors de l'Allemagne, le prince Guillaume est par tempéramentun homme d'action et un homme de guerre.

L AVÈNEMENT DE FRÉDÉRIC

Ses tendances se manifestent dans les plus petits détails de la vie quotidienne. Sur un de ses portraits photographiés qui se trouve chez le comte Radolinski, maréchal de la cour de son père, on lit cette maxime : Oderint^ dum metuant. »

Presque à la même date, le 8 février, un toast porté dans un banquet par le prince Guillaume semble confirmer les appréciations du diplomate français. Ce toast tend à rassurer Topinion en Allemagne ; mais l'homme d'action, l'homme de guerre se révèle dans sa parole et y met malgré tout une note menaçante :

« En chevauchant durant les grandes manœuvres à travers les plaines du Brandebourg, j'ai compris à la vue de ses champs florissants, de ses industries en pleine activité, où était la véritable base du bienêtre du peuple et du travail fécond. Je vois bien que le grand public, et plus spécialement celui de l'étranger, m'impute des idées guerrières faites de légèreté et d'amour de la gloire. Dieu me préserve de cette légèreté criminelle ! Je repousse ces accusations avec indignation. » Voilà l'hymne à la paix; mais voici tout aussitôt le correctif, c'est-à-dire le geste théâtral de la main gantée de fer : «. Pourtant, messieurs, je suis soldat et tous les Brandebourgeois sont soldats, je le sais. C'est pourquoi, laissez-moi terminer par ce mot que, le 6 février, notre grand chancelier a jeté au parlement qui, ce jour-là, a offert la grande image d'une représentation populaire, marchant la main dans la main avec le gou-

vernement et j'appliquerai plus spécialement au Brandebourg ces vigoureuses paroles : Nous, Brandebourgeois, ne craignons que Dieu et rien que Dieu au monde. »

Inutile et inopportune, puisque la paix n'était pas menacée, cette bravade avait été inspirée par Bismarck. 11 s'évertuait alors à faire savoir que TAlmagne, quel que fût son empereur et bien qu'elle ne voulût pas la guerre, resterait sur le qui- vive, toujours en armes, prête à écraser ses ennemis. Il daignait reconnaître qu'en France, par suite de l'élection de Sadi-Carnot à la présidence de la République, gage de paix pour l'Europe, la situation était devenue moins « explosive » que l'année précédente ; il se montrait plein de confiance dans la parole de l'empereur de Russie, qui ayait affirmé ne pas vouloir la guerre, encore qu'on l'eût vu récemment, dans un dîner de fiançailles, se lever, son verre à

la main, et boire à la santé du prince Nicolas de Monténégro, « le seul allié sincère et fidèle que comptât la Russie parmi les souverains de l'Europe. »

— Mais, observait le chancelier, dans ses entretiens avec les membres du corps diplomatique, les excitations de la presse radicale en France, et les membres du parti panslaviste en Russie, exigent que l'Allemagne soit prête à toutes les éventualités. Si la France nous déclarait la guerre, la Russie sans doute ne s'en mêlerait pas. A Tinverse, la France se joindrait certainement à une attaque de

la Russie. La force de F Allemagne est donc la meilleure garantie du maintien de la paix.

Pour finir et comme pour démontrer combien entre ses mains était précaire cette garantie, il ajoutait :

— Mais la paix repose sur l'intérêt de l'Allemagne et cet intérêt peut changer.

On voit, par ces propos que nous recueillons dans des documents diplomatiques encore inédits, qu'à la veille d'un changement de règne, le chancelier raisonnait comme un chef de gouvernement sûr du lendemain. 11 avait en effet la promesse du kronprinz Frédéric et il ne doutait pas de la loyauté de cette promesse ni de son exécution. Le kronprinz l'avait faite; l'empereur Frédéric la tiendrait.

Toutefois, on aurait tort de croire qu'il eût poussé la résignation jusqu'à être prêt à abdiquer entre les mains de son ministre. Si celui-ci s'était flatté de cet espoir, il allait être détrompé et se

convaincre que, dans le corps débile et ravagé du nouvel empereur, la volonté restait ferme et entière et qu'il aurait assez de force pour l'imposer. Bismarck en ressentit les effets, dès leur première rencontre à Leipzig où, sur l'ordre du souverain, il était venu l'attendre avec tous les ministres.

Elle eut lieu le 11 mars. Ce jour-là, sous deux formes différentes, la volonté impériale se manifesta. Ce fut d'abord au profit du ministre de la Justice Friedberg. 11 dirigeait l'administration jiidi-

claire depuis le mois de juin 1878. A cette époque, au lendemain de Tattentat de Herr doctor Nobiling" sur la personne de Guillaume I®**, qui faillit en mourir, le prince impérial avait été nommé régent de Tempire, son père étant empêché momentanément de gouverner TEtat. En cette qualité, il avait pris d'importantes mesures, malgré l'opposition qu y faisait parfois le chancelier, c'est à lui notamment que revenait l'honneur d'avoir renoué avec Rome les relations qu'avait brisées la funeste canapagne du Kulturkampf. Mais il ne s'en était pas tenu là ; par ses soins, divers changements avaient été opérés dans le personnel gouvernemental. Jurisconsulte réputé, Friedberg était un de ses amis et il l'avait associé, quoique Juif, au gouvernement, en dépit de Bismarck à qui cette nomination déplaisait, et qui, depuis, se promettait bien de révoquer l'intrus quand la régence prendrait fin. Cette échéance venue, Bismarck ayant voulu donner suite à son dessein, l'Empereur s'y était refusé par égard pour son fils. Friedberg avait conservé son poste, mais le chancelier s'était vengé sur lui de sa déconvenue en s'opposant tous les ans, au l^^ janvier, à ce qu'il reçût le grand cordon de l'Aigle noir, auquel, d'après les usages de la Cour, il avait tous les droits.

C'était un des griefs de Frédéric contre le chancelier. Il le lui prouva le H mars 1888, lorsque, maître du pouvoir depuis vingt-quatre heures, ses ministres se présentèrent devant lui. En voyant

Friedberg au milieu d'eux, il l'appela d'un geste affectueux et, détachant le grand cordon dont luimême s'était paré en vue de cette réception officielle, il le lui passa au cou, bien loin de se douter, d'ailleurs, que ce témoignage de faveur serait bientôt payé d'ingratitude et qu'après sa mort, Friedberg figurerait parmi ses plus perfides calomniateurs.

Le même jour, le chancelier subit une autre humiliation. Avant de partir pour Leipzig, il avait préparé pour le soumettre à l'approbation de son nouveau maître un projet.de manifeste au peuple allemand. Resté seul avec lui, il voulut le lui lire. L'Empereur ne lui en laissa pas le temps. Il prit le manuscrit qui lui était présenté et, le déposant sur son bureau sans y regarder, il en donna un autre, écrit de sa main, au chancelier en disant :

— C'est celui-ci qui doit être publié sans retard.

Bismarck, que TEmpereur avait eu la malice de laisser debout pendant l'audience, s'inclina silencieux. Peut-être avait-il été tenté de se plaindre qu un programme de gouvernement eût été dressé sans son avis. Mais, en jetant les yeux sur le manifeste impérial, il venait d'y voir qu'il y était qualifié « premier serviteur de l'Etat » et, dans ce témoignage éclatant de confiance, il trouvait la preuve que son pouvoir n'était pas ébranlé.

Cependant, dès ce moment, et bien qu'il eût dit à l'ambassadeur de France qu'il ne laisserait pas disloquer le ministère qu'il présidait, il avait dû

consentir à sa dislocation. L'Empereur avait exigé, en effet, la démission du ministre de Tlntérieur Puttkamer. Ce personnage, en fonctions depuis 1 882, était Tallié du chancelier, son âme damnée, son

Eminence grise, le complice des intrigues nouées par lui pour obtenir dans le Reichstag, même à prix d'argent, des votes favorables à sa politique. Pour cette cause ou pour d autres, Frédéric III ne voulait pas le laisser dans le poste important qu'il occupait. Bismarck dut invoquer la raison d'Etat pour obtenir que le remplacement de Puttkaïuer fût retardé de quelques semaines, bien qu'il eût offensé personnellement l'Empereur en oubliant volontairement ou non dans la note officielle, destinée à faire connaître la mort de Guillaume I^*^, de faire allusion à son successeur. Lorsqu'on lui avait demandé la raison de cette omission, il avait répondu :

— J'ignorais quel titre il plairait à Sa Majesté de prendre.

Il resta au pouvoir jusqu'au H juin. Ce jour-lk, le chancelier donna un grand dîner en son honneur '. C'était trois jours avant la mort de Frédéric III, de telle sorte que. si les échos du scandale

1. Je tire ce détail d'un attachant volume: Un Jeune Empereur, par Harold Frédéric, traduit de l'anglais par J. de Clesles (Perrin et G'% éditeurs, Paris, 1894). D'autre part, il y a lieu de mentionner que, d'après le prince de Hohenlohe, le bruit courait à Berlin que Bismarck voulait se débarrasser de Puttkamer et qu'en pre-

nant sa défense, il avait joué une comédie destinée à rejeter sur l'Empereur la responsabilité de la destitution.

causé par cette inconvenance arrivèrent jusqu'à lui, ils le trouvèrent hors d'état de s'en indigner. Mais il n'en fut pas de même de l'impératrice : elle ressentit cruellement l'injure et d'autant plus que le chancelier faisait répandre que si Puttkamer avait dû quitter le pouvoir, c'est grâce à l'ascendant impériei^x qu'elle exerçait sur son mari, allégation mensongère contre laquelle, quelques semaines plus tard, en recevant le prince de Hohenlohe, elle protestait avec indignation.

Nous en avons assez dit pour faire comprendre en quelles circonstances troublantes commençait ce nouveau règne dont tout le monde disait qu'il ne durerait pas. On ne saurait donc trop admirer le courage et la résolution avec lesquels le souverain s'élevait à la hauteur de sa tâche. Pour juger de son caractère, nous possédons deux documents précieux : son propre Journal publié après sa mort et les confidences faites par Bismarck à Maurice Busch. Mais ces documents sont contradictoires. Si Ton s'en tient aux appréciations du chancelier, le prince aurait été un être incohérent et bizarre, dépourvu de sens pratique, livré pieds et poings liés à « son Anglaise », et il l'aurait prouvé notamment lors des négociations qui eurent lieu à Versailles en 1871 entre la Prusse et les Etats d'Allemagne en vue de la constitution de Tempire. Mais tout est-il vrai dans les faits que raconte Bismarck ? Il a si souvent menti au cours de sa longue carrière qu'on peut se demander si, lorsqu'il évoquait devant son

confident, avec un air de dépit et de rancune, des souvenirs vieux de quinze et vingt ans, il ne les dénaturait pas ? Comment, par exemple, ajouter foi à ses insinuations lorsqu'il laisse entendre que, pendant la guerre franco-allemande, Frédéric livrait f) l'Angleterre, par l'intermédiaire de sa femme, tes secrets militaires et politiques de la Prusse ? Ce soupçon si gi-avement injurieux n'est-il pas en contradiction avec les sentiments exprimés par le kronprinz dans son Journal ? Ne s'y révèle-t-il pas libéral et tolérant, ardent patriote, incapable d'une* trahison aussi noire que celle dont Bismarck semble l'accuser ?

Dans le fragment de ce Journal que nous avons cité plus haut, Frédéric nous est apparu animé d'une tendre sollicitude pour son fils, désireux de l'élever dans les voies de la modération et de la justice et d'être pour lui un ami tîdèle et un conseiller sage et sûr. Il n'est pas moins digne d'éloffes quand il expose les priacipes dont il s'inspirera pour gouverner ses peuples.

(i Je doute, écrit^il alors, que la loyauté nécessaire au libre développement de l'Empire existe et je crois qu'elle ne se verra qu'à l'heure noule que fera surgir mon avènement. Je serai vérilement le premier prince qui paraîtra devant son iple après s'être honorablement et sans réserve laré pour le régime constitutionnel. « \. ces idées contraires k la politique du chance- ■ et dont celui-ci s'irritait quand le kronprinz les

exprimait devant son père, trop complètement HohenzoUern pour y voir autre chose qu'une atteinte à l'autorité souveraine, l'empereur Frédéric était resté fidèle. On l'aurait vu les mettre en pratique si la maladie n'avait paralysé ses intentions et ne Teùt

condamné à laisser ses ministres gouverner librement en son nom. Mais quand il monte sur le trône, il est déjà mourant. Pour la première fois, on va voir un monarque prussien régner sans gouverner. Quinze jours après son avènement, il n'est plus que l'ombre de lui-même. Son existence ne semble se prolonger que grâce aux soins attentifs et vigilants dont l'entoure la tendresse de sa femme.

Intrépide et malgré tout confiante, ne voulant pas se rendre à l'évidence, elle le défend contre la mort. A Charlottenbourg où ils sont installés, leur vie s'écoule comme dans une chambre de malade. L'empereur ne quitta la sienne que pour aller s'asseoir dans son cabinet de travail dont les croisées s'ouvrent sur un parc, qu'en cette année 1888, et bien qu'on soit au mois de mars, l'hiver finissant laisse encore couvert de neige. Parfois, un rayon de soleil brille sur cette blancheur. Mais plus souvent, les brumes des ciels du Nord l'assombrissent et privent le malade de l'air du dehors. D'ailleurs, il le redoute ; c'est en vain qu'on Texcite à aller le respirer quand la température se radoucit.

C'est dans ce cabinet qu'il reçoit ses ministres

et les personnes à qui il accorde audience. Presque toujours, rimpératrice est présente : elle s'en excuse en alléguant la nécessité de soutenir la conversation. Si elle peut échanger un mot avec le visiteur, elle demande, anxieuse, comment il trouve son mari. Quant à lui, c'est à peine s*il parle. Ce qu'il veut dire, il Técrit sur une ardoise ; ou encore il l'approuve d'un signe de tête. Lui exprime-t*on les vœux qu'on forme pour le rétablissement de sa santé, il sourit mélancoliquement comme s'il était certain qu'elle ne peut se rétablir. Le 24 mars, le prince de Hohenlohe, après une visite à Charlottenbourg, écrit qu'en voyant l'Empe-

reur, il a dû faire effort pour refouler ses larmes : « 11 me faisait l'effet d'un martyr. En réalité, il n'y a pas au monde de martyre comparable à cette mort lente. Tous ceux qui l'approchent sont pénétrés d'admiration devant cette courageuse et muette soumission à l'inévitable destin qu'il prévoit d'ailleurs clairement. Je l'ai vu hier probablement pour la dernière fois. »

Cette situation tragique, le spectacle de cette longue agonie auraient dû, sen>ble-t-il, désarmer le prince de Bismarck. Mais, loin de désarmer, il devenait de plus en plus agressif. Les diplomates étrangers accrédités à Berlin mentionnaient dans les rapports qu'ils adressaient à leur gouvernement que la campagne du chancelier contre l'impératrice Victoria devenait de jour en jour plus acharnée et plus implacable. Il se plaignait à tout

propos, et sans raison d'ailleurs, de Tintervention de « l'Anglaise » dans les affaires de TEtat. Ses plaintes formulées devant des tiers étaient reprises par les journaux à ses gages. Ils en venaient aux invectives dans des articles calomnieux où étaient exposés les prétendus périls auxquels « une politique de femme » exposait les intérêts de TAUemagne. L'Empereur lui-même, indirectement accusé de subir Tinfluence de Tlmpératrice et de ne prendre aucune décision sans la consulter, était, de ce chef, critiqué et raillé sous les formes les plus perfides. La campagne de presse se doublait et s'envenimait d'une campagne de salons, dirigée cette fois contre l'honneur de l'épouse. On mettait en doute sa fidélité conjugale ; on allait jusqu'à désigner, comme son favori, le comte Seckendorf, maréchal de la Cour.

Les défenseurs, de l'Impératrice, tous ceux dont l'excès de son infortune et cette guerre au couteau n'avaient t^branlé ni la fidélité ni le respect, constataient avec horreur que le chancelier qui, d'un mot, aurait pu couper court à ces infamies, ne faisait rien pour les arrêter, et qu'en feignant de les ignorer, il les laissait courir. Dans une lettre privée, écrite de Berlin à cette époque, à propos de ces incidents, on lit : « Il veut se prémunir contre une prolongation très improbable de l'existence de Frédéric et mater toutes les résistances. Non content d'avoir fait ajourner le mariage Battenberg, il veut un renoncement écrit et signé. Personne n'ose résister à ce despotisme. »

t7fl CHAPITRE IK

A la faveur du prestige dont l'auréole son omnipotence, il promène tour à tour par toute IFurope des espérances de paix et des craintes de guerre. Au général Billot, venu à Berlin pour représenter la France aux obsèques de Guillaume 1", à Ferdinand de Lesseps, qui est en ce moment l'hôte de l'ambassadeur delà République et l'objet des flatteuses attentions de la Cour, il tient un langage rassurant. Il dit à Lesseps :

— J'ai toute confiance en votre caractL're comme en votre jugement, et nous nous entendrons toujours. Je ne désire que le maintien des bons rapports entre les deux pays. La guerre n'éclate jamais comme un coup de foudre. Elle est toujours précédée de dissentiments graves dont je ne vois pas trace dans le présent, et qui, je l'espère, ne se produiront pas dans l'avenir. En tous cas, nous travaillerons ensemble b. les prévenir comme à les éteindre.

Mais, avec le roi Carol de Roumanie, que le désir (le rendre hommage à l'Empereur défimt a conduit dans la capitale prussienne, c'est une autre chanson. !1 lui parle de la guerre comme d'une chose inévitable :

— DeMoltkecroit qu'elleauralieu dansquelques mrtie- ÎB ne suis pas de son avis; mais, dans deux

n'y échapperons pas. Au reste, nous l'accord pour penser qu'elle nous viendra ssie, et que la France ne laissera pas ta ilrer seule en lutte contre l'Allemagne.

l'avènement de FRÉDÉRIC III 171

Aussi nos opérations militaires sont-elles combinées en vue d'une double campagne.

Le monarque roumain quitte Berlin en proie aux plus sombres pressentiments. On en constate de pareils un peu partout. L'imminence de la mort de Frédéric III et de Tavènement de son fils paraît à tous les yeux augmenter les chances de guerre. Si la guerre est impossible, tant que vivra Frédéric III, — et Êismarck en convient, — il en sera tout autrement après sa mort. On remarque encore que jamais le chancelier ne fut plus nerveux, plus ombrageux, plus irritable qu'en ce moment, où cependant sa puissance est devenue inébranlable et où il est si visiblement le maître de l'Europe. Il suffit que certains journaux osent prévoir que, sous le règne qui commence, il sera plus discuté et moins influent que sous celui qui finit, pour qu'il fulminé contre les auteurs de ces suppositions.

— Ce sont des envieux, s'écrie-t-il. En Allemagne, l'envie est le vice national.

Ce jour-là, il dit la vérité.

LE RÈGNE D'UN MORIBOND

Après nous être efforcé de montrer le prince de Bismarck tel qu'il fut durant la période émouvante dont nou3 résumons les péripéties, il nous faut maintenant revenir au prince Guillaume, subitement rapproché du trône par la mort de son grandpère, et qui n'en était plus séparé que par Texistence de son père agonisant . -

Il vient d'entrer dans sa vingt-neuvième année. Officier dans la garde impériale, il a épousé, en 1880, la princesse Augusta-Victoria de Schleswig- Holstein-Sonderbourg-Augustenbourg, et quatre fils grandissent autour de lui. Il ne semble pas cependant que les joies domestiques qu'il peut trouver çi son foyer aient le pouvoir de l'y fixer. On parle encore peu de lui. Lorsqu'on en parle, c'est pour déplorer les scandales de sa vie privée. On les raconte sous le manteau et personne à la Cour ne les ignore. Dans le monde de la galanterie, on l'a surnommé : « Zwei Thaler Prinz », le prince des deux Thalers, parce que c'est à ce chiffre qu'il a fixé le prix des faveurs qu'on lui accorde. On va jusqu'à prétendre que sa femme, si pieuse qu'elle soit, a tenté de se suicider dans un accès de désespoir conjugal. A en croire une de ses dames d'honneur,

elle a essayé de se pendre ; elle était à moitié asphyxiée quand on est intervenu et c est à grand' peine qu'on a pu la sauver.

Vrai ou faux, ce récit permet de se rendre compte de ce qu'on pensait à cette époque du prince Guillaume et de mesurer la pro-

fondeur de l'abîme où il était en train de descendre lorsqu'au commencement de 1889, étant déjà empereur, il subira la métamorphose dont nous raconterons plus loin l'origine et les causes. Mais elle ne s'annonce pas encore au moment où il perd son grand-père.

Néanmoins, la vie de débauche à laquelle Tentraîne Herbert de Bismarck ne Tempêche pas d'envisager l'avenir qui l'attend.

Lorsque, à travers les circonstances qui caractérisent en ce moment la vie nationale, il regarde au delà du présent, il ne peut se dissimuler que l'heure est proche où il régnera. Il en est convaincu depuis le jour ou, du vivant de Guillaume I®*", il a appris de la bouche des médecins allemands que son père était atteint d'une maladie qui ne pardonne pas. Les querelles qui se sont élevées d'abord entre eux, et le praticien anglais Mackensie, lequel, contrairement à l'avis de ses confrères, soutient qu'elle n'est pas incurable, n'ont pas ébranlé sa conviction. 11 en a voulu à sa mère d'avoir mis en doute le diagnostic de la Faculté berlinoise et d'avoir recouru aux lumières du plus illustre représentant de la - Faculté britannique. 11 a suspecté la sincérité de Mackensie et l'a soupçonné de s'être fait le com-

plice de la princesse impériale, qui proclame partout qu'on exagère le mal et que son mari a devant lui de longs jours, grâce aux soins qu'elle lui prodigue. Puis, Mackensie a dû se rendre à l'opinion des Allemands. Au mois de septembre, appelé dans le Tyrol, où le kronprinz a passé l'été, il Ta engagé à s'établir pour l'hiver sur la Rivière de Gènes.

Frédéric a commencé par résister, en alléguant « qu'il était obligé de se réacclimater au climat de Berlin », pour le cas où il serait rappelé par la mort de son père. Il tenait aussi à ne pas laisser sans surveillance le prince Guillaume, dont la popularité dans l'armée et dans l'aristocratie prussienne grandit de jour en jour, et qui ne néglige rien pour l'entretenir. Frédéric a été contraint de faire litière de ces considérations. 11 est parti pour San Remo, d'où on l'a vu revenir empereur, mais les pieds déjà dans la tombe.

Le nouveau kronprinz ne serait digne ni de ses ancêtres, ni de la brillante destinée qui lui est promise, s'il ne se préparait pas à gouverner, en s'initiant autant qu'il le peut aux questions que, une fois le maître, il aura mission de résoudre. Si, par impossible, il était tenté d^oublier ce qu'il doit à l'avenir qui l'attend et de réduire son rôle à celui d'un spectateur désintéressé, les flatteries et les hommages dont il est l'objet le rappelleraient à son devoir. Bismarck le tient au courant de tout ce qui touche au gouvernement, les ministres et les hauts fonctionnaires le consultent, les diplomates

étrangers lui prodiguent leurs hommages. Les envoyés de Léon XIII, Galimberti et Merry del Val, le traitent, nous dit M. Georges Goyau, « comme une façon d'empereur. » Hohenlohe, au milieu des difficultés que lui crée Bismarck dans son gouvernement d'Alsace-Lorraine, va les lui soumettre, et, à propos de l'introduction des passeports dans les provinces annexées, l'entendra lui « dire qu'il faut traiter les Français par la violence » . Dans ce jeune homme qui sera empereur demain^ tout le monde salue humblement le soleil levant, et n'a que compassion pour le malade de Charlottenbourg, soleil en train de s'éteindre, et qui se

couche dans un ciel nuageux et obscur. Gomment le futur souverain ne se laisserait-il pas griser par les témoignages de soumission et de servilisme que chaque jour lui apporte ?

En les interprétant comme une invitation à s'immiscer de plus en plus dans les actes du gouvernement, il n'outrepasse pas ses droits d'héritier de la couronne. On ne peut lui reprocher de se préparer à régner, puisque la place qu'occupe son père sera bientôt vacante.

Mais, en ces sortes de choses, il y a la manière, et celle du jeune Guillaume est détestable. Il ne perd aucune occasion de désapprouver les actes impériaux ; il fait profession de leur être hostile ; il les critique publiquement, s'ils sont en contradiction avec la volonté du chancelier, envers lequel il témoigne d'une affection enthousiaste, offensante

pour son père, car, envers celui-ci, il semble n'avoir que de la pitié, une pitié qui se manifeste sous une forme dédaigneuse ; il s'impatiente de ne pas voir disparaître celui qui çn est l'objet.

Le 1®^ avril, anniversaire de la naissance du prince de Bismarck, il va de bonne heure lui porter ses souhaits, et, par un raffinement de flatterie, il s'invite à dîner pour le soir. A la fin du repas, il lève son verre et prend la parole.

« L'Empire, dit-il, e^t comme un corps d'armée qui aurait perdu son chef sur le champ dé bataille et qui verrait son nouveau commandant grièvement blessé. Dans une passe aussi critique, lés cœurs des quarante-six millions d'Allemands ne peuvent que se tourner avec espoir vers le drapeau et le portedrapeau en le-

quel ils ont placé toute leur confiance. Le porte-drapeau est notre illustre, notre grand chancelier. Qu'il nous condvdse ! Nous le suivrons ! Puisse-t-il vivre longtemps ! »

Ce speech n'était pas destiné à la publicité ; c'est l'indiscret Maurice Busch qui nous l'a conservé Mais de quelle inconscience témoignent ces paroles, de quel oubli des convenances et du devoir filial ! En consacrant ainsi l'omnipotence du chancelier, en le proclamant nécessaire au salut de l'Empire, Guillaume dénonçait l'impuissance de son père et se faisait complice de ceux qui, à l'exemple d'Herbert de Bismarck, représentaient l'empereur Frédéric « comme un fainéant » condamné par la maladie au silence et à l'inaction et qui n'était pas

à sa place sur le trône. Au mois de février précédent, lors de son voyage à Londres, le fils du chancelier n'avait-il pas poussé lé manque de respect jusqu'à oser dire au prince de Galles, le futur Edouard VII, « qu'un empereur incapable de discuter était incapable de régner? » En racontant ce trait à Hohenlohe, huit jours après la mort de Frédéric 111, l'Impératrice veuve ajoutait « que la crainte seule de nuire aux relations des deux pays avait empêché son frère de jeter cet impertinent à la porte ».

Ce qui aggravait aux yeux du prince de Galles le propos qu'il venait d'entendre, c'est qu'il savait que le comte Herbert vivait dans l'intimité du kronprinz et qu'on pouvait supposer qu'en se prononçant aussi cavalièrement sur FEmpereur, il avait exprimé l'opinion de Guillaume. 11 y a lieu de faire remarquer en passant qu'à cette époque, le fils du chancelier avait lassé tout le monde par ses allures hautaines, par ses prétentions, sa suffisance, sa lé-

gèreté dans l'exercice de ses fonctions de secrétaire d'État, et la désinvolture avec laquelle il traitait les plus grands personnages de l'Empire, voire le maréchal de Moltke, sur lequel on l'avait vu tenter de prendre le pas dans une réception diplomatique.

Quant au kronprinz, on peut se demander si, lorsqu'il multipliait envers le prince de Bismarck tant de marques de confiance et d'admiration, il était sincère ou tout au moins sans arrière-pensée.

LE RÉGNE d'un MORIBOND 179.

A la cour de Berlin, quelques personnes en doutaient, en se fondant sur divers faits peu importants en apparence, mais qu'elles jugeaient significatifs.

« Ils font bon ménage aujourd'hui, disait-on ; mais en sera-t-il de même lorsque le prince Guillaume sera empereur et lorsque la volonté du chancelier voudra prévaloir sur la sienne ? »

En attendant, Bismarck jouissait avec une complaisance non dissimulée de la faveur du kronprinz et y puisait la certitude de la durée de son pouvoir de plus en plus consolidé. C'est de bonne foi qu'il se croyait indispensable. « Quel serait le résultat, s'il s'en allait? » — « Son départ n'ouvrirait-il pas la porte à toutes les extravagances ? » Ces questions reviennent à tout instant dans ses entretiens et autorisent à penser qu'après avoir considéré comme un devoir patriotique de ne pas abandonner un empereur mourant, il s'était convaincu que le même devoir l'obligeait à rester auprès du successeur afin de le faire profiter de son expérience. N'était-ce pas un bienfait pour l'Empire qu'il eût gagné la confiance de ce jeune prince, à qui la mort de son père pouvait imposer d'un moment à l'autre, la lourde charge du gouverne-

ment? Le chancelier était en droit de se féliciter qu'en une aussi grave occurrence, ce qu'il appelait le devoir fût d'accord avec l'ardent désir dont il était possédé de ne pas se dépouiller de cette dictature dont il tirait orgueil et que dénonçait durement la princesse impériale.

Devenue impératrice, résignée à tolérer sa présence et à le laisser gouverner, puisque son concours était indispensable, elle dissimulait son ressentiment et ne s'exprimait plus sur lui avec la même liberté qu'autrefois. Elle le ménageait pour ne pas envenimer une haine dont elle avait tant souffert et dont son époux eût été la victime plus encore que par le passé. Mais elle n'en souffrait pas moins cruellement, et lui avec elle, en voyant leur fils tombé au pouvoir de cet intraitable ennemi. Chaque témoignage de faveur donné par le kronprinz à Bismarck était pour ses parenta un coup de poignard. La vie familiale des HohenzoUern a été à cette époque enveloppée de trop de mystère pour qu'on puisse se flatter d'en dévoiler les péripéties sans s'exposer à travestir la vérité. Il en est qui échappent à l'Histoire parce qu'elles n'ont eu d'autre témoin que des personnages intéressés à les taire ou à les faire oublier. Mais il a été alors de notoriété publique qu'à maintes reprises, l'Empereur et l'Impératrice ont adressé d'amers reproches à leur fils, pour l'affectation qu'il mettait à frayer avec les Bismarck, et à recevoir d'eux, avec une bruyante reconnaissance, des témoignages de dévouement. Il n'est pas douteux qu'il a protesté contre ces reproches d'un accent de révolte. On le disait à Berlin, et il semble bien qu'on disait vrai.

Il est au moins certain qu'à la Cour, deux camps s'étaient formés, le camp de Charlotten-

bourg et le camp de Postdam, A Charlottenbourg résidait l'Empereur, A Potsdam résidait le prince Guillaume. Les deux résidences étaient bien en réalité deux camps ennemis, deux forteresses rivales, armées en guerre. Quoiqu'il convienne de n'accueillir qu'avec réserve les rumeurs qui s'en échappaient, on ne saurait les passer complètement sous silence, alors que leur vraisemblance est établie par ce fait que, depuis la scène qui s'était déroulée à San Remo, à la veille de la mort de Guillaume P^, son petit-fils était brouillé avec sa mère et que cette situation se prolongea jusque vers la fin d'avril.

A cette date, la reine d'Angleterre était arrivée à Charlottenbourg. Elle venait prêter à sa fille, dans les douloureuses circonstances que traversait celle-ci, son assistance maternelle et tenter de la réconcilier avec son fils. Elle passa deux jours auprès d'elle et s'entretint à plusieurs reprises avec lui. On a raconté qu'il s'était d'abord conduit de manière à la convaincre qu'il ne lui portait pas des sentiments meilleurs que ceux qu'il portait à ses parents. Mais ce récit est dépourvu de preuves , tandis qu'il est certain que lorsque, quarante-huit heures plus tard, elle partit pour rentrer à Londres, la mère et le fils étaient réconciliés. Il est vrai que la reine, étant allée à Berlin, avait vu le prince de Bismarck et que, peut-être, il n'était pas étranger au rapprochement. Il reconnaissait après son départ qu'elle s'était « très bien comportée », et en

elFet, en causant avec lui de l'opposition qu'il avait faite au mariage de la princesse Victoria avec le prince de Battenberg, elle lui avait donné raison.

— Je l'ai dit à ma Rlle, avait-elle ajouté. C'est très bien de ne pas oublier sa patrie et de lui faire avoir autant d'avantages qu'on

peut. Mais elle ne doit pas oublier qu'elle a besoin de l'attachement des Allemands et que son devoir et de tout faire pour se le gagner.

Marie-Thérèse d'Autriche n'eût pas parte autrement à Marie-Antoinette et on peut supposer que Bismarck, ravi de l'appui que lui apportait la reine d'Angleterre pour résoudre une question depuis longtemps fertile en embarras et en querelles, lui aurait exprimé sa gratitude en poussant le kronprinz dans les voies de là réconciliation. Reste cependant la question de savoir si cette réconciliation était sincère. IL est permis d'en douter lorsqu'on lit dnns un rapport diplomatique le récit scène violente entre la mère et le fils, dont ais de Charlottenboui^ aurait été le théâtre, e temps après le séjour de la reine Victoria. >ératrice ayant reproché au kronprinz de se lire déjà comme si son père était mort et le rinz ayant répliqué avec insolence, elle l'aulenacé n de le faire interner à Custrin ».

Faites, ma mère, aurait-il répondu; mais, ue je serai le maître, je vous embarquerai l'Angleterre.

LE KÈGNE d'un MORIBOND 183

Dans ces paroles, on devine l'inspiration des Bismarck. Peut-être le chancelier avait-il rappelé au prince Guillaume qu'un siècle plus tôt, la princesse Louise-Ulrique de Prusse, sœur de Frédéric II et reine de Suède, s'était vue, après la mort de son mari, éloignée de Stockholm par son fils Gustave III devenu le maître et qu'antérieurement Louis XIII avait agi de même envers sa mère, Marie de Médicis. Guillaume II ne serait donc pas le premier souverain qui aurait mis fin par un ordre d'exil à des difficultés suscitées contre lui dans sa propre famille. D'ailleurs,

dans la maison de HohenzoUern, on en avait vu bien d'autres et les drames d'intérieur n'étaient pas chose nouvelle. Seulement, dans celui que nous racontons, c'est l'ambition du chancelier qu'on trouve comme mobile. On peut, sans craindre de se tromper, lui attribuer la responsabilité de tout ce que le futur empereur fait de répréhensible. Si ce n'est pas lui qui en est l'instigateur, c'est son fils Herbert qu'il ne désavoue pas. Le père et le fils sont d'accord pour enguirlander Guillaume, pour encourager ses velléités belliqueuses.

Sans doute le chancelier se promet de mettre plus tard le holà à une politique d'aventure. Mais, pour le moment, il ne songe qu'à flatter son disciple, car, ce qui lui importe avant tout, c'est de se maintenir dans sa confiance afin de consolider inébranlablement son propre pouvoir. Il feint de lui céder en tout et pour tout, même lorsque,

dans son for intérieur, il ne l'approuve pas, 11 veut le mettre dans l'impossibilité de se passer de lui, quitte, lorsqu'il sera son ministre, & lui résister au nom de la raison d'Etat,

Les preuves sont nombreuses de ces calculs ténébreux. Lorsque, au mois de mai, il montre les dents à la France et à la Russie en faisant, contre toute vraisemblance, courir des bruits de guerre, il joue une comédie que cependant certaines gens prennent au sérieux, Hohenlohe écrit dans son Journal : » Bismarck veut à tout prix conserver ses fonctions sous le règne du kronprinz actuel. Il lui avait déclaré, il y a quelques mois, qu'il lui offrait ses services, à condition qu'il ne veuille pas la guerre. A l'heure qu'il est, dit Bleichrœder, il resterait même au prix de la guerre. Les tracasseries de ces derniers temps étaient une concession faîte au futur Empereur et à ses conseillers militaires. »

Herbert de Bismarck, « une calamité pour l'empire », et le général de Waldersee sont les plus entreprenants de ces conseillers. Leur influence sur le prince Guillaume n'est pas moins funeste que e du chancelier, encore qu'elle s'exerce avec moindre habileté que la sienne. Ils le poussent 1 guerre. Le chancelier n'arrête pas leur effort, it convaincu qu'elle est impossible tant que Fréic III sera vivant et qu'il n'y a aucun danger à ser la cour et la ville en parler avec persistance. îs en parlent beaucoup en effet, non sans mêler

à leurs alarmes de vives critiques qui se résument ainsi : « On n'a pas le droit de faire la guerre simplement parce qu'on est mieux armé que ses adversaires. »

Tant d'agitation et tant d'intrigues n'étaient pas faites pour adoucir l'agonie de Frédéric III. Mais en fut-il informé et dans quelle mesure ? Les ombres qui enveloppent son règne de trois mois s'épaississent davantage aux approches de sa mort. Cependant, quand on songe à la tendre sollicitude que lui prodiguait sa femme, on est naturellement conduit à penser qu'elle s'est ingéniée à empêcher d'arriver jusqu'à lui les informations susceptibles de rendre plus douloureux et plus amers ses derniers moments.

Au commencement du mois de juin, il avait quitté le château de Chariot tenbourg pour s'installer au Nouveau Palais à Potsdam, résidence somptueuse construite à grands frais par Frédéric II, aussi remarquable par son architecture que par la beauté de son parc tracé à travers les forêts royales. C'est là que Frédéric III était né, qu'il avait longtemps vécu et qu'il voulait mourir. En y

arrivant, il conçut le désir d'en changer le nom et décréta que désormais le Nouveau Palais s'appellerait Friedrichskron, — couronne de Frédéric, — circonstance qui serait dépourvue d'intérêt historique, si elle ne fournissait un nouvel exemple du peu de respect de Guillaume II pour la mémoire et la volonté de son père. A peine empereur, il ren-

"Vl"

dra au Nouveau Palais son ancienne dénomination. C'est tout ce que nous savons positivement de ce qui s'est passé à la veille et au lendemain de la mort de l'Empereur survenue le 15 juin.

Quant à l'événement lui-même, il ne nous apparaît qu'à travers des versions contradictoires. D'après Bismarck, le mourant, quelques instants avant de rendre l'âme, lui a pris la main et l'a mise dans celle de l'Impératrice auprès de qui le chancelier serait resté durant plusieurs heures après le décès, afin de l'assister dans sa détresse. Mais Hohenlohe nous donne un récit très différent. D'après lui, peu de jours avant la mort de l'Empereur, le chancelier est venu le voir ; il était très ému. Il a fini par dominer son émotion et s'est retiré en disant « qu'il n'avait pas le temps de faire de la politique de sentiment ».

Hohenlohe nous apprend aussi que la veuve ayant fait dire à Bismarck qu'elle désirait le voir, il avait répondu qu'il ne pouvait aller chez elle, étant tenu de se rendre auprès de l'Empereur son maître.

Peut-être n'y a-t-il là que des bruits de cour et faut-il considérer de même cette autre rumeur d'après laquelle l'Impératrice se serait hâtée de mettre ses diamants en sûreté en les envoyant à l'ambassade d'Angleterre. Il est remarquable que, dans ces récits,

il n'est pas question du prince Guillaume, ni d'aucun membre de la famille impériale. En revanche, ils sont tous d'ac-

cord pour constater qu'à peine l'Empereur mort, le château avait été entouré d*un cordon de troupes et qu'on n'avait plus su ce qui s'y passait.

Ainsi se terminait le drame qui se jouait à Berlin depuis que s'était déclarée la maladie de Frédéric. Son fils n'en sortait pas grandi. Dans toutes les cours sa conduite était jugée sévèrement. A celle d'Angleterre, elle avait depuis longtemps excité l'indignation, et le prince de Galles, à l'ordinaire circonspect et modéré, exprimait la sienne en termes violents. Peu de jours avant les obsèques de son beau-frère, auxquelles il devait assister, il était l'hôte du *roi Carol de Roumanie à Sinaïa. Située dans un vallon verdoyant, au sein des montagnes, à une centaine de kilomètres de Bucarest, cette jolie petite ville est la résidence d'été de la cour roumaine. Elle contient dans son enceinte le château de Pélês, décoré du nom de château royal, bien que ce ne soit qu'un vaste chalet où habite le Roi, et le château de Pelisot, destiné au prince héritier. Durant le séjour que fit le prince de Galles auprès du roi Carol, il ne lui cacha pas le « sentiment de dégoût » que lui inspirait son neveu. Telle était sa colère qu'il craignait de ne pouvoir, une fois à Berlin, en contenir l'éclat et s'empêcher de donner à Guillaume la leçon qu'il méritait. Le Roi eut beaucoup de mal à le calmer.

— Dans l'état où je vous vois, lui dit-il, vous feriez peut-être mieux de renoncer à votre voyage.

Il serait fâcheux et grave que le futur roi d'Angleterre se brouillât avec l'empereur d'Allemagne '.

Le prince de Galles entendit raison, et sa colère s'apaisa au moins extérieurement ; mais, longtemps encore, elle devait gronder en lui. Quelques semaines plus tard, étantà Vienne, et ayantappris que son neveu allait y venir, il en partit à l'improviste, afin de ne pas le rencontrer.

Est-il téméraire de supposer que lorsque, à une époque encore plus rapprochée de dous, il concevra le projet d'opposer à la Triple-Alliance, la Tri pie- En tente, le souvenir des événements de 1 888 ne sera pas étrangère l'orientation nouvelle qu'une Tois en possession de la couronne britannique, il entend imprimer à la politique mondiale?

Parmi ces événements, il faut compter la proclamation que Guillaume II, le jour même de la mort de son père, adressait à l'armée allemande. On se rappelle que l'évocation des gloires ancestrales y tenait la plus grande place, « Nous nous appartenons l'un à l'autre, moi et l'armée, y était-il dit;

ns la comniunicalion qui m'a été Taite relalivemenl icident et de la source la plus autorisée, il est dit roi de Roumanie, ayanl dissuadé le prince de Galles k Berlin, celui-ci suivit ce conseil. Il y a lA une erreur. ir roi d'Angleterre était à Potsdam le 2ï juin, huit prés la mort de son beau-frére. Hohenlohe raconte date que ce même jour il est allé le voir : » H ne me >aB que la RroBsiéreté de la famille Bismarck, père

nous sommes créés Tun pour Tautre, et nous resterons fermement et inséparablement unis, qu'il plaise à Dieu de nous donner le calme ou Torage. » C'est presque un cri de guerre dont l'écho retentira désormais dans l'Histoire comme une prédiction pour l'avenir. Le message adressé, trois jours plus tard, au peuplé allemand était d'un accent plus modéré. L'Empereur promet u d'être un prince juste et clément, d'entretenir la piété et la crainte de Dieu, de protéger la paix, de veiller au bien de son pays, d'être le soutien des pauvres et des malheureux et le fidèle gardien de la justice », promesse ras-r surante assurément, mais qui ne corrigea qu'à demi l'effet produit par le caractère guerrier du premier manifeste.

A l'heure où l'Allemagne prenait connaissance des paroles impériales, on procédait à Berlin aux funérailles de Frédéric III. Celles de Guillaume P^ avaient été entourées de pompe et presque théâtrales. Celles de son fils furent surtout remarquables par leur simplicité, coijime si les organisateurs avaient voulu détourner l'attention publique de ce malheureux prince et le faire oublier.

Enfin, le 28 juin, avait lieu l'ouverture de la session du Reichstag. L'Empereur s'y montra devant les représentants de son peuple, casque en tête, son uniforme couvert du manteau de pourpre des chevaliers de l'Aigle-Noir. Rois et roitelets de la Confédération germanique étaient groupés autour de lui et, à son immense auditoire, il jeta des

paroles de paix. Mais ce n est pas seulement sur lui que se portaient les yeux de la foule accourue pour le voir et pour l'entendre. Ils allaient aussi au prince de Bismarck, debout sur les marches de ce trône dont les Hohenzollem lui étaient redevables.

Il était là, ((rajeuni de dix ans », plus grand et plus populaire que les plus populaires et les plus grands, presque Tégal de l'Empereur, tant il était fort de son influence sur lui et du prestige que lui avaient assuré les services rendus à F Empire. En cette heure solennelle on peut lui appliquer le mot du poète : il marche vivant dans un rêve étoile. Mais sa puissance l'aveugle. Il ne s'aperçoit pas que la voie lumineuse sur laquelle il avance triomphant est en déclivité et qu'elle conduit à l'abîme.

A peine en possession de la couronne, Guillaume II voulut donner au prince de Bismarck un témoignage éclatant de confiance et d amitié : il alla le voir à Friedrichsruhe. Une photographie nous a conservé le souvenir de cette visite. On y peut admirer TEmpereur sur la pelouse du château, le chancelier à son côté. Quelques semaines plus tard, Bismarck rappellera avec complaisance les attentions dont il a été l'objet de la part du maître durant son séjour à la campagne.

— Vous vous souvenez, la dernière fois qu'il est venu ici, comme il était attentif et prévenant. Le soir, il fut tout étonné que j'eusse attendu jusqu'à onze heures et que je ne me fusse pas couché. Ah ! ce n'est jamais son grand-père qui m'aurait dit chose pareille ! Et le matin, ce fut lui qui m'attendit. 11 se leva, contre toutes ses habitudes, à neuf heures parce qu'il croyait que je dormais toujours jusqu'à cette heure-là. Il entra dans ma chambre au moment que je me lavais et quand j'étais à peine habillé. Il me mit gentiment la main sur l'épaule et je dus passer en hâte ma robe de chambre pour le recevoir convenablement. Et d'un

accent d^indulg^ence, il ajoute : — il n'y a guère à reprendre en lui que les choses sans importance : par exemple, la tournure de certains de ses discours. Il y met des mots nouveaux qu'il a été pêcher dans les journaux. Mais ça c'est la vivacité de la jeunesse et il se corrigera avec le temps. Il vaut mieux avoir trop de feu que pas assez.

C'est un langage analogue que tient Bismarck dans tous les milieux où il juge utile de mettre en lumière les mérites du jeune empereur et l'ascendant grâce auquel il le domine. Dans les couloirs de la Chambre des Seigneurs, il se plaît à raconter qu'il s'est engagé à servir son souverain aussi longtemps que ses forces le lui permettront.

— Nous sommes d'accord, dit-il, pour im programme de paix extérieure et de réformes intérieures, législatives et religieuses.

Et il laisse entendre que- ce programme c'est lui qui l'a dicté.

On reconnaît encore son inspiration dans les propos tenus au cercle de la Cour par le roi de Saxe après les funérailles de Frédéric III.

— On a créé une légende sur les dispositions belliqueuses du nouvel empereur, déclare ce monarque. Il est et sera très raisonnable et très modéré. Nous en avons pour garant l'empressement qu'il met à suivre les conseils du chancelier.

Ces détails, répandus de tous côtés, ne pouvaient que rassurer l'opinion. Elle s'était d'abord inquiétée

de voir monter sur le trône un prince à peine âgé de trente ans, ardent et plein de fougue, dont les préoccupations semblaient concentrées sur la représentation de la guerre et qu'on

voyait, partout où il résidait, organiser en quartier général sa maison militaire, visiter les troupes, multiplier les revues, lès simulacres de combat, surprendre au milieu de la nuit les soldats dans leurs casernes en donnant le signal d'alarme, se mettre à la tête des régiments, franchir à cheval des obstacles et trahir en toute occasion un véritable goût d'aventures.

« Heureusenxent, remarquait-on, le chancelier est auprès de lui et le modérera . »

Plus que jamais, la présence de Bismarck à la tête des affaires était considérée comme une garantie de la sécurité de l'Empire. Ses ennemis euxmêmes en convenaient ; ils pensaient que le moment n'était pas opportun pour travailler à son renversement.

« Nous n'aurions pas à nous réjouir de sa disparition, écrivait l'un d'eux, car il est aujourd'hui un modérateur. Qui pourrait le remplacer dans ce rôle ? Ce n'est pas le général de Waldersee, qui est tout à la volonté de Guillaume ; ce n'est pas davantage Herbert de Bismarck, qui suit aujourd'hui les inspirations de son père, mais qui, livré à lui-même, deviendrait rapidement plus dangereux qu'il n'est. Par son tempérament brutal au fond, sous un vernis de politesse affectée et de bonhomie familière, il répond trop à la nature de Guillaume II

pour pouvoir y résister. Il a d'ailleurs pour homme de confiance le baron de Holstein, l'ancien espion du comte d'Arnim, détracteur systématique de la France et partisan passionné de mesures violentes. Bismarck pour Bismarck, mieux vaut le père que le fils. »

Ainsi, dès le début du règne de Guillaume II, le maintien du prince de Bismarck au pouvoir s'imposait et ses adversaires les

plus déclarés s'inclinaient patriotiquement devant cette nécessité.

Ce n'est pas cependant que leur ressentiment se fût apaisé ; il était entretenu, — tel un feu sacré confié aux soins de vestales, — dans l'entourage des deux impératrices veuves qui nourrissaient contre Bismarck tant de griefs légitimes. Il avait des échos dans les Cours européennes. A Vienne, il avait provoqué une brouille entre l'héritier de la couronne, l'archiduc Rodolphe, et son intime ami l'empereur Guillaume, « brouille de camarades », mais poussée si loin que bientôt après, en apprenant que Guillaume allait arriver dans la capitale d'Autriche, Tarchiduc partait sous prétexte d'aller chasser dans le Tyrol en compagnie du prince de Galles qui, pas plus que lui, ne voulait se rencontrer avec l'impérial visiteur.

A la Cour d'Angleterre, les dispositions n'étaient pas meilleures. On y connaissait les scènes violentes qui avaient eu lieu entre la veuve de Frédéric III et son fils, ainsi que divers rapports confidentiels concernant Bismarck, envoyés à Londres par l'im-

pératrice Victoria, avec des papiers de son mari, et qui témoignaient de la malveillance du chancelier pourFempereur défunt. Ces dispositions, la reine d'Angleterre ne les dissimulait pas. Recevant le général de Winterfeld, envoyé à Windsor pour lui notifier lavènement de Guillaume II, elle Técoutait silencieuse et, après Tavoir entendu, lui demandait brusquement :

— Quand partez-vous ?

Déconcerté d'abord par cette question, l'ambassadeur ne recouvrait un peu de sang-froid que pour lépondre :

— Aujourd'hui même.

Ces incidents démontrent combien était tendue la situation entre Londres et Berlin ; elle allait se prolonger jusqu'au jour où l'empereur d'Allemagne, ayant résolu de se séparer de Bismarck, chercherait par avance des approbateurs parmi les adversaires du chancelier. Mais, à cette heure, il ne songeait pas encore à recourir à cette extrémité. Il en était avec son ministre aux enchantements de la lune de miel . 11 le consultait en toutes choses et suivait aveuglément ses conseils. Comme pour rendre plus éclatante la faveur dont il l'honorait, il continuait à faire d'Herbert de Bismarck son compagnon de tous les instants. 11 allait le surprendre chez lui, le recevait dans l'intimité et, sous toutes les formes, il lui prodiguait publiquement les marques les plus flatteuses de sa faveur.

Il était alors au moment d'entreprendre une

tournée de visites en Russie, en Autriche et dans les Cours Scandinaves où il avait à cœur de se faire connaître et il était décidé qu'Herbert l'accompagnerait. En ce qui touche la Russie, il avait, dès le 29 juin, annoncé son voyage au grand-duc Wladimir qui traversait Berlin.

— C'est un témoignage de déférence personnelle que je dois au Tsar, lui avait-il dit, et que je tiens à lui donner en souvenir de mon grand-père.

Le prince de Bismarck était l'inspirateur de cette résolution. Mais, comme il lui importait que la Cour d'Autriche n'en prît pas ombrage, il envoyait à Vienne, en le chai^eant d'explications

amicales, le général de Waldersee, désigné depuis longtemps pour participer au commandement des armées austro-allemandes en cas de guerre avec la Russie. A cette date, le Cabinet de Berlin ne redoutait la guerre que de ce côté. Mais il était convaincu que la France s'en mêlerait, et, comme le vieux de Moltke semblait craindre que l'Allemagne ne pût tenir tête des deux côtés sans un effort considérable, on multipliait les mesures de défense sans leur donner d'éclat.

Nous passerons rapidement sur les voyages qui,

pendant les six mois de l'année i888, remplirent

l'existence de l'Empereur. Les incidents auxquels

ils donnèi-ent lieu ont eu dans toute l'Europe un si

I retentissement qu'il serait superflu de les

stituer dans leurs détails. 11 suffira de faire

rquer que, pourvu d'un peu plus de perspica-

cité, Guillaume II eût compris qu'à Texception du roi d'Italie, les souverains auxquels il s'était annoncé sans être invité, auraient autant aimé ne pas le voir. A la Cour de Russie, le souvenir de ce qu'on appelait le double jeu du prince de Bismarck n'était pas éteint ; on se défiait toujours de l'Allemagne. A Vienne, il en était de même, avec cette aggravation que la défiance de la chancellerie autrichienne s'envenimait de la brouille dont nous avons parlé plus haut, survenue entre Guillaume et le prince héritier. A Copenhague et à Stockholm, on se plaignait d'être contraint par la visite impériale, aussi coûteuse qu'inattendue, à des dépenses qui creusaient un trou dans le trésor roval.

L'Empereur ne fut dédommagé de ces dispositions que par Taccueil qui lui fut fait à Rome. Mais, là encore, son défaut de tact allait se manifester, dans sa visite au Vatican, par le langage presque impertinent qu'il osa tenir à Léon XIII, et qui faisait dire au vénérable pontife, à l'issue de la visite, que « ce jeune homme était opiniâtre et vain et qu'on pouvait craindre que son règne ne se terminât par des désastres; » On n'a pas oublié qu'au cours de cette visite, Herbert de Bismarck aggrava la conduite de son maître par la sienne. On sait avec quelle brusquerie il força la porte du cabinet pontifical et y entra en poussant devant lui le prince Henri de Prusse, frère de Guillaume, interrompant ainsi l'entretien commencé entre le

Pape et l'Empereur. Disons à sa décharge qu'il a toujours été admis dans le monde romain que, s'il s'était livré à cette manifestation, c'est qu'il avait reçu de son maître l'ordre de couper court à l'en- I revue si elle se prolon^ait au delà de quelques instants. Il faut encore mentionner qu'à la suite de ces incidents, le cardinal Rampolla, secrétaire d'État du Vatican, mit tous ses soins à atténuer autant que possible la portée des actes reprochés à l'Empereuret à ses compagnons . Devant le corps diplomatique, il s'abstint de toute allusion à l'hostilité préconçue de Guillaume et à l'inconvenance d'Herbert de Bismarck

Ce n'est pas seulement le Saint-Père qu'avait offensé le fils du chancelier. Au Quirinal, la Reine elle-même eut à se plaindre de lui. N'avait-il pas poussé l'inconvenance jusqu'à faire publiquement une visite à la femme du premier ministre, \{me Crispi, que la Reine ne recevait pas?

Le voyage de Rome, le dernier de ceux que fit

l'Empereur, en 1888, terminait pour cette année

ses excursions à travers les Cours européennes.

Nulle part, là où il avait passé, on ne gardait de

lui des souvenirs favorables. Physiquement, on

it trouvé vulgaire de manières, lourd de buste,

ont sans ampleur, « avec ses oreilles bourrées

>ton et son bras malade caché sous un dolman

lussard. » II est dit dans un rapport diploma-

i que lui et son favori, Herbert de Bismarck,

t pas mieux réussi l'un que l'autre à Vienne et

à Rome : « Leur brusquerie hautaine envers les hommes et leur galanterie soldatesque envers les femmes le plus haut placées ont laissé l'impression que Ton avait affaire à des reîtres du moyen âge. »

Au moment où Guillaume II rentrait à Berlin, un événement d'une autre nature préoccupait l'opinion et faisait l'objet des commentaires les plus passionnés. Au mois de septembre précédent, une gazette allemande, la Deutsche Rundschau, avait publié des fragments d'un journal tenu par Frédéric 111, alors qu'il n'était encore que kronprinz. Présentés comme des extraits de ses mémoires, ces fragments remontaient à l'année de la guerre avec la France et aux années antérieures. Les dires et les réflexions du prince trahissaient avec évidence des sentiments hostiles à la politique et à la personne du chancelier. En les lisant, celui-ci était entré en fureur, fureur d'autant plus grande que la

publication avait été faite par un homme don*^ l'honorabilité ne pouvait être contestée, le professeur Geffeken, un des plus chers amis de l'empereur Frédéric, ardemment dévoue à sa mémoire, mais que Bismarck tenait en suspicion.

Cette antipathie remontait à l'année 1876. A cette époque, le kronprinz Frédéric, voulant obtenir un emploi pour le professeur Geffeken, l'avait présenté au chancelier comme un homme « de pensée réfléchie et de grande expérience. » A cette recommandation Bismarck avait répondu en accusant

Geffeken d'appartenir « à ce parti de TEglise évangélique qui pactisait avec le Centre et les Jésuites et se montrait toujours hostile à tout développement de TEmpire d'Allemagne. » Le kronprinz avait protesté, affirmant que son protégé était un champion du protestantisme le plus ardent et du patriotisme le plus pur. Bismarck n'en était pas moins resté dans les mêmes sentiments et considérait encore comme un ennemi le professeur Geffeken par qui le journal de Frédéric venait d'être publié. Sous l'empire de son emportement, Bismarck avait fait saisir la Deutsche Rundschau et insérer au Journal officiel un rapport adressé à l'Empereur, dans lequel il cherchait à établir la non-authenticité des papiers en cause. Enfin, poussant la colère à l'extrême, il avait fait emprisonner le docteur Geffeken en le traduisant devant la Haute Cour de Leipzig comme coupable de trahison. Dans son rapport, et pour démontrer que les prétendus Mémoires étaient de pure invention, il ne craignait pas de déclarer qu'en 1870, le kronprinz Frédéric, soupçonné par son père de révéler à la Cour d'Angleterre certains secrets d'Etat, avait été tenu à l'écart des questions les plus intimes de la politique, et qu'en conséquence, il n'avait pu parler de choses qu'il ignorait. Sans

respect pour la mémoire de l'empereur défunt, il ajoutait qu'en admettant l'authenticité du document, sa publication constituait un crime contre l'Etat, et que, le coupable n'étant pas là pour en répondre, la respons£^J>ilité

devait en être imputée à l'exécuteur de sa volonté. Nous avons la preuve, — c'est Maurice Busch qui nous la donne, — qu'en niant l'authenticité, il jouait une comédie. A cet égard, le récit de son conlident est signilicatif.

— Voici ce que nous allons faire, lui déclare le chancelier. Nous allons commencer par dire que c'est un faux. Si, en.suite, on nous prouve que c'est authentique en nous montrant le manuscrit original, nous changerons de tactique, et nous agirons en conséquence.

Le confident fait alors observer qu'à son avis, l'authenticité n'est pas douteuse.

— Vous avez raison, réplique Bismarck, et, pas plus que vous, je n'en ai douté. Mais cela ne fait rien ; il faut traiter ce papier comme «n faux.

Et il en fut ainsi jusqu'au jour où, à la date du 4 janvier 1889, la Cour de Leipzig libéra Gelfekeu de l'accusation portée contre lui et prononça son acquittement à l'unanimité, en des conditions telles que l'arrêt qui l'acquittait fut considéré de toutes parts comme la condamnation de ses accusateurs. Cette afTaire avait mis en lumière l'impuissance du chancelier à se dominer en face des atteintes portées à son autorité, et son attitudeélait universellement blâmée. 11 eût été juste que l'Empereur, coupable d'avoir

laissé accuser publiquement son père, encourût de la part de l'opinion les mêmes blâmes que son ministre. Mais, en fait, il n'eut pas à les subir autant qu'il eût pu le craindre. On l'excusait

dans une certaine mesure, en raison de Tinfluence que Bismarck exerçait sur lui. C'est à Bismarck qu'allèrent surtout les critiques.

Cet épisode est important, parce qu'on y voit, pour la première fois, le chancelier fournir à son maître un argument susceptible de se retourner contre lui. Au moment où l'Empereur se séparera du dictateur qu'il a toléré jusque-là, il se rappellera qu'un an avant, celui-ci l'a compromis dans cette affaire des papiers Geffeken, en provoquant maladroitement une décision judiciaire qui constituait un désaveu de la conduite du chef de l'Etat, constitutionnellement responsable de celle de son chancelier.

En dépit des incidents qui se déroulaient en Allemagne depuis le début du règne, l'année 1888 s'achevait sans avoir ébranlé l'ascendant du prince de Bismarck sur le souverain. Plusieurs mois devaient s'écouler avant que Guillaume II, commençant enfin à ouvrir les yeux sur les périls que faisait courir à la dynastie le despotisme du chancelier, comprît la nécessité de s'en affranchir, et entrevît la possibilité de le faire.

La question qui se pose alors est celle de savoir non pas seulement si le chancelier conservera assez d'influence pour remplir auprès du souverain, en cas de nécessité, le rôle de modérateur, mais encore s'il saura le remplir. Les courtisans, qui gardent des doutes à cet égard, rappellent à qui veut les entendre qu'au temps de Guillaume I®', c'est

TEmpereur cjui modérait Bismarck, et que celui-ci, par conséquent, n'est pas préparé à la tâche que les circonstances peuvent exiger de lui. Dès lors, n'est-il pas à craindre que, s'il s'aperçoit de Tinefficacité de ses conseils de modération, au cas où il jugerait utile d'en faire entendre, il n'insiste pas et cède à toutes les volontés du maître, afin de n'être pas condamné à quitter le pouvoir qu'il entend conserver à tout prix.

Mais ces commentaires et ces hypothèses qui, dans les salons de Berlin et dans le monde politique, alimentaient les conversations, n'avaient trait qu'à l'avenir, et le présent ne permettait pas de prévoir le terme de la faveur du chancelier ni qu'un jour viendrait où ses conseils ne seraient plus écoutés. Le l^^ janvier 1889, on eut la preuve qu'ils étaient toujours suivis. Un décret impérial décerna le grand cordon de l'Aigle Noir à l'ancien ministre de l'intérieur Puttkamer, dont Frédéric III, à son avènement, avait exigé la démission. Cette distinction accordée à un personnage qui lui avait été toujours hostile, fut considérée comme une injure à sa mémoire et une offense pour sa veuve, grief nouveau qui vint s'ajouter à tous ceux que les ennemis de Bismarck avaient accumulés contre lui. Il irrita au plus haut degré les deux impératrices douairières et peut-être, ce jour-là, l'Empereur se laissa-t-il émouvoir par leurs plaintes. Ce qui permet de le supposer, c'est que ce fut le dernier acte par lequel se manifesta l'influencé souveraine de Bismarck sur Guillaume II, et que parmi

ceux qui suivent, on n'en constate plus désormais aucun ayant un caractère injurieux pour ses parents.

L^année qui commence s'écoulera sans complications nouvelles entre sa mère et lui. Une réconciliation définitive s'opérera

dans la famille impériale et plusieurs faits en attesteront la sincérité, C'est du reste une année toute à l'apaisement. En prévision de l'Exposition Universelle qui allait s'ouvrir à Paris, un accord semblait être interv^enu entre toutes les Puissances pour faire trêve aux différends qui les divisaient. Les relations entre la France et l'Allemagne devenaient plus cordiales. Le consentement donné par le Cabinet de Berlin à l'exhumation des cendres de Lazare Carnot, demandée par le gouvernement français, qui voulait les transporter de Magdebourg au Panthéon, imprimait aux rapports des deux Etats un caractère de courtoisie qui était réciproquement interprété comme un désir de rapprochement. Il est au moins certain qu'il y avait une détente, et que Guillaume II s'y était prêté. Au mois de mai, en conférant la décoration de l'Aigle Noir au comte de Munster, ambassadeur d'Allemagne à Paris, il lui écrivait qu'il avait voulu le récompenser « pour le service qu'il a rendu à l'empire en maintenant la paix avec la France. » D'autre part, il se prononçait pour la suppression du régime des passeports à la frontière d'Alsace-Lorraine, et il invitait le chancelier à lui proposer une combinaison qui atténuait les malheureux effets de ce régime arbitraire.

L'apaisement qui régnait au dehors avait sa répercussion à rintérieur de Tempire. Dans les Chambres comme dans la presse, la politique coloniale tenait la plus grande place ; on commençait à parler de la création d'une flotte de guerre, mais ces questions ne passionnaient pas encore Topinion. Le chancelier, on le sait, avait été toujours hostile au développement de la puissance allemande au delà des mers. Dans ses conversations avec les personnages politiques, il ne dissimulait pas son opinion. On l'avait entendu et on Tentendait encore déclarer « qu'il en avait assez des aflfaires coloniales ».

— Je n'en ai jamais été fanatique, disait-il, je le suis moins encore, depuis que je me vois débordé par des gens qui ont cru trouver en Afrique des trésors, des emplois, des sinécures et qui, désabusés, voudraient obliger r Etat k les leur procurer. Ils auront beau faire, je ne me laisserai pas entraîner. Seulement, tout cela me fatigue et je voudrais bien me débarrasser de ce fardeau. Peut-être le pourrais-je en créant un ministère des Colonies. Mais cette création n'est pas sans danger ; elle exciterait les ambitions des marins, et nous les verrions, pour cueillir des lauriers, jeter l'Allemagne dans des aventures inextricables. Je ne comprends rien à Tengouement de TAllemagne pour un domaine colonial.

Ces raisonnements ne pouvaient plaire au souverain qui pensait déjà « que l'avenir de l'Allemagne était sur l'eau ». Il ne semble pas cependant

que cette divergence de vues eût encore pesé sur ses rapports avec le chancelier. Il est vrai que celui-ci ue devait pas tarder à se laisser entraîner par le courant de l'opinion publique, d'où l'on peut conclure que s'il eût conservé le pouvoir, il se fût fait le défenseur des ambitions coloniales allemandes .

Entre temps, il lui arrivait encore de parler dédaigneusement de l'empereur Frédéric, comme s'il n'eût pas voulu désarmer même devant la mort. Parmi les propos qui lui ont été attribuésàce sujet, nous citons ceux qui suivent parce qu'ils résument tous les autres.

— Frédéric 111 se laissait guider par de médiocres conseillers et je ne parle pas des obsessions dont l'accablait sa femme. J'ai souvent remarqué qu'il était soulagé et comme réconforté quand

ma présence, auprès de lui, lui procurait un moment de répit. Au reste, il avait plus de cœur que de tète eteûtfait un mauvais empereur allemand.

Cet acharnement contre la mémoire d'un mort

témoignait des sentiments haineux de Bismarck,

mais aussi de sa maladresse et de son défaut de

clair vo}' an ce. En s'exprimant ainsi sans mesure, il

attisait les inimitiés déjà déchaînées contre lui, il

"" '•ugmentait le nombre et la violence. Dans le

le de la Cour, on commençait à se demander

Impereurne se lasserait pas bien tôt d'entendre

r de son père avec tant d'injustice et d'amer-

En étudiant avec quelque attention les incidents de toutes sortes qui, à cette époque, agitaient plus ou moins la Cour de Berlin et en les suivant dans leur succession autant qu'il est possible de le faire à travers les obscurités qui les enveloppent, on est amené à se convaincre que c'est à la date du 31 jan vier 1889, que commencent à s'opérer, dans la mentalité de Guillaume II, les changements qui vont aboutir à la disgrâce du chancelier.

Ce jour-là, arrivait à Potsdam la nouvelle du drame de Meyerling. La mort tragique et mystérieuse de Tarchiduc Rodolphe d'Autriche impres-'. sionna douloureusement l'Empereur. Comme nous l'avons dit, des souvenirs communs d'enfance et de jeunesse unissaient les deux princes. Mais, depuis longtemps, les liens de leur amitié étaient détendus. Leurs relations avaient per-

du tout caractère d'intimité et de confiance. Egalement lié avec le prince de Galles, l'archiduc s'était associé aux ressenti^ ments que l'héritier de la couronne britannique nourrissait contre son neveu depuis que celui-ci s'était révolté contre ses parents. Il ne dissimulait pas que son inclination antérieure pour Guillaume

n'existait plus. Mais l'Empereur allemand ne s'était pas détaché dans la même mesure de son ancien camarade 4 On en trouve la preuve dans la vivacité des regrets qu'il manifesta en apprenant sa mort. L'ambassadeur d'Autriche à Berlin en fut le témoin. L'Empereur, venu en personne pour lui communiquer le télégramme par lequel François-Joseph lui faisait part de la mort de son fils, se présenta à lui, le visage bouleversé et les yeux remplis de larmes. 11 voulait partir pour Vienne afin d'assister aux funérailles de son ami, et, s'il y renonça, ce fut sur l'instante prière de l'empereur d'Autriche, à qui l'ambassadeur avait fait part de cette intention.

L'attitude de Guillaume en cette circonstance eut pour premier effet de lui ramener le prince de Galles. Touché par les manifestations de la douleur de son neveu, l'oncle se montra moins sévère pour les actes passés, et les rapports familiaux entre la Cour d'Angleterre et celle d'Allemagne ne tardèrent pas à s'en ressentir. Quand la conduite de l'Empereur fut connue, on l'interprétia comme le symptôme d'un changement dans son esprit, qui devait tôt ou tard lui suggérer le désir de se soustraire aux influences qu'il avait subies jusque-là. Mais durant plusieurs mois encore, divers incidents qui se succédèrent dans la vie politique de l'Empire, ne le laissèrent pas se trahir. Ce fut d'abord le décès de l'impératrice Augusta, veuve de Guillaume P'. Depuis trop

longtemps, on attendait sa fin pour qu'elle pût produire un grand effet ; mais

la Cour fut en deuil et, durant cette période, toutes les intrigues semblèrent suspendues. Commencent ensuite les visites de souverains qui viennent rendre à Guillaume II celles qu'ils ont reçue de lui. Au mois de mai, le roi d'Italie arrive à Berlin. L'Europe ne s'en inquiète pas et s'émeut seulement lorsque le bruit se répand que l'Empereur a bu la pensée de le conduire à Strasbourg, ce qui serait une provocation à la France. L'émotion ne dure qu'un jour ; elle s'apaise lorsqu'on apprend que ce projet de voyage n'a jamais existé ou a été abandonné. La visite de l'empereur d'Autriche qui succède à celle du roi Humbert laisse le public dans l'indiflférence. On remarque seulement que, lors du banquet donné en l'honneur du visiteur, au toast de Guillaume, révélateur'deson tempérament belliqueux, François- Joseph a répondu sans faire comme lui une allusion à la guerre.

Guillaume a dit :

« Mon armée çi conscience qu'elle est fortement unie à la brave armée austro-hongroise pour le maintien de la paix dans nos Etats et que, si telle devait être la volonté de la Providence, l'une et l'autre combattraient coude à coude. »

La réponse de François-Joseph ne vise que la première partie de cette allocution et passe l'autre sous silence.

« Je bois, déclare- t-il, à la consolidation d'une union pacifique si profitable au bien des alliés ainsi que de toute l'Europe. »

On ne s'inquiète donc pas plus de la visite de Tempereur d'Autriche à Berlin qu'on ne s'est inquiété de celle du roi d'Italie. On

attendait avec plus de curiosité celle de l'empereur de Russie annoncée pour le mois d'octobre. On espérait qu'elle amènerait un peu de détente dans les rapports des deux pays, refroidis depuis longtemps par les diverses causes que nous avons exposées et plus récemment par les attaques de la presse allemande contre la situation financière de la Russie. Mais, après le départ du Tsar, on constate « qu'il s'est montré très froid et a faissé trop voir qu'il était venu contre son gré et uniquement par convenance, que la détente n'est qu'apparente, et que la visite ne modifie pas le fond des choses ».

Il n'y avait rien en tout cela qui pût amener un dissentiment entre l'Empereur et le chancelier. Mais, par ailleurs, des points noirs surgissaient. A la suite d'une conversation d'Herbert de Bismarck avec le grand-duc de Bade, celui-ci se plaignait à TEmpereur des impertinences du fils du chancelier dont il dénonçait « le tempérament brutal et emporté ». A cette occasion, le chancelier déclarait dans son entourage que si l'Empereur blâmait son fils, il le défendrait. « Il le considère comme le dépositaire de ses pensées intimes et le continuateur de son œuvre. » Le grand-duc signalait aussi à l'Empereur les périls de la politique agressive et funeste que Bismarck pratiquait contre la Suisse par des mesures douanières qu'il poussait jusqu'à fermer la

frontière d'Argovie, au risque d'altérer les bonnes relations qui existaient antérieurement entre TAllemagne et la Confédération helvétique et de jeter la Suisse dans 4es bras de la France.

L'Empereur aurait pu couper court à ces querelles en faisant acte d'autorité. Mais la conséquence ne serait-elle pas la retraite de Bismarck? Il reculait encore devant cette éventualité, ayant besoin du chancelier pour obtenir les crédits militaires qu'il de-

mandait au Reichstag. En attendant, et tout en multipliant envers lui les témoignages extérieurs de déférence, il accomplissait certains actes sans le consulter. L'un de ces actes combla de joie les ennemis de Bismarck. Depuis longtemps, Guillaume II s'était promis de remplacer le ministre de la Guerre, le général Bronsart de Schellendorf, par un homme complètement à lui. Son choix se porta sur le général Verdy du Vernois et le chancelier n'en fut averti que lorsque la décision ne pouvait plus être cachée. Mais il ne laissa rien paraître de son mécontentement. Son attitude fut la même en deux ou trois circonstances où il ne put obtenir des nominations ou des révocations qu'il avait demandées comme nécessaires au bien de l'Etat. On eût dit qu'il redoutait de provoquer un conflit, ne pouvant plus se dissimuler que l'Empereur subissait maintenant des influences contraires à la sienne.

Il serait téméraire de prétendre dévoiler le secret des intrigues qui s'étaient nouées contre lui à la

Cour de Berlin et qui devenaient de plus en plus actives. Mais toutes les informations s'accordent pour nous faire croire que le général comte de Waldersee en était Tâme. Celui-ci est encore un personnage à double face. On Ta vu tour à tour courtisan de Bismarck, en lutte avec lui, s'en rapprochant quand il croit à la durée de sa puissance et se rangeant de nouveau parmi ses adversaires quand il la sent ébranlée. Son mariage avec la veuve d'un prince de Schleswig-Holstein, grand' tante de l'impératrice Guillaume, lui a créé à la Cour une situation privilégiée. De la place qu'il occupe, il assiste aux conciliabules où sont forgées les armes qu'on utilisera contre Bismarck. Il participe aux démarches qui sont faites auprès de l'Empereur, et qui se résument

dans cette question que lui posent sa mère, sa femme, et d'autres personnes de son intimité ;

— Pourquoi ne régnez-vous pas effectivement et laissez-vous votre premier ministre régner à votre place ? Est-il de votre intérêt de tolérer derrière le trône quelque chose de plus grand que le trône ?

Ces questions sont pour Guillaume un avertissement ; elles inspireront désormais sa conduite ; son effort tendra à se saisir absolument et complè-

tement des rênes de l'Etat. A l'automne de 1889, sa résolution est devenue inébranlable. Mais il la dissimule encore, non pas seulement, comme nous l'avons dit, parce que la présence de Bismarck au

Reichstag lui est nécessaire, mais aussi parce que les élections pour le renouvellement de cette assemblée doivent avoir lieu au commencement de Tannée suivante et que la démission anticipée du chancelier pourrait influer sur leur résultat. 11 pousse même si loin la dissimulation que, le 31 décembre, en envoyant au chancelier ses souhaits de nouvel an, il termine sa lettre par la phrase suivante : « Je prie Dieu qu'il me conserve pendant de longues années le secours de vos conseils sûrs et dévoués dans le poste si difficile et si plein de responsabilités qui m'est échu comme chef d'Empire. » Mais, quoi qu'il en dise, il est visible que, dès ce moment, dans sa pensée, le prince de Bismarck est condamné à se soumettre ou à se démettre, car, ainsi que l'Empereur le dira bientôt, il s'agit de savoir si c'est la dynastie des Bismarck qui régnera sur l'Allemagne ou celle des HohenzoUern.

Au moment où la question se posait avec cette rigueur, les luttes électorales engagées de toutes parts sur l'étendue de l'Empire attestaient les progrès vertigineux du socialisme. La levée de boucliers de la classe ouvrière se traduisait en Westphalie par un formidable mouvement gréviste. Les classes dirigeantes s'en alarmaient. Elles se croyaient menacées des plus grands dangers, « peut-être même d'un massacre ». Les inquiétudes de l'Empereur n'étaient pas moindres. 11 ne les dissimulait pas, mais il croyait à la possibilité de

conjurer le péril en allant lui-même au devant des revendications ouvrières pour leur donner satisfaction dans ce qu'elles avaient de légitime.

— Si nous ne le faisons pas, disait-il, il se trouvera dans le Reichstag une majorité pour le faire et nous serons obligés de suivre, ce qui nous entraînera plus loin qu'il ne convient d'aller. Etudions donc les réformes qui peuvent être faites sans dommage pour la sécurité de TEtat et annonçons-les avant les élections.

Bismarck n'avait jamais été partisan des concessions et des accommodements quand ils semblaient lui être imposés. Lorsque, au mois de décembre, l'Empereur, après s'être enquis de la situation des ouvriers dans tous les pays, lui fit part de ses desseins, il protesta. Céder aux demandes des socialistes, fussent-elles modérées, c'était ouvrir la porte à toutes leurs exigences et se mettre dans l'impossibilité d'y résister. Il ne voulait voir, quant à lui, dans les revendications ouvrières qu'une révolte qu'il fallait écraser avant qu'elle ne se développât. Il fallait présenter au nouveau Reichstag, dès sa première réunion, une loi très sévère contre les socialistes, le mettre en demeure de la voter, et, s'il s'y refusait,

prononcer sa dissolution, après quoi, on réprimerait par la force les soulèvements qui pourraient se produire.

L'Empereur répliqua énergiquement qu'il n'entrerait pas dans cette voie.

— Mon grand-père, au terme d'un règne glo-

rieux, aurait pu le faire, s'il y avait été contraint. Mais si j'agissais de la sorte au début du mien, on m'accuserait de l'inaugurer en massacrant mes sujets. Je suis prêt à recourir à toutes les mesures qu'exigerait la défense de ma couronne, mais je suis résolu à n y recourir qu'après avoir tout fait pour répondre aux réclamations légitimes des ouvriers.

Ce débat se renouvela à plusieurs reprises sans qu'aucun des deux interlocuteurs se ralliât à l'opinion de Tautre. Le dissentiment s'aggrava, lorsque l'Empereur, voulant mettre en pratique ses projets, demanda dans une réunion de ministres qu'on lui présentât deux décrets qui en prépareraient l'exécution. Par le premier, le chancelier de l'Empire serait invité à demander officiellement à la France, à l'Angleterre, à la Belgique et à la Suisse, si elles consentiraient à entrer en négociation avec TAllemagne, en vue d'une entente internationale sur les moyens de donner satisfaction aux vœux des travailleurs. L'adhésion de ces Etats une fois acquise, on inviterait les gouvernements qui attachaient un égal intérêt à la question ouvrière, à se réunir en conférence à Berlin pour aviser aux moj^ens de la résoudre . Le second décret ordonnerait au ministre des Travaux publics de dresser le programme d'une enquête sur le même objet, dont les études préliminaires seraient présidées par l'Empereur en conseil d'Etat avec l'adjonction de personnes compétentes.

La résistance du chancelier fut plus énergique qu'elle n'avait été la première fois; mais elle n'ébranla pas la volonté de TEmpereur. Les rescrits impériaux furent promulgués le 6 février 1890. Déjà la réunion de la conférence était assurée par Tadhésion officieuse des gouvernements au concours desquels le Cabinet de Berlin avait fait appel. D'après Hohenlohe, Bismarck, dépité, [aurait annoncé à l'Empereur l'intention de se retirer. Mais, changeant d'avis au bout de quelques jours, il avait déclaré que, décidément, il restait à son poste. L'Empereur, quoique déçu, s'était résigné à attendre une autre occasion. Il importait à la gloire impériale que la chute du dictateur se produisît en des conditions telles qu'elle ne pût être imputée qu'à lui-même.

Ces incidents avaient eu un trop grand retentissement pour ne pas ranimer les espérances de ses ennemis. Le bruit de sa retraite prenait de jour en jour plus de consistance ; mais, s'il avait cru qu'en le faisant répandre, il provoquerait une manifestation en sa faveur, il devait reconnaître qu'il s'était trompé. Les journaux envisageaient et discutaient l'éventualité de sa démission comme une chose prévue, et le public y semblait tout à fait résigné. Les élections avaient eu lieu et elles augmentaient considérablement le parti socialiste dans le Reichstag ; l'effroi se répandait à travers l'Empire ; à la Cour, les gens redoutaient « d'être mis à la lanterne ». On approuvait donc l'Empereur de

chercher à résoudre pacifiquement lu question sociale et dessayer de créer un terrain d'entente avec la nouvelle majorité. On blâmait la r^ ' ' du chancelier et nulle part, bien que les j à ses

gages eussent pris sa défense, on ne traignait plus pour blâmer son attitude < pour le railler en présence de l'Empereu:

qui, quelques semaines plus tôt, les plu; n'auroient osé le faire.

Un soir qu'il y avait au ministère de 1j un dîner officiel auquel assistait te so M™" de Verdy du Vernois, placée entre comte de Waldersee, causait librement d de Bismarck. Son mari, ayant Surpris ses lui cria à travers la table d'un accent de g;

— Prenez garde, ma chère, de ne pas \c promettre ; les journaux vont vous attaqua

L'Empereur, loin de trouver mauvaise santerie, l'approuva en éclatant de rire. Il rait pas que le ministre de la Guerre communauté de vues avec les adverse Bismarck.

Tout conspirait maintenant contre le chi Ses rapports avec l'Empereur devenaient en plus difficiles et pénibles.

— Nous sommes dans une mauvaise] chancelier et moi, disait Guillaume 11.

Mais Bismarck ne se tenait pas pour ' redoublait d'activité et d'audace et se fl^ faire avorter la conférence en provoquant

des gouvernemeots qui étaient invités à y prendre part . Cest dans ce dessein qu*au lendemain de la publication des décrets impériaux, il mande d'urgence à la chancellerie le ministre de Suisse, M. Arnold Rot h.

— Voici pourquoi je vous ai fait appeler, lui ditil. Vous savez que TEmpereur tient à ce que la conférence ouvrière se réunisse

à Berlin, Or, jusqu'à ce jour, votre pays a eu le privilège d'être choisi comme lieu de réunion pour les conférences internationales non politiques . Ce privilège, le gouvernement fédéral ne peut s'en laisser dépouiller. Il se priverait d'une de ses plus flatteuses prérogatives s'il admettait qu'une réunion de l'importance de celle dont il est question puisse siéger ailleurs qu'à Berne. Je vous engage donc à réclamer pour votre pays l'honneur d'offrir l'hospitalité aux délé* gâtions que l'Empereur a le tort de vouloir réunir à Berlin.

Effaré d'une telle suggestion, le diplomate suisse ne peut que balbutier quelques mots. Il en référera à son gouvernement et communiquera au chancelier la réponse qu'il en aura reçue. Mais, rendu à lui-même et après réflexion, il décide qu'il n'en fera rien. Jusqu'à nouvel ordre, il gardera là proposition pour lui. II n'ignore pas que le chancelier est opposé à ce projet de conférence, et il juge imprudent de se faire son complice dans des efforts qui ont pour but de battre en brèche la volonté de l'Empereur.

Quant à Bismarck, il poussera plus loin ses intrigues.

Le 10 février dans la matinée, Tambassadeur de France, M. Jules Herbette, enfermé dans son cabinet avec M. Alfred Dumaine, premier secrétaire de l'ambassade, était entrain de dépouiller le courrier du jour, lorsqu'un domestique vint annoncer un visiteur.

— Qui annonce-t-on ? demanda lambassadeur à M. Dumaine.

— J'ai cru comprendre que c'est le chancelier. Le chancelier ! Que venait-il faire à cette heure

matinale, lui dont les visites aux ambassades étaient si rares ! Mais/ au même instant, sa haute et large silhouette se dressait dans l'encadrement de la porte. 11 avait suivi le domestique et se présentait derrière lui comme un familier de la maison. Resté seul avec l'ambassadeur, il exposa l'objet de sa visite.

— Je viens m'excuser auprès de vous des embarras que la proposition de l'Empereur doit vous causer. La conférence projetée ne peut avoir aucun résultat pratique. Mais son échec pourra laisser des nuages dans les relations de l'Allemagne avec les gouvernements à qui l'on reprocherait de l'avoir provoquée. Mieux vaudrait que ceux qui ne veulent pas de l'article premier du programme touchant la journée de huit heures déclinassent, dès maintenant, leur participation. C'est sans doute ce que fera l'Angleterre. A votre place, j'agirais

de même. Je ne me considérerais pas comme obligé, par une adhésion antérieure à la conférence de Berne, ù venir délibérer sur les mêmes matières à Berlin.

Après avoir développé avec autant de feu que de conviction feinte les raisons de sa manière de voir, il ajouta :

— Ma démarche doit vous surprendre. Mais elle mest dictée par le sincère désir qu'il ne .s'élève pas (le images entre nos deux pays.

Puis, comme pour marquer à l'ambassadeur qu'il lui parlait eu toute franchise, il poursuivit :

— Depuis vingt-huit ans que je suis à la tête des alfaJres, mes plus grosses difficultés ont été à l'intérieur. Avec le vieux, cela allait encore, mais avec le Jeune, la besogne est un peu lourde : il

croit tout savoir et ne tient aucun compte de l'expérience. Dans la voie des réformes sociales, il est

par le roi de Saxe et le grand-duc de Bade sont pas des aigles. Ils ont voulu me cun~ i leur système, mais ils m'ont fatigué inuti-, car je ne m'y rallierai jamais.

:lait d'abondance, familièrement, d'un accent nie et le rire alternaient avec les phrases pour leur donner la physionomie d'une conamicale, d'un conseil émis spontanément entraînement d'une bienveillance désinté- L'ambassadeur n'avait rien répondu, si ce l'à Paris, l'opinion du chancelier serait prise euse considération. Il s'efforçait surtout de

cacher rémotion et la surprise que déchaînaient en lui les propos qu'il venait d'entendre et la démarche de ce tout-puissant ministre qui, avec une audace impudente, ne craignait pas de quémander l'appui d'un gouvernement étranger contre la politique de son souverain et poussait l'incohérence jusqu'à oublier qu'il avait si souvent traité en ennemi ce gouvernement dont il sollicitait aujourd'hui la complicité . Mais l'ambassadeur n'était pas au bout de ses étonnements.

Comme le chancelier s'était levé pour prendre congé de lui et comme il se préparait à le reconduire, il le vit se planter devant deux tapisseries de Gobelins qui ornaient le salon. Elles représentaient des scènes mythologiques. Sur l'une, c'était la première rencontre de Médée avec Jason ; sur l'autre, l'incendie de Corinthe, allumé par Médée lorsqu'elle cherche à se venger de Jason qui l'a abandonnée pour Creuse. A la demande du chancelier, l'aiyibassadeur lui expliqua le sujet de ces admirables compositions. Tout en les contemplant, Bismarck rappela que, d'après la

légende, les deux amants, après ce déchaînement de colère, se sont réconciliés, et il se mit à fredonner :

Et l'on revient toujours A ses premiers amours.

Puis, après un court silence, il reprit :

— Qui sait s'il n'en sera pas ainsi pour moi ?

Quel aveu et combien inattendu ! Depuis plusieurs

semaines, dans le monde officiel, on se chuchotait à Toreille que les dissentiments de TEmpereur avec son ministre, sur la question ouvrière, avaient dégénéré en débats violents tournant à la brouille. Mais ce n'étaient là que des rumeurs difficiles à contrôler, et voici que le chancelier en révélait l'exactitude en rappelant, dans un refrain d' opéracomique, qu'entre gens qui se sont aimés, les pires querelles se dénouent souvent par une réconciliation. S'il prévoyait qu'il en serait ainsi pour lui, c'est que la brouille existait ou tout au moins s'annonçait.

Après qu'il se fut retiré, l'ambassadeur rappela M. Dumaine.

— Mettez-vous là, lui dit-il, en désignant son bureau. 11 faut que j'envoie un rapport à Paris. Mais je vais vous le dicter, car je suis trop ému pour l'écrire moi-même .

Il ne le fut pas moins, lorsque^ six jours plus tard, il vit réapparaître le prince de Bismarck et l'entendit lui dire qu'il avait changé d'avis.

— Mon maître est plus engagé que je ne croyais ; il tient à sa conférence, et je pense qu'il faut lui donner cette satisfaction.

— Ce n'était pas votre opinion, mon prince, lorsque vous m'avez fait l'honneur de votre visite, objecta l'ambassadeur.

— C'est vrai, avoua Bismarck. J'ai cédé, ce jourlà, à un mouvement d'irritation. J'étais décidé à me retirer avec éclat après les élections générales du

Reichslag. Mais on m'a demandé de patienter encore. Aujourd'hui, je crois plus avantageux que la conférence ait lieu, vu les dispositions de TEmpereur. Votre gouvernement n'a pas encore pris de parti. Rien ne Tempêche donc de se décider dans un sens ou dans un autre. Acceptez donc de vous y rendre. Ellemême prouvera son inutilité ; TEmpereur changera de marotte et passera à d'autres occupations. Rappelez-vous que, pour une fenêtre, Louvois a été cause de la guerre du Palatinat. C'est au nom de la paix de l'Europe que je vous demande de ne pas jeter l'Empereur dans le désœuvrement, en empêchant par votre abstention la réunion de la conférence de Berlin.

n osait prier au nom de la paix, lui qui tant de fois, pour les nécessités de sa politique, avait recouru aux menaces de guerre ! On ne pourrait que s'en indigner si, dans l'adjuration qu'il adressait au représentant de la France, n'apparaissait le mensonge. Ce n'est pas dans l'intérêt de la paix qu'il faisait volte-face, mais parce qu'il était convaincu que sa résistance se briserait contre la volonté de l'Empereur. Cette volonté, à quelque temps de là, allait s'exprimer à la Diète de Brandebourg, sous une forme impétueuse. Le S mars, au banquet de la session, Guillaume II, en terminant un discours en lequel il s'engage à « gouverner miséricordieusement et avec justice pour le bien de son peuple » , s'écriera : « Tovis ceux qui voudront m'aider dans ce grand devoir, ceux-là seront les bienvenus ; mais

ceux qui feront obstacle k mes désirs, je les mettrai

en pièces >>.

En présence des dispositions que trahit ce lan-

^a^e véhément, Bismarck, qui les connaissait,

s'était dit qu'à prolonger sa résistance, il joueip gros jeu et, après réflexion, il se soumet- 1 cette circonstance comme en tant d'autres, «pirait de son intérêt personnel ou, pour dire, de son fougueux désir de conserver le r. Durant les dernières années de sa dicta e désir a été le mobile de toutes ses actions.

Au commencement du mois de mars, les délégués des Puissances qui avaient accepté de prendre part à la conférence ouvrière étaient salués, en arrivant à Berlin, par les rumeurs auxquelles donnaient lieu la probabilité et l'imminence de la retraite du chancelier. On en parlait publiquement, sans que l'opinion eût lair de s'émouvoir d'un événement qui, Tannée précédente, à la même époque, eût provoqué dans toute l'étendue de l'Empire des protestations et des regrets. On ne s'était pas étonné alors que Guillaume II prodiguât au prince de Bismarck, sous des formés exceptionnelles, des témoignages de confiance et de gratitude pour le dévouement dont son futur ministre lui avait donné tant de preuves sous le règne de Frédéric III. Sans doute, on pouvait reprocher à Bismarck d'avoir manqué de générosité envers le souverain en train de mourir. Mais l'opinion le lui avait promptement pardonné. Elle s'était rangée du côté de la force et laissé émouvoir par le « touchant spectacle » qu'offrait le jeune Empereur s'appuyant sur le vieux chancelier. Elle les voyait dans cette attitude rassurante, à travers les

mirages de leur lune de miel. Moins d'une année avait suffi pour dissiper ces mirages et les noyer dans les ombres de la lune rousse.

Ces ombres s'épaississaient de plus en plus. Sur le dissentiment auquel avait donné lieu entre l'Empereur et le chancelier la question ouvrière, se greffaient maintenant d'autres querelles qui met- taient en conflit la volonté du maître avec celle du serviteur. Pour faire triompher la sienne, celui-ci déployait toute son énergie. Mais il rencontrait devant lui, pour la première fois, une résistance opiniâtre qui le surprenait, le déconcertait, l'irritait, et dont, malgré tout, il ne renonçait pas à avoir raison. Malheureusement, plus il se maintenait dans son intransigeance et plus la volonté impériale s'accusait et se dressait devant lui comme une force invincible.

C'est ainsi que, le 15 mars, l'Empereur, apprenant par les espions attachés aux pas du chancelier que le député Windthorst, chef du parti du Centre auReichstag, avait été reçu par lui, demandait à l'improviste un rapport sur leur entrevue. Offensé par cette demande, Bismarck le prenait de haut et répondait par un refus, alléguant que ses relations avec les députés ne devaient être soumises à aucun contrôle. Un débat s'engageait.

— C'est mon droit de tout savoir, déclarait l'Empereur.

— C'est le mien de garder la liberté de mes rapports avec les Chambres, répliquait Bismarck.

Devant l'insistance qui lui était opposée, il perdait patience, se répandait en récriminations, se plaignait d'être espionné, et, la colère dans les yeux, la pâleur au visage, il menaçait de sa démission, s'oubliant jusqu'à frapper du poing la table impériale.

— J'ai cm, disait l'Empereur, qu'il allait me jeter l'encrier à la tête.

Le bruit de cette querelle arrivait jusqu'aux salons d'attente où se trouvaient réunis les dignitaires et les aides de camp de la maison de l'Empereur. Ils voyaient le chancelier sortir furibondde l'audience et recueillaient au passage, tombés de sa bouche convulsée, des mots tels que ceux-ci :

— 11 me dit toujours qu'il m'aime. Que m'importe, s'il ne m'écoute pas !

11 ajoutait qu'il ajournerait sa retiaite jusqu'au mois de mai, afin qu'elle ne parût pas lui être imposée par le résultat des élections.

— Alors, s'il persiste à ne pas m'éeouter; je me retirerai, quoi qu'il fasse pour me retenir. Quand il voudra me rappeler, ce sera trop tard.

Une telle situation, semble-t-il, ne pouvait se prolonger. Cependant l'Empereur usait de patience. Pour mettre cette patience à bout, il fallut un autre' incident.

Encore à cette époque, ses relations avec le chancelier et avec les autres ministres étaient réglées par une ordonnance, en date de 1852, à laquelle, depuis cette époque, il n'avait été jamais porté

atteinte. Elle- stipulait que les rapports officiels des ministres à TEmpereur devaient être soumis préalablement au chancelier et revêtus de son visa, avant d'être envoyés au souverain. Au dé-

but de son règne, Guillaume II avait subi cette loi, sans paraître impatient de l'abroger. Brusquement, il exigea, non comme condescendance accidentelle * consentie à son égard, mais comme une prérogative souveraine, que les rapports ministriels lui fussent adressés directement, en dehors même du chancelier. Cette fois, l'atteinte aux droits de celui-ci ne se dissimulait plus. C'était son pouvoir constitutionnel qui était ébranlé. Il le faisait remarquer à TEmpereur, et, comme Sa Majesté ne semblait pas touchée par cette objection, son emportement ne connaissait plus de bornes, et il s'écriait :

— Devant de telles exigences, je ne puis plus gouverner, et j'aime mieux donner ma démission.

L'Empereur ne répond pas, mais son silence est significatif. Il veut dire : « Comme vous voudrez. » Bismarck ne comprend pas et se retire, convaincu que l'Empereur n'osera pas se priver de ses services. Rentré à la chancellerie, il rédige un rapport dans lequel il expose les origines de l'ordonnance de 1852, et développe les raisons qui, selon lui, en nécessitent le maintien. Une heiu'e après, il reçoit la visite du général Hahnke, aide de camp de l'Empereur, qui vient lui demander sa démis-

sion, annoncée par lui. Il est stupéfait d'avoir été pris au mot et se refuse à croire que la résolutiou de l'Empereur est définitive.

— J'irai voir Sa Majesté, dit-il Ji l'aide de camp.

Mais lorsque, bientôt après, il se présente au palais, on lui répond :

— Sa Majesté est sorlie.

Il comprend alors qu'il n'a plus rien à attendre,

et il consacre plusieurs heures à rédiger la lettre par laquelle il se démet de ses fonctions. Le lendemain, 18 mars, quand le général Hahnke, accompagné cette fois du conseiller privé von Lucanus, vient réitérer l'ordre impérial, la lettre est prête, et Bismarck la remet fi l'envoyé du palais.

Elle est trop longue pour être reproduite ici ; elle figure d'ailleurs dans les Mémoires du chancelier, recueillis par Maurice Busch, et n'apprendniit rien à nos lecteurs que ne leur aient appris les pages qui précèdent. Le démissionnaire s'applique à démontrer que révoquer l'ordonnance de 1852 équivaudrait à détruire dans le gouvernement l'unité nécessaire, et que, quant à lui, il ne peut accepter cette diminution de pouvoir. Les dernières lignes de sa lettre révèlent son état d'âme au moment où sa démission lui est arrai^hée et l'elTort qu'il fait pour prouver qu'elle n'est pas volon- |'

taire.

" Si j'en crois mes impressions pendant cette dernière semaine et les communications qui m'ont

été faites hier par le Cabinet civil et militaire de Votre Majesté, je suis |)ersuadé que j'entre dans les vues de Votre Majesté, en donnant ma démission, et je puis donc compter avec certitude sur son acceptation. Il y a déjà un an que j'aurais demandé à Votre Majesté d'être relevé de mes fonctions, si je n'avais pas cru que Votre Majesté désirait profiter encore de l'expérience et de la capacité d'un fidèle serviteur de ses prédécesseurs. Maintenant, je suis sûr que Votre Majesté n'a pas besoin de moi et je puis me retirer de la vie politique sans craindre que l'opinion ne juge ma décision trop hâtive. »

Presque aussitôt sa démission est officiellement acceptée. La lettre impériale qui le lui fait savoir, le 19 mars, lui confère le titre de duc de Lauenbourg. Loin de lui être agréable, la distinction honorifique dont il est l'objet accroît son ressentiment. 11 ne peut la refuser, il est même tenu d'en remercier l'Empereur, mais, en le remerciant, il lui demande la permission de ne porter à l'avenir que le nom et le titre qu'il a toujours portés.

Sa réponse partie, on l'entend murmurer :

— 11 verra bien qu'on ne remercie pas un Bismarck de cette façon.

Puis, comme l'Empereur, en lui éorivant, a exprimé, assez hypocritement d'ailleurs, le regret de n'avoir pu le décider à retirer sa dérhission, il fait insérer, dans la Gazette de V Allemagne du Nord^ une note contestant l'assertion de la lettre impé-

riale et constatant qu'aucune instance n'a été faîte auprès de lui pour le retenir.

A dater de ce moment et jusqu'au jour de son' dépari, il atîectera, malgré ses soixante-quinze ans, de se montrer dans les rues de Berlin et dans plusieurs salons, afin de prouver que, contrairement à ce que prétendent les gens de la Cour, il ne se retire pas pour des raisons de santé. Peut-être espère-t-il provoquer en sa faveur une manifestation populaire. Mais il ne s'en produit aucune, et il peut constater que le peuple ne se soulèvera pas sur son passage pour protester contre sa démission. Il ne hû reste donc plus qu'à se résigner à l'inévitable destin. Mais il n'est pas préparé à subir la mauvaise fortune ; il ne se résigne pas avec le

calme et la dignité qui ennobliraient sa retraite. La colère qu'il ne cherche pas à dissimuler s'envenime de la menace de ne pas désarmer. 11 ne craint pas de laisser répandre que, pour démontrer combien est odieux et gros d'ingratitude le procédé dont il est victime, il publiera certains papiers qui sont en sa possession. Il en fait même publier un. C'est une lettre de Guillaume I"' en datedu 26 juillet 1872, dans laquelle, en lui envoyant un vase d'art îi l'occasion de ses noces d'argent, le souverain le prie de l'accepter en souvenir de lui et ajoute : " Il vous redira tout ce que la Prusse vous doit pour l'avoir élevé au pinacle où elle se trouve maintenant. »

Cette publication, qui semble en présager d'autres

moins inofTensives, décide TEmpereur à lui faire rappeler par le directeur de son Cabinet civil que les lois en vertu desquelles le comte d*Arnim a été condamné sont encore en vigueur. Bismarck se le tient pour dit, mais son irritation s'accroît ; elle se communique à son entourage avec si peu de retenue que lorsque arrive chez M™*^ Bismarck un portrait de l'Empereur envoyé par Sa Majesté à titre d'hommage amical, elle s'écrie:

— Qu'on l'emporte à Friedrichsruhe et qu'on le mette à l'écurie.

Sur les incidents qui précédèrent et suivirent la démission du chancelier en ces heures troublées, il existe plusieurs versions. Mais, fréquemment, elles se contredisent et il est assez difficile d'en faire jaillir la v.rité. Il en est particulièrement ainsi pour ce qui s'est passé alors, entre lui et l'impératrice Victoria. On a raconté qu'il avait osé lui demander de plaider sa cause auprès de l'Empereur. Mais le prince de Hohenlohe dément ce dire. A l'en

croire, c'est l'Impératrice qui aurait demandé au chancelier disgracié si elle pouvait Taider en quelque chose et il aurait répondu :

— Je ne demande que de la conipassion.

Ces deux récits paraissent également invraisemblables et sans doute c'est entre l'un et l'autre qu'il faut chercher la vérité. D'une part, Bismarck était possédé de trop d'orgueil pour s'abaisser à une démarche aussi humiliante auprès d'une femme à laquelle il avait fait trop de mal pour espérer

qu'elle le lui pardonnerait. D'autre part, on ne se figure pas cette princesse lui offrant spontanément de lui venir en aide, alors qu'elle se réjouissait de sa chute, ainsi qu'elle le déclarait elle-mênie à Jules Simon'. En sa qualité de président de la délégation française à la Conférence ouvrière qui se réunissait à Berlin au même moment, il était allé lui rendre hommage, u Elle était satisfaite, raconte-t-il, de la disgrâce de son plus terrible ennemi n, quoiqu'elle considérât comme téméraire l'initiative qu'avait prise son fils en faisant des avances aux socialistes. Elle n a donc pas pu vraisemblablement offrir son secours k Bismarck et celui-ci, par conséquent, n'a pas eu à le décliner. Ce qui sans doute est plus vrai, c'est que la princesse lui a exprimé le regret qu'en détruisant svstématiquement son autorité maternelle, il l'ait mise dans l'impossibilité d'exercer une influence en sa faveur. Du reste, ce regret, à supposer qu'elle l'ait exprimé, n'a pu être que platonique, une parole de courtoisie qui ne lui était pas dictée par son cœur encore tout endolori des coups que lui avait portés le chancelier. Ce qui le prouve, c'est que plus tard "certains

publicistes ont pu rappeler sans être démentis que, lorsqu'elle parlait de ceschoses, elle justifiait son ressentiment en montrant la dépêche brutale et cruelle qu'à la veille du la mort de Guillaume I", Bismarck avait envoyée à son mari k

i. Voir le volume II de ses Mémoire» : Le Suir de ma

San-Remo pour lui ordonner, au nom de l'Empereur mourant, de rentrer immédiatement à Berlin. En montrant cette dépêche, elle disait :

— Dieu nous a vengés.

En ce qui touche les témoignages révélateurs de la colère de Bismarck, nous pouvons être plus affirmatif. Ici en effet, c'est lui-même qui par sa parole a dissipé à l'avance toutes les obscurités. L'ambassadeur de France étant allé le voir le 22 mars, il commence par lui déclarer, plus ou moins sincèrement, qu'il a toujours hautement apprécié les Français.

— Si les nécessités de la politique et les intérêts de mon pays m'ont forcé de les combattre, si même les discours parlementaires et les formes oratoires m'ont entraîné à des appréciations peu obligeantes, je n'ai jamais eu de haine contre eux ; j'ai toujours pensé que je m'entendrais plus volontiers avec eux qu'avec d'autres. Vous avez bien dû vous en apercevoir.

L'ambassadeur n'est pas convaincu par ce regret tardif; mais la politesse l'oblige à feindre d'y croire. Bismarck mis en con-Gance continue avec la vivacité d'un homme <jui éprouve le besoin de laisser' son cœur déborder :

— Vous seriez surpris si je n'étais pas blessé de la désinvolture avec laquelle l'Empereur s'est débarrassé de moi comme d'un mentor incommode. J'étais un écran qui voilait ses rêves de gloire. Espérons qu'il n'épuisera pas le dévouement monar-

chique de son peuple, si profond qu'il soit. Quelle politique va-t-on faire maintenant ? Je l'ignore, mats je ne suis pas surpris que mon lïls désire s'en rendre compte avant de rester au service, même comme ambassadeur.

Ici encore il ne se départait pas de sa vieille habitude de dissimuler)a vérité. Il est probable qu'Herbert de Bismarck, eût-il été libre de conserver ses fonctions, aurait considéré comme un devoir de suivre son père dans sa retraite. Mais il était averti qu'il ne les conserverait pas. L'Empereur était très excité contre lui ; il le rendait même responsable de certaines incartades qu'ils avaient commises ensembles comme, par exemple, leur conduite k Rome, lors de la visite à Léon XIII. En annonçant qu'il se retirait avec son père, Herbert de Bismarck ne faisait que devancer un arrêt auquel i! n'aurait pas échappé.

.Nous trouvons d'autres preuves de la colère de Bismarck,' dans les propos qu'il tenait à Maurice Busch en lui annonçant sa démission.

— C'est maintenant un fait accompli ! Ah ! les choses ont été plus vite que je ne croyais. J'avais d'abord pensé qu'il me serait reconnaissant si je restais encore quelques années auprès de lui ; mais je me suis aperçu qu'il n'avait qu'un désir, celui de se débarrasseç de moi pour gouverner seul avec son propre génie, dans sa

seule gloire. Il en a assez du vieux mentor ; il lui faut maintenant des agents plus dociles. Mais, moi je ne puis me résoudre à

plier le genou devant lui, k me coucher sous la table comme un chien. Et puis j en ai assez des intrig-ues de Cour, assez de toutes leurs insolences, assez dêtre espionné. Ma retraite est définitive. Je ne veux pas prendre à mon compte, comme couronnement de ma carrière, les bévues d'un esprit présomptueux et inexpérimenté.

L*état d'âme que trahit ce langage sera désormais celui du prince de Bismarck; jusqu'à la fin de sa vie, il ne décolérera plus, et, sous l'empire de ses emportements, il englobera dans la même critique amère et railleuse les trois souverains qu'il a servis.

— J'ai vu trois rois pour ainsi dire nus, rappellet-il un jour, et je dois dire que ces trois messieurs ne m'ont pas toujours montré quelque chose de bien beau .

Au cours des événements que nous rappelons, et dont le dénouement remplit un espace de huit journées, les délégués à la conférence ouvrière, arrivés à Berlin, se préparaient à commencer leurs travaux. On sait que la délégation française était présidée par Jules Simon. Elle avait été reçue par le prince de Bismarck. Non content d'offrir à la conférence, pour y tenir ses réunions, un salon du palais de la chancellerie, il avait invité ses membres à dîner pour le 19 mars. Sa démission étant officielle ce jour-là, ainsi que la nomination de son successeur, le général de Gaprivi, ses invités s'attendaient à être contremandés. Mais il n'en fut rien, et, le soir venu, ils se trouvèrent réunis à la table du prince de Bismarck.

Il eut le bon goût de ne pas récriminer devant eux. Comme si la présence d'un brillant causeur tel que Jules Simon l'eût mis en verve, il fut éblouissant d'esprit et de gaieté. Laissant entendre qu'il se retirait volontairement parce que, à son avis, l'Empereur faisait trop de concessions aux socialistes, il se disait content de revoir ses terres et de pouvoir s'en occuper après les avoir si longtemps négligées; son fils Herbert « n'aimait pas la politique » et aurait plaisir à se retirer avec lui. Durant toute la soirée, il tint ses convives sous le charme de sa parole, « surtout, nous dit l'un d'eux, lorsqu'il donnait la réplique à Jules Simon. »

Ils le revirent le lendemain dans les mêmes dispositions. Ils étaient en séance à la chancellerie lorsqu'il entra, précédant un personnage en uniforme de général.

— Je vous demande pardon de vous déranger, messieurs, dit-il ; j'y suis obligé pour montrer les appartements à mon successeur.

Il le désigna et le nomma : c'était le nouveau chancelier, Caprivi.

Maintenant, les événements vont se précipiter . La démission est un fait accompli et l'ex-chancelier ne s'occupe plus que de son déménagement, opération laborieuse, puisque, de son propre aveu, elle comprend trois cents caisses ou malles et « plus de treize mille bouteilles de vin ». Dans les caisses, se trouvent des dossiers volumineux, formés de toute sa correspondance depuis trente ans. Il emporte

ces paperasses à Friedrichsruhe dans le dessein d^écrire se5 Mémoires,

Le 27 mars, son départ étant fixé au surlendemain, il va prendre congé de TEmpereur^ Sa voilure est précédée et suivie de deux sergents de ville à cheval ; « ils ont Tair de conduire un prisonnier. » Le lendemain, les journaux à ses gages diront que TEmpereur Ta retenu plus d'une iieure et lui a fait les plus touchants adieux. Mais les familiers du palais savent qu'il n'en est rien : « L'audience n'a pas duré plus d'un quart d'heure et a été surtout remarquable par son caractère glacial. » Mais, à sa sortie, l'ex-chancelier est dédommagé par les acclamations d'une foule immense qui lui jette des fleurs et fait mine de dételer les chevaux afin de traîner elle-même sa voiture. Cette manifestation a été organisée par les amis de Bismarck, quoique leur nombre, en ces derniers jours, ait considérablement décru. Le bruit court qu'ils ont voulu faire pièce à l'Empereur, peut-être même lui donner une leçon. Mais, quelques minutes plus tard, apparaît l'empereur en équipage de gala et il est accueilli par des cris enthousiastes.

Enfin, le 29 mars, a lieu le départ pour Friedrichsruhe. Vers la fin de l'après-midi, les membres de la conférence ouvrière sont réunis à la chancellerie. Tout à coup, un huissier du Cabinet se présente et annonce que le prince de Bismarck va quitter le palais pour se rendre à la gare. Tout le monde se précipite aux croisées. La rue est noire

de la foule qui s'y est rassemblée. A la vuedel'exchancelier, elle pousse uoe clameur formidable en témoignage d'admiration et de regrets. C'est à grand'peine que les agents de police ouvrent dans ses rangs un passage ù la voiture. Au moment où elle s'éloigne, un fonctionnaire de la chancellerie, qui d'une croisée contemple

ce spectacle, se penche vers son voisin, l'un des secrétaires de l'ambassade de France et lui dit en poussant un soupir de soulagement :

— C'est heureux que nous soyons enfin délivrés de cet homme-là.

Quelques jours avant, il écrivait au chancelier pourle remercier de sa bienveillance à laquelle il devait l'emploi qu'il occupait.

A la gare, devant le perron, un escadron de cuirassiers rend les honneurs. Le prince le passe en revue, puis il pénètre sur le quai où l'attendent pour le saluer les membres du corps diplomatique. Il les remercie et leur serre la main. Herbert de Bismarck marche derrière .son père ; la mine hautaine et railleuse, il salue, lui aussi, et on l'entend à deux reprises murmurer du bout des lèvres : — E finila la commedia.

Bientôt après le train s'ébranle aux sons d'une musique militaire ; un témoin constate qu'elle joue une marche funèbre.

Quelques jours avant que n'eût lieu ce départ sensationnel, Guillaume II écrivait au roi de Saxe k propos de la démission du chancelier :

240 CHAPITKE X111

« J'ai vraiment traversé de cruelles épreuves et passé des heures bien pénibles. Moii âme est aussi \ triste que si j'avais perdu de nouveau mon grand-

père. Mais Dieu en a décidé ainsi : je dois me sou- ! mettre, quand même je devrais succomber sous le

î . poids de mon fardeau. »

Le jour du départ de Bismarck, les membres de la conférence étaient invités à une « soirée de bière » , bierabendy donnée en leur honneur.

— Je veux vous montrer ce que c'est, avait dit familièrement l'Empereur à Jules Simon.

Et Jules Simon de demander :

— Va-t-il nous conduire à la brasserie ?

Ce n'était pas à la brasserie. Au palais, un grand salon avait été aménagé en salle de café, avec sur chaque table un verre de bière, une coupe de Champagne et un cigare. C'est dans ce cadre que, de neuf heures du soir à une heure du matin, Guillaume II retint ses invités, et sans doute son âme avait cessé d'être triste, car ses regards, ses paroles, ses gestes, tout son être en uh mot trahissaient un contentement sans limites. Il s'agitait, allait, venait, interpellait les gens, proclamant la nécessité de venir en aide aux ouvriers, remerciant Jules Simon de l'aider dans cette tâche, lui en attribuant l'honneur, rieur et bruyant, tout débordant de joie triomphante, non la joie d'un bienfaiteur qui se réjouit d'avoir pu se livrer aux instincts généreux de son âme, mais celle d'un captif délivré. Il s'efforçait de la répandre autour de lui, en s'adressant

aux uns et aux autres, sauf au délégué français Tolftia, dont l'attitude hautaine, compassée, réfrigérante et non dépourvue de dignité, de le déconcerter. Visiblement, il d'avoir dû se séparer de son mentor.

Qu'il y eût dans le témoignage de s d'ingratitude, on ne saurait le nier. '.

on la lui reprocher trop sévèrement qu'il le disait, il avait eu à résoudre I savoir si, sous son règne, le pouvoir!

à la dynastie de Bismarck ou à celle (lern ?

Après avoir suivi le prince de les multiples péripéties de la fi:

est de toute nécessité, sous p chevée l'étude que nous lui a l'accompagner dans sa retrai' étapes qui le séparent de la mo sur huit années durant lesquell attitude militante et, dans le r est dévolu par sa volonté, se n haineux et aussi combatif que 1 du pouvoir, il avait à se défendre acharnés. Si, dans son existent fait litière de ses vieilles rancui mis et résigné à son destin, et ce il eût, à ce moment, écbapp n'aurait plus eu à s'occuper de a été, il lui appartient; rhist< son devoir s'il fermait les yei dont l'Allemagne et l'Europe ne téresser et où le personnage nou figure d'opposant et de révolté, longue carrière, a maté toutes déjoué toutes les révoltes.

Dans sa retraite et son isolement, il est la victime de la sourde colère dont son âme est gonflée ; elle lui fait perdre le souci de sa dignité. A toute heure, on constate qu'il est uniquement possédé du désir d'assouvir cette colère et de se venger de rimpérial disciple auquel il doit sa déchéance. Il ne conserve plus aucune illusion quant à l'avenir ; il sait qu'il ne reviendra pas au pouvoir. Entre TEmpereur et lui, des paroles irréparables ont été échangées ; le souverain a coupé court à leurs querelles par une sentence sans appel :

— Je veux désormais gouverner seul.

Bismarck ne peut donc attendre des jours qui vont suivre d'autre satisfaction que celle de la vengeance et c'est à se la pro-

curer qu'il se donnera tout entier.

Il semble cependant que la cruelle épreuve qu'il venait de subir aurait dû éveiller en lui des réflexions salutaires sur certains actes de son bruyant passé. On ne serait pas surpris de voir, à cette aube de sa vie nouvelle, s'élever au-dessus de la haine qui sera désormais le mobile de toutes ses actions, des remords ou tout au moins des regrets et pour tout dire des velléités de repentir. On en serait d'autant moins surpris que treize ans avant, alors qu'il jouissait du brillant éclat de sa gloire et qu'il pouvait se flatter d'être le maître de l'Europe, un cri significatif s'est échappé de sa conscience et l'a révélé tout à coup accessible à ce repentir qui, s'il ne répare pas les fautes, les con-

damne par la bouche même de celui qui les a commises. Il n'est pas inutilede rappeler ee.souvenir; il ajoute un trait nouveau à la physionomie du personnage.

C'est en 1877, au château de Varzin, où le chancelier est venu passer quelques jours après avoir fait une cure à Gastein. Plusieurs de ses familiers se sont réunis autour de lui, afin d'égayer sa solitude et les journées se passent, agrémentées pour eux par les récits qu'il se plaît à leur faire des événements sensationnels auxquels il a été mêlé. Ce matin-là, ses courtisans sont réunis dans le grand salon autour de la cheminée monumentale que surmonte la devise des Bismarck : In Irinilate robur^axec, au-dessus, sur champ d'or l'aigle du nouvel empire d'Allemagne et un buste en plâtre de l'empereur Guillaume I". La température, au dehors, est froide et humide ; le ciel est brumeux ; la oeige qui couvre les routes condamne le chancelier et ses hôtes à rester au logis. Ceux-ci sont en train de deviser en l'attendant, lorsque tout à coup il apparaît. Ils sont frappés par le caractère mélancolique

de sa physionomie. Est-ce que quelque lugubre sentiment hante son esprit ou bien qu'il soit fatigué et énervé comme cela lui arrive souvent, nul ne saurait le dire. Mais ce qui est certain, c'est qu'ils ne l'ont jamais vu en un pareil état d'abattement, avec un regard aussi sombre et une voix aussi plaintive.

Leurs regards l'interrogent. Gomme s^l obéis-

sait à un entraînement impérieux, il leur répond : — Je me sens-Fâme triste. Je n'ai jamais dans ma longue vie rendu personne heureux, ni mes amis, ni ma famille, ni moi-même. J'ai fait du mal, beaucoup de mal. Je suis la cause de trois grandes guerres ; j'ai fait tuer sur les champs de bataille quatre-vingt mille hommes qui, aujourd'hui encore, sont pleures par leurs mères, leurs frères, leurs sœurs, leurs veuves ! Mais tout cela, c'est affaire entre moi seul et Dieu ! Je n'en ai jamais retiré aucune joie et je m'en sens aujourd'hui l'âme anxieuse et troublée.

Cette confession inattendue, que souligne une larme qui roule sur la joue du chancelier, tombe dans le silence. Ce n'est qu'au bout d'un moment que lui-même, sans insister sur ce sujet, ranime la conversation.

Quoique, avec ces grands acteurs, on ne sache jamais très exactement à quoi s'en tenir, il paraît difficile de ne pas croire à la sincérité de ce cri spontané d'une conscience aux abois. On ne voit pas quel intérêt aurait eu Bismarck à jouer devant ses familiers la comédie du repentir. Il est cependant permis de supposer que ce repentir a été accidentel et passager, car quelques jours plus tard, le chancelier s'en montre tout à fait libéré. Parlant des guerres qui ont assuré le triomphe de ses plans politiques, ce

n'est plus à lui qu'il en impute la responsabilité, mais à la presse dont il déplore la puissance en raison du mal qu'elle peut faire.

— Elle a été, dit-il, 1 guerres ; c'est la presse de Prusse à annexer le S la presse autrichienne Sadowa et c'est la presst à prolonger la campagne

A peine est-il besoin di sont menteurs ces prop prouver en lui emprunta démentis que par avani Mais, il est autrement qu'au moment oli il lei qu'il accuse. Par la sui a tenus à ses conûdeni un écho de ceux qu'ils c mois d'octobre 1877. Si C hanté sa conscience, iln' treize ans plus tard, con Friedrichsruhe.

Durant les semaines > arrivée dans cette résidt fixer définitivement, il son installation et au cl Il songe à écrire ses M^ amené avec lui son seci Bûcher ainsi qu'un jeune sa dictée ou copiera ses outre faire appel à son Busch à qui il accorde Quoique absorbé par se:

aucune occasion d'exhiber son ressentiment. Il tient à faire comprendre à l'Empereur qu'il ne désarmera pas. N'osant s'en prendre directement à lui, c'est contre le général de Caprivi son successeur à la chancellerie qu'il excite les journaux à ses gages. Mais sous cette forme indirecte, c'est l'Empereur qu'il vise.

A la suite d'un discours prononcé le 1 5 avril au Reichstag par le nouveau chancelier, il inspire au journal Hamburger Nachrichten un article d une extrême violence qui soulève de toutes parts la plus vive indignation : « C'est une véritable infamie, écrit Hohenlohe ; car il n'est pas dirigé contre Caprivi mais contre l'Empereur lui-même. »

Après l'avoir lu, Guillaume II déclare à ses intimes que Bismarck l'a gravement offensé. Mais il se contient et, affectant de dédaigner l'attaque, il se refuse à croiser le fer et même à sévir. Ce sera son attitude jusqu'à la fin du conflit auquel seule la mort de Bismarck mettra un terme.

— Je me garderai bien de le poursuivre, dit-il, ni d'user de rigueur envers lui. Je ne veux pas en faire un martyr. S'il était emprisonné à Spandau ou ailleurs, sa prison deviendrait bientôt un but de pèlerinage. Et il ajoute avec amertume : — Les méfaits du comte d'Arnim, à qui il les a fait si cruellement expier, ne sont rien à côté des siens.

Nous ne savons si ces propos révélateurs de la colère impériale arrivèrent jusqu'à Bismarck. Mais

s'il les connut, ils ne pouvaient changer son attitude malveillante et irritée. A la niême époque, on en eut la preuve dans le langage qull tint au grand-duc de Bade, son vieux complice de la guerre de 1870. Ce prince étant allé le voir, l'aborda en lui disant qu*il venait prendre congé de lui, car il se souviendrait toujours avec reconnaissance du temps où ils avaient travaillé ensemble au bien de l'Allemagne.

A ces paroles amicales Bismarck répondit par des reproches.

— C'est bien par votre faute que je m'en vais maintenant, fit-il avec humeur. En appuyant les lois ouvrières auprès de l'Empereur, vous avez contribué à me brouiller avec lui

Le grand-duc protesta en rappelant que si le différend avait dégénéré en rupture c'était par suite des affaires prussiennes dont il ne s'était jamais mêlé. Bismarck s'emporta et devint si

grossier que son interlocuteur arrêta l'entretien, « sa dignité lui défendant d'en entendre davantage : »

— Je veux me séparer de vous en paix, déclarat-il, et je m'en vais sur ce vœu auquej vous ne manquerez pas de vous associer : Vive l'Empereur et vive l'Empire.

Ainsi à tout instant et de tous côtés, la Cour de Berlin recueillait des témoignages de l'inimitié dont l'Empereur était l'objet de la part de Bismarck. En se les communiquant, on les exagérait et on les envenimait dans l'espoir de déter-

miner le souverain à châtier les intrigues de son détracteur. Mais Guillaume II, nous Tavons dit, était résolu à ne pas se départir de son apparente impassibilité, soit dédain, soit crainte de blesser Topinion nationale en sévissant contre lauteur de Tunité allemande.

Vers le même temps, on constatait que Texchancelier invitait fréquemment à venir le voir divers personnages avec lesquels il avait toujours entretenu des relations amicales. Dans le nombre se trouvait le comte Schouwalof, ambassadeur de Russie à Berlin. Intimement lié avec Bismarck, il lui avait promis sa visite antérieurement à la chute et peut-être maintenant regrettait-il de s'être engagé, craignant de déplaire à TEmpereur en allant à Friedrichsruhe. Il se décida néanmoins à tenir sa promesse. Lorsque, à la Cour, on apprit qu'il était parti, on attendit avec impatience son retour, les courtisans étant convaincus que, durant son séjour à Friedrichsruhe, il recevrait les confidences de son amphitryon et qu'ensuite il ne se ferait pas faute de les répéter.

Mais cette attente fut trompée. Rentré à Berlin, l'ambassadeur russe resta impénétrable jusque dans son entourage le plus fami-

lier. Quand on l'interrogeait, il répondait en parlant avec enthousiasme d'un certain vin de Champagne, une marque qui précédemment lui était inconnue, que l'ex-chancelier lui avait fait boire, et il se montrait surtout préoccupé de savoir si cette marque. existait dans

les restaurants berlinois. On a raconté dans les milieux diplomatiques qu'ayant fini par la découvrir, il avait invité les secrétaires son ambassade h venir déguster ce cabinet particulier.

— C'est tout ce qu'il nous a ri voyage à Friedriehsruhe, avouait vives.

La curio.sité des personnages de la déçue et l'on en était réduit aux coi qui touchait les desseins de l'ex-cham à Berlin, un esprit nouveau semblait du monde officiel. Depuis le départ on y respirait plus librement.

11 Je suis frappé de deux choses son journal le prince deHohenlohe ; c'est que personne n'a de loisirs e une agitation inconnue auparavant ; les individus sont inibus d'eux-mêo sent un personnage tandis qu'aupar vidus étaient rapetisses et comprimés indiscutée de Bismarck. Ils se gonflt comme des éponges trempées dans.

Non seulement ils se gonflaient même qui s'étaient particulièremei leur platitude et leur servilité devant 1 chancelier semblaient tirer orgueil d'j services dont ils lui étaient redevab!

leur ingratitude comme s'ils espéra profit. Elle se manifestait à tout i

c'était par Thostilité venimeuse de leurs propos où ils reprochaient à Bismarck les faveurs dont il avait comblé ses fils, Taîné

surtout, qui, sans talent audessus de la moyenne, était à trente-huit ans secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et morigénait ses collègues ; tantôt, c'était par des procédés de goujat, comme par exemple lorsque, au mois d'août, Herbert de Bismarck étant revenu à Berlin et voulant prendre congé des principaux de ses anciens subordonnés, les invitait à un dîner d'adieu. Quatre d'entre eux qui lui devaient leur avancement refusaient son invitation et un cinquième n'y répondait même pas. Mais c'est au grand-duc de Bade qu'était réservé Thonneur de lui donner le coup de pied de l'âne. En causant avec l'Empereur, il lui révèle que l'ex-chancelier est morphinomane et que telle est la cause de Taffaiblissement de ses facultés. L'Empereur tombe des nues ; il reste incrédule. Néanmoins, il s'informe et il trouve un homme, ancien collaborateur de Bismarck, plus reconnaissant que ses collègues et assez courageux pour lui déclarer que ceux qui ont tenu ces propos « ne peuvent être que des galles. »

Des incidents analogues se multiplient durant les mois qui s'écoulent après que Bismarck a été renversé. Voici, cependant, que vers la fin de 1891, on signale l'existence d'une coterie qui s'est formée à la Cour et qui se donne comme objectif de le ramener au pouvoir. Toutefois, ce n'est pas dans rintérêt du chancelier d'hier qu'elle s'agite :

c'est pour renverser son successeur le général de Caprivi, dont la nomination a déçu les espérances de ses rivaux. Ceux qui avaient convoité la succession de Bismarck sont maintenant ligués contre Caprivi, non pas seulement par jalousie et par envie, mais aussi parce qu^il apporte dans l'exercice de ses hautes fonctions une rectitude, une droiture et une loyauté auxquelles Bismarck, coutumier de la ruse, de l'intrigue et du mensonge, ne les

avait pas accoutumés. Quoique docile à l'excès à la volonté du maître, Caprivi est un honnête homme et à ce point que lorsque, pour obéir, il est tenu de dissimuler, c'est en se faisant violence qu'il s'y résigne. Un trait de lui nous donne la mesure de sa probité.

Le bruit s'était répandu qu'une atténuation allait être apportée aux sévérités auxquelles étaient soumises les populations d'Alsace-Lorraine et notamment que la formalité des passeports allait être supprimée. Ayant eu vent de ces rumeurs et désirant savoir si elles étaient fondées, l'ambassadeur de France crut devoir en entretenir le chancelier. Il allait partir pour Paris et eût été heureux de communiquer à son gouvernement la bonne nouvelle. Il interroge donc Caprivi, mais celui-ci répond par une fin de non-recevoir.

— On vous a trompé, dit-il, l'heure n'est pas venue de changer ce qui est. Pour le moment, .il n'y a rien à faire.

Quelques jours plus tard, en l'absence de ram**

bassadeur de France, il fait appeler le conseiller de l'ambassade désigné comme chargé d'affaires et lui annonce que les provinces annexées vont enfin jouir d'un traitement moins rigoureux.

— Vous m'excuserez auprès de votre chef, ajoutet-il, de ne lui avoir pas annoncé, quand il est venu me voir, ce que je vous apprends, bien que déjà tout fût décidé par l'Empereur. C'est en allant à Francfort où je l'accompagnais que Sa Majesté m'avait fait part de sa volonté, mais il m'était défendu d'en parler sans son ordre ; j'étais engagé par serment. J'ai donc été obligé de mentir, et à mon grand regret. Je n'aime pas à ne pas dire la vérité.

11 est bien évident qu'un homme qui professait de tels principes ne pouvait conserver bien longtemps le pouvoir, et c'est en effet pour avoir trop souvent dit la vérité et pour avoir voulu gouverner loyalement qu'un peu plus tard, Caprivi devait succomber sous les intrigues déchaînées contre lui. Mais l'heure de sa chute n'était pas venue. L'Empereur, bien que sollicité par les amis de Bismarck, devenus les ennemis de Caprivi, de se réconcilier avec l'exchancelier, s'y refusait, ne voulant pas que la réconciliation s'opérât au détriment du chancelier en exercice. Puis, comme les sollicitations devenaient plus pressantes, il déclarait « qu'il ne demandait pas mieux, mais que ce n'était pas à lui de faire le premier pas », réponse astucieuse, car il savait bien que ce premier pas, Bismarck se refuserait à

le faire. Celui-ci, en effet, était bien loin d'y être

disposé ; il devenait de plus en plus agressif, et

d'ailleurs, il se préparait k rend-" ^^f"*""* '>»

public son ressentiment, à la faveu

stance qui allait lui en fournir l'occa

dant, conBné à Friedrichsruhe et ei

qu'il dictait ses Mémoires, il y rec

ment des politiciens de bas éta^^e, c

plus ou moins obscurs, voire des fini

pêcheurs en eau trouble, personn

mandable auquel il confiait ses gn

géant de les répandre.

Dans son entourage le plus intîm cette attitude. Maurice Busch écriv;

« Les journaux publient un gr; choses sur Friedrichsruhe, que je n agréables à lire. Elles ne concordi conception que je me suis faite de de la supériorité du caractère du pr avec les opinions qu'il a eu maintes d'exprimer devant moi. II permet < de l'approcher, il parle sans faire l'écoute et pour le plus grand plais de ses adversaires. Il reçoit un tas d'espions et se confie à eux comr les plus intimes de ses amis. »

Le secrétaire particulier Bûcher satisfait de la conduite du chef; il regret l'affaiblissement de ses îai tuelles :

« Il mange de bon appétit et dort toute la nuit, mais sa mémoire s^en va par morceaux. Il ne peut plus concentrer ses idées, il ne se souvient pas exactement des détails. Il raconte un jour une histoire et la raconte le lendemain tout différemment. On ne peut avoir aucune confiance dans ses récits parce qu'il croit souvent qu'il a dit ou fait une chose alors qu'il a eu simplement l'intention de la dire ou de la faire. Il continue à vouloir donner des avertissements et des leçons et il choisit des sujets qui n'ont rien à faire avec sa propre vie et que, parfois, il ne connaît même pas du tout. Il devient de moins en moins prudent dans ses confidences aux journaux. Son attitude vis-à-vis de la Cour n'est pas assez digne et il laisse trop percer son ressentiment. Il passe tout son temps à lire les journaux. A part cela, il est devenu apathique, indifférent et comme rassasié de tout. »

On ne saurait méconnaître l'importance de ces révélations où nous pouvons voir s'accuser de jour en jour la déchéance morale,

qui a été pour Bismarck la conséquence de la chute et de l'exil et qui lui a fait considérer la vengeance comme le but définitif de sa vie. Ce n'est plus en effet que pour se venger que nous allons le voir retrouver parfois son ancienne énergie et la perfide ingéniosité de ses combinaisons ténébreuses.

AUTOUR D'UN MARIAGE

Au mois de mai 1892, le bruit se répandait à Berlin, dans le monde de la Cour, qu'Herbert de Bismarck allait se marier. Bientôt après, lui-même écrivait à l'Empereur pour lui annoncer ses fiançailles: il épousait une riche héritière, la jeune comtesse Hoyos, dont la famille résidait à Fiume en Autriche. Guillaume II répondit à cette communication par un télégramme empreint de cordialité et que le destinataire ne se fit pas faute de faire lire h ses amis. Les journaux en ayant eu connaissance signalèrent l'amabilité du langage impérial comme un signe avant-coureur de la rentrée en grâce des Bismarck, et laissèrent entendre que l'ancien secrétaire d'État aux Affaires étrangères allait être de nouveau pourvu d'un grand poste. Ce fut dit et répété avec tant d'insistance qu'un personnage de la Cour voulant en avoir le co? ur net osa interroger l'Empereur et lui demander ce qu'il y avait de vrai dans ces bruits. Guillaume II haussa les épaules et répondit d'un ton d'impatience :

— -Nous n'avons jamais été, Bismarck et moi, plus éloignés d'une réconciliation.

C'était vrai pour lui et ce n'était pas moins vrai

pour le solitaire deFriedrichsruhe. Sa vieille colère le possédait toujours et la réponse de TEmpereur, à supposer qu'il Teût connue, n'était pas faite pour Tapaiser. Elle s'accrut encore par

suite d'un procédé discourtois dont il fut l'objet, qui le blessa profondément dans son intraitable orgueil.

Le parti national wurtembergeois, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa constitution, avait adressé des dépêches de fidélité à Guillaume II, au roi de Wurtemberg et au prince de Bismarck. Mention fut faite des deux premières dans le Journal officiel de l'Empire ; mais on passa sous silence celle qu'avait reçue Tex-chancelier. Donnant carrière à son irritation, il démentit brutalement, dans les Nouvelles de Hambourg^ ce qui avait été dit sur son fils. Le rédacteur de cette note s'indignait qu'on eût osé insinuer que, dans les circonstances présentes, un Bismarck avait sollicité un emploi.

Il est piquant de constater que le démenti ne convainquit personne. Durant un certain temps encore, le bruit persista d'une réconciliation prochaine que consacrerait une visite solennelle de Bismarck à Berlin. On ajoutait, il est vrai, que' pour s'y prêter, l'Empereur exigeait une lettre de soumission et que Bismarck se refusait à l'écrire. Mais ce n'étaient là que propos et commentaires de courtisans ou pour mieux dire de tous ceux qui s'étaient coalisés pour essayer de renverser Gaprivi. Tout ce qu'ils faisaient et tout ce qu'ils firent par

la suite pour rapprocher Bismarck de l'Empereur, était dirigé contre le nouveau chancelier & qui d'ailleurs son prédécesseur ne pardonnait pas de l'avoir remplacé. On eut même ce singulier spectacle de Bismarck s'unissant à ses ennemis d'hier et notamment au général de Waldersee pour précipiter la chute de son successeur, ce en quoi il se montrait aussi injuste que malhabile

puisqu'au même moment, Caprivi plaidait auprès de Guillaume II la nécessité d'une réconciliation. En réalité les cancans qui circulaient à la Cour étaient aussi dépourvus de fondement que de vraisemblance ; on allait en avoir la preuve : c'est Bismarck lui-même qui se préparait à la donner en profitant du mariage de son iils.

En bonne règle, la cérémonie aurait dû être célébrée à Fiume, résidence de la fiancée. On apprenait tout à coup qu'elle aurait lieu à Vienne et qu'à cette occasion, Bismarck se rendrait à Dresde et à Munich. Étant donné ses dispositions, il n'était pas douteux qu'au cours de son voyage, il prononcerait des paroles agressives. C'en était assez pour provoquer dans le monde officiel la plus vive agitation. Les amis de l'ex-chancelier s'étaient émus déjà, dès le mois de mai, du projet qu'on lui prêtait ; ils redoutaient que l'Empereur ne se laissât entraîner à quelque mesure contre lui. Sur ce point, ils se trompaient. L'Empereur avait déjà compris que sévir serait une faute, peut-être même un danger. Le prestige que Bismarck exerçait encore

sur les masses était trop grand pour qu'on pût le frapper sans s'exposer à accroître sa popularité.

Néanmoins, Tun de ses amis, le banquier Bleichrœder qui, tout en lui restant fidèle, était bien en Cour, partit pour Friedrichsruhe afin de le dissuader d'aller à Vienne. Il lui montra les périls auxquels il s'exposait en rendant public son ressentiment ; il lui apprit que deux circulaires étaient parties de la chancellerie, Tune en date du 23 mai, envoyée à toutes les ambassades de l'empire, dénonçant la campagne que Bismarck menait dans la presse ; l'autre en date du 5 juin, destinée aux agents diplomatiques de Saxe, de Bavière et d'Autriche et leur prescrivant l'atti-

tude qu'ils devaient observer pendant la visite de Tex-chancelier dans les villes où ils étaient accrédités. Il leur était ordonné de ne pas le recevoir et d'éviter, dussent-ils s'absenter momentanément, de se rencontrer avec lui. Mais les objurgations de Bleichrœder laissèrent insensible le rageur et entêté vieillard :

— Mon parti est pris, déclara-t-il . Herbert m'a informé que lempereur d'Autriche me recevrait et j'entends donner cette satisfaction à ma belle-fille et à ses parents.

11 se déchaîna ensuite contre Gaprivi auquel il imputait sans raison les plus noirs griefs. Bleichrœder emporta la conviction que toutes les démarches qui auraient pour but de. ramener le châtelain de Friedrichsruhe à une notion plusjuste

AUTOUR D UN HARIA&E Àb\

de ses intérêts et de ses devoirs, resteraient vaines,

Le 18 juin, Bismarck se mettait en route pour Dresde, Un espion chargé de l'observer annonçait télégraphiquement son départ au ministre de l'Intérieur. Gomme le train par lequel il partait devait traverser la capitale et faire une halte de vingt minutes à la gare d'Anhalt, la police évitait de laisser répandre la nouvelle et prenait des mesures pour empêcher les rassemblements. Néanmoins, la nouvelle se répandait et une foule considérable se portait à la rencontre du train. Elle accourait de tous côtés, voire des quartiers les plus lointains, forçait les grilles, envahissait les quais. Il y avait là des gens de toutes les conditions et une multitude d'ofBciers en uniforme. Bousculés et débordés, les agents appelaient des renforts. Mais il n'était plus temps d'empêcher la manifestation. Elle prenait en quelques minutes des proportions formidables. Lorsque le train entrait en gare, une immense accla-

mation s'élevait et saluait le voyageur. Le wagon, dans lequel il se trouvait avec sa femme, était assailli par des gens qui se pressaient pour voir et pour être vus. Au-dessus des têtes, des mains crispées brandissaient des bouquets et, bientôt, les tapis du wagon étaient jonchés de fleurs. Debout, à la portière, violemment ému et les yeux en larmes, Bismarck saluait à droite et à gauche, bégayait des remerciements auxquels la foule répondait en entonnant des chants patriotiques

qui étaient interrompus par des cris : « Vive Bismarck. »

On le vit soudain se retourner et interroger la princesse qui sanglotait derrière lui.

— Faut-il que je parle ? demandait-il et, sans attendre la réponse, il reprenait en s'adressant à ceux qui Tacclamaient. — Non, mon devoir est de me taire.

Alori5, les interpellations se croisaient.

— Vous ne voulez pas parler ; cela ne fait rien, les pierres parlent pour vous.

— Le peuple n'est pas comme les princes, il n'oublie pas.

Les hourrahs reprenaient de plus belle jusqu'au moment où le train se remettait en marche ; et la foule de crier :

— Revenez!" revenez!

Cette imposante manifestation avait-elle été spontanée ou n'était-elle que le résultat des efforts faits par des amis de Texchancelier à Teffet de la provoquer? Il est difficile de se prononcer. Mais, telle qu'elle s'était produite, elle constituait un acte significatif d'opposition à la politique personnelle de TEmpereur.

Ce qui s'était passé à Berlin allait se répéter à Dresde où l'opinion publique pouvait s'exprimer avec plus d'indépendance et où elle était d'accord avec celle du souverain saxon, le roi Albert. Quoiqu'il eût affecté de rester neutre afin de n'avoir pas Tair de critiquer les actes de Guillaume II, on lui prêtait ce propos :

AUTOUR d'un mariage 263

— Je veux que Bismarck soit convaincu qu'il est toujours pour nous le Vieux, « der Al te ».

Aux abords de la gare de Bohême, le long de la rue de Prague et jusqu'à Thôtel Bellevue où Bismarck devait descendre, on avait dressé des tribunes sur lesquelles se balançaient des drapeaux et des guirlandes et où s'entassaient les spectateurs. A l'entrée de la ville, le bourgmestre l'attendait et lui adressa une allocution. Il lui rappelait qu'en 1871, la ville de Dresde l'avait nommé citoyen d'honneur. « Depuis cette époque, vingt ans se sont passés. Quels changements depuis ! 1871- 1 892 ! » Pour finir, il lui exprimait la reconnaissance de l'Allemagne.

A Berlin, Bismarck avait gardé le silence; mais à Dresde, les raisons qui le lui avaient imposé n'existaient plus. Aussi, ne se fit-il pas faute de répondre, d'abord par des remerciements et, ensuite, par des paroles qui trahissaient le fond de son âme : « On m'a préparé, il est vrai, bien des pilules amères ; mais cela me réconforte de me voir d'aussi nombreux amis. » C'était comme le prologue des récriminations, des critiques et des plaintes qu'il devait faire entendre dans la suite de son voyage. Il termina en disant que la seule chose qui pouvait l'intéresser, c'était la prospérité de sa patrie.

Les hommages dont il était l'objet se renouvelèrent dans la matinée du lendemain jusqu'au moment de son départ, mais n'empêchèrent pas les personnes qui purent l'approcher de remarquer

qu'il avait beaucoup vieilli et qu'il était très abattu. Aussi, ne s'étonnait-on pas de l'entendre dire avec des larmes dans la voix que son rôle était terminé et qu'il savait bien que jamais plus il ne remplirait de fonctions publiques. Il le répéta dans sa dernière harangue en rappelant que depuis son arrivée aux affaires, T Allemagne était devenue un grand pays, Tégal de la France, de l'Angleterre et de la Russie. « Mais pour cela nous avons lutté, lutté ensemble, et je n'oublierai jamais l'aide que m'a donné le roi de Saxe. » On s'attendait à ce qu'avant de quitter Dresde, il rendît hommage à l'Empereur. Mais il s'était promis de ne pas parler de lui. Lorsque, au bout de quelques jours, après avoir passé à Vienne et à Munich, il rentrait à Friedrichsruhe, il se vantait malicieusement de n'avoir pas prononcé son nom.

Il avait quitté Dresde dans la matinée du 18 juin et, quelques heures plus tard, il arrivait à Vienne, principale étape du voyage triomphal qu'il préparait depuis trois mois. Il voulait des ovations, elles ne lui manquèrent pas. Son séjour dans la capitale autrichienne se résume en une longue et bruyante acclamation. Elle commence à la gare, bien qu'aucune société constituée n'y eût été admise; elle se continue sur le chemin qui le conduit au palais Pallfy où l'attend une hospitalité somptueuse et où il doit recevoir les hommages de l'aristocratie hongroise. De toutes parts, sur son passage, s'élèvent des « hoch! » bruj'^ants et pro-

longés et il ne pourra se montrer nulle part, là même où il n'est. pas attendu, sans être Tobjet du même enthousiasme. Il sera ainsi à l'Exposition de théâtre et de musique, aussi bien qu'aux abords de l'église où le lendemain est célébré le mariage de son fils. 11 salue à droite et à gauche avec des airs de souverain, il vide des verres de bière, il répond aux allocutions, il savoure avec volupté Taccueil qui lui est fait.

Les organisateurs de ces manifestations appartenaient au parti national allemand hostile à l'Autriche et surtout antisémitique, si bien qu'aux cris de : ((Vive Bismarck ! » se mêlaient ceux de : « A bas les juifs ! » Parmi les manifestants, les étudiants de l'Université se faisaient remarquer par la violence de leurs clameurs, visiblement hostiles à Guillaume II, aussi bien qu'à l'Autriche, qui, dans sa propre capitale, semblait être l'objet d'une véritable animadversion. <(Personne, écrit un témoin, n'a paru penser à elle, à son souverain, à son passé, à son avenir, à son drapeau. Le scandale a été tel qu'un officier en retraite, interpellant la foule, s'est écrié : — Mais souvenez- vous donc que vous êtes Autrichiens ! »

En réalité, c'était la Hongrie, alors hostile à l'Autriche, qui faisait à Bismarck les honneurs de Vienne. Il résidait chez le comte Pallfy, les Zichy ne le quittaient pas, et la comtesse Andrassy donnait pour lui une soirée où tout Vienne fut invité, ce qui ne laissa pas de mettre dans l'embarras le

monde diplomatique et le monde de la Cour. Le comte Nigra, ambassadeur d'Italie, et sir A. Paget, ambassiideur d'Angleterre, y firent une apparition. Mais Tambassadeur de Turquie, Zia-Bey,

invité comme eux, resta chez lui. Le premier ministre, comte Kalnocky, n'ayant pas cru pouvoir décliner l'invitation, manœuvra de manière à n'échanger avec Bismarck que des politesses banales. La veille, il avait eu soin de ne pas se trouver au Ballplatz lorsque Bismarck y était venu, et de lui rendre sa visite à un moment où le flot des visiteurs rendait impossible toute conversation confidentielle. Du reste, en apprenant que Bismarck devait venir à Vienne, il avait dit :

— Il se fait de grandes illusions, s'il croit qu'il pourra être reçu ici par le monde officiel et tourner le dos à son souverain.

La prédiction se réalisait; dans le milieu qui touchait à la Cour, Bismarck ne rencontrait qu'éloignement et froideur.

L'ambassade d'Allemagne à Vienne était alors occupée par le prince de Reuss, personnage de haute naissance, mais réduit à une honorable pauvreté, ce qui l'avait obligé d'accepter ce poste. Il avait reçu de Berlin Tordre d'ignorer le voyageur pendant son séjour à Vienne. Défense lui était faite de le recevoir et d'assister à la noce. Lié de vieille date avec lui, il s'était décidé, pour se tirer d'une situation difficile, à quitter Vienne momentanément. Mais, prêt à partir, il s'était trouvé souf-

frant, et Bismarck s'étant présenté à l'ambassade, il n'avait pas voulu lui fermer sa porte. Ne pouvant lui rendre sa visite, il avait envoyé sa femme à sa place. Lorsque, quelques jours plus tard, la chancellerie de Berlin lui demanda des explications sur sa conduite, il refusa fièrement d'en rendre compte, en alléguant que, comme ambassadeur d'Allemagne, il avait rempli son devoir et que, comme particulier, il ne devait obéissance à personne.

L'incident n'eut pas de suites : la princesse de Reuss était la fille de la duchesse régnante de Saxe-Weimar ; elle avaitrang d'Altesse, et il convenait d'user de ménagement envers son mari.

Les détails qui précèdent permettent de mesurer à quelles agitations donnait lieu la présence de Bismarck à Vienne. Mais il semblait les avoir prévues et y rester complètement insensible, soucieux surtout de jouir de sa popularité. Cependant ujie cruelle déception lui était réservée. Son fils l'ayant informé, avant qu'il ne quittât Friedrichsruhe, que l'empereur François-Joseph le recevrait, il avait, en arrivant à Vienne, demandé une audience. En réponse à sa demande, il reçut un refus net et péremptoire, dicté au souverain par la conduite de Bismarck et plus encore par une lettre de Guillaume II, lui demandant, comme un service personnel, de s'abstenir de tout rapport avec Texchancelier. La wassalité de l'Autriche, sous le joug de l'Allemagne, s'affirmait ainsi. Ce n'était pas la première foiset ce ne devait pas être la dernière.

Dans les circonstances que nous venons de résumer, Bismarck avait fait preuve de plus de ténacité dans ses desseins que de prudence dans leur exécution. Un dernier trait allait mettre en lumière sa maladresse et son audace. A la veille de son départ, et sous prétexte de remercier la population viennoise de Taccueil qu'elle lui avait fait, il convoquait les directeurs des principaux journaux de Vienne et leur faisait entendre les paroles les plus extravagantes et les plus contraires à la vérité. C'est ainsi qu'il prédisait au rédacteur de la Neue freie Presse une guerre prochaine entre la France et TAUemagne : « Elle est inévitable ; il suffit toujours d'une pincée de poudre pour faire bouillonner ce pays comme un verre d'eau ; c'est là un événement que l'Allemagne évitera à peine dans le cours de l'année. » Il profitait de

l'occasion pour attaquer Gaprivi. Il lui reprochait d'être un incapable, d'avoir renoncé à la politique d'équilibre et de bascule que lui-même, quand il était chancelier, n'avait cessé de faire prévaloir, et d'avoir aigri les rapports de l'Allemagne avec la Russie. Ces reproches, qui visaient également l'Empereur sans le nommer, ne laissaient pas d'être injustes, et, dans la circonstance, Bismarck imputait à autrui ses propres fautes. Dès le lendemain, les journaux qui avaient accueilli et publié ses confidences les critiquaient avec vivacité. L'un d'eux résumait son jugement, en disant : Ein gros^ ser Mann, doch Kleiner Mench, (Un grand homme et pourtant un petit homme.)

AUTOUR D UN MARIAGE

En quittant Vienne, il se rendit à Mi la capitale de la Bavière, l'accueil revêt tère encore plus enthousiaste que celui tion faite peu de temps avant à Guilli monde officiel s'effaça ; mais le peup bruyamment de son antipathie pour la marck s'en montra heureux. Il savait vivat bavarois était uncoup de poignan laume. Néanmoins le voyage se terraii avoir fait honneur; il ne faisait hon sonne et il avait eu pour résultat de éclatante la haine dont étaient animés l'autre ces deux irrécoDciliables adverse

LES DESSOUS D'UNE RÉCONCILIATION

C'est au retour de Bismarck à Friedrich sruhe qu'on voit surgir autour de lui un nouveau personnage, le pamphlétaire Maximilien Harden. Cet ancien acteur ambulant, n'ayant pas réussi sur les planches, s'était jeté dans le journalisme. Au delà de sa trentième année, il y végétait encore loi'sque quelques satires poli-

tiques signés d'un nom d'emprunt attirèrent l'attention sur ses écrits. Ils tombèrent sous l^s yeux de Bismarck; il fut frappé par la verve agressive qu'y déployait l'auteur, par l'originalité de ses appréciations, la logique impitoyable de ses raisonnements, l'audace et la brutalité de ses attaques et enfin par la forme pittoresque et vivante sous laquelle il exprimait ses idées. Dans ce satiriste inconnu, véritable condottiere de plume dont aucune crainte ne paralysait les élans, il devina l'homme le mieux fait pour devenir sous son inspiration l'instrument de ses rancunes et l'exécuteur de ses vengeances. Il se mit en rapport avec lui, le manda à Friedrichsruhe, l'honora de ses confidences et finalement l'enrôla à son service.

Bientôt après, sous la direction de Maximilien

Harden, paraissait un organe nouveau, laiZukunft. Ce recueil périodique rappelait de loin la fameuse Lanterne d'Henri Rochefort, qui fut en France, vers la fin du second Empire, comme une pièce d'artillerie incejssamment pointée contre TEmpereur Napoléon III et contre le monde de la Cour. Seulement dans les élucubrations souvent calomnieuses de la Lanterne, Rochefort ne s'inspirait que de lui-même, n'écoutait que sa fantaisie sans souci de la justice et de la vérité, tandis que derrière le pamphlétaire de la Zukunft, il y avait un inspirateur inlassable dont Texpérience et la compétence servaient la haine, un pointeur habile qui savait vers quel but devaient être dirigés les coups pour faire le plus de mal.

C'est lui qui conseille Harden, qui le guide à travers les intrigues de la vie publique de l'Empire, qui lui fournit des sujets d'articles, qui discute, rectifie, écarte ou approuve ceux dont ce collaborateur improvisé a pris l'initiative. Jusqu'à la mort de Bis-

marck, Harden a été son porteparoles, et depuis sa mort, le défenseur de sa mémoire. S'étant engagé à la défendre, il a tenu sa promesse, parfois même au prix de sa liberté, car les condamnations judiciaires ne lui ont pas manqué, en contribuant, il est vrai, à le rendre populaire. Tout en ne cessant pas d'attaquer Guillaume II et peut-être même parce qu'il ne lui a pas ménagé les coups, il a exercé en Allemagne une influence qu'on peut qualifier de détestable et

il a été Fun des principaux artisans de la guerre, nul n'ayant, au même degré que lui, fait le jeu du militarisme prussien et déchaîné Topinion de son pays contre les puissances de la Triple Entente. Quand on veut CQnnaître Tétat d'âme de Bismarck dans les dernières années de sa vie, il faut parcourir la volumineuse collection de la Zukunft : l'esprit bismarckien y coule à pleins bords *.

De jour en jour, cet esprit devenait de plus en plus hostile à Guillaume II. Dans Tardeur de son ressentiment, Bismarck foulait aux pieds ses opinions passées, brûlait ce qu'il avait adoré et adorait ce qu'il avait brûlé. Au mois de juillet 1893, oublieux de la violence avec laquelle il avait combattu jadis le particularisme des pays d'Empire, il affectait d'en prendre la défense. En recevant les Délégations du Mecklembourg et du Brunswick, il les engageait à rester fidèles à leurs opinions particularistes. « Tenez la main, leur disait-il, à ce que vos représentants à Berlin ne laissent pas porter atteinte aux droits des confédérés. »

Tandis qu'à son instigation, se déroulaient d'une manière ininterrompue ces manifestations d'ini-

1. Le' Correspondant, dans ses livraisons du 25 octobre 1910 et du 10 février 1915, en a donné de nombreux extraits sous la signature de M. André.^

niitié, TEmpereur, bien qu'il en fût offensé, affectait publiquement de les ignorer ou tout au moins de les considérer comme dépourvues d'importance. Sauf dans Tintimité, il n'y répondait que par le dédain. Cette impassibilité apparente lui était imposée par la nécessité où il se trouvait de ne pas paraître se brouiller avec le fondateur de l'Unité alors que celui-ci, vieux et malade, semblait avoir déjà un pied dans la tombe. On n'aurait pas compris que lui, le petit-fils de Guillaume P*', laissât mourir Bismarck sans l'avoir revu et il ne pouvait le revoir qu'en feignant de ne s'être pas offensé de son attitude haineuse. La comédie était si bien jouée qu'Herbert de Bismarck s'y trompa. Dans sa résidence de Schoenhausen où il s'était tixé après son mariage, il conçut l'espoir de rentrer en grâce auprès de l'Empereur. Comme pour y parvenir, il était de toute nécessité qu'il se trouvât en sa présence, il chercha l'occasion de le rencontrer. Elle ne tarda4)as à se présenter.

Le 21 janvier 1894, devait être célébrée à Berlin une fête annuelle et commémora tive, dite fête des Ordres, instituée en souvenir de leur fondation. Tout membre de l'un d'eux, y occupant une haute dignité, avait le droit d'assister à la cérémonie religieuse par laquelle commençait la fête et au banquet par lequel elle se terminait. Herbert de Bismarck était dans ce cas. Il annonça donc au président de la commission des Ordres son intention d'user de son droit d'être invité. Au jour fixé

pour la cérémonie, on !e vit apparaître chapelle du palais impérial portant l'unifr lieutenant-colonel des dragons de la Gs était venu au palais dans un carrosse à huit : appartenant ^ son ami Henkel de Donners chez qui il descendait durant ses séjours h

Sa présence causa d'abord quelque émotio le service divin ay.int commencé, elle s'aj c'est seulement dans la salle du banquet > langues se délièrent et que les commentai courtisans purent se donner libre cours. A t comte Herbert occupa la place à laquelle droit et s'y trouva dans la situation d'un pt On le savait en disgrâce et personne n'ay l'aborder. Mais, le banquet lini, le bruit se dit que l'Empereur l'avait fait prévenir maître des cérémonies, le comte Kanitz, c parlerait. Ce fut alors un changement à vu sieurs ministres s'approchèrent et avec prince Henri, frère de l'Empereur. L'impi elle-même daigna lui adresser la parole. C't assez, pour faire croire qu'une réconciliatio imminente.

Cependant, tout le monde n'y croyait j général de Caprivi s'était prudemment comme s'il eût prévu l'humiliation qu'allai le comte Herbert et n'eût pas voulu en témoin. Un autre ministre, le baron de Ma disait à voix basse dans un groupe :

— Il faudrait que le père fût bien malac

que Sa Majesté se réconciliât avec le fils. Attendons la fin.

Pendant ce temps, le comte Kanitz, secondé par les rares amis de Bismarck, se livrait à de savantes manœuvres pour amener Herbert sur le passage de TEmpereur. Mais à tout instant, les allées et venues de celui-ci déjouaient ses tentatives. Il semblait que Guillaume II n'eût pas remarqué son ancien ami. Il s'avançait de son côté en jetant à droite et à gauche une parole aimable à celui-ci ou à celui-là, puis alors qu'Herbert pouvait croire qu'il

allait recevoir la même aumône, l'Empereur arrivé près de lui s'arrêtait brusquement, tournait les talons et s'éloignait. Il faudrait la plume d'un Saint-Simon pour décrire cette scène qui se renouvela à plusieurs reprises.

L'illustre et suggestif mémorialiste nous montrerait le fils de l'ex-chancelier debout parmi les groupes qui l'observent malicieusement, conscient du rôle ridicule qu'on lui fait jouer, le visage baigné de sueur et rouge de honte, le regard fixé devant lui, attendant en vain la parole bienveillante qu'il est venu chercher, s'irritant intérieurement du supplice qu'on lui impose et subitement effondré sous les ruines de ses espérances, lorsqu'il voit le chambellan de service s'approcher de l'Empereur pour le prévenir que l'Impératrice désire se retirer et le souverain quitter brusque* ment le salon avec elle sans même saluer.

A la suite de cet incident, Herbert de Bismarck

LES DESSOUS DUNE BÉCUACII.lATIOri 2

ne put se défendre d'une vive colère ; ce soir-lk le lendemain, ses amis en recueillirent] Il s'irritait surtout de ce que l'Empereur, avoir fait promettre qu'il lui parlen nmnqué à sa parole. Mais l'Empereui promis ? Hohenlolie ne le croit pas : ■> L'I n'a pas coutume de mortifier ainsi les g leur avoir fait dire cela. Ou espérait é rapprochement et ébranler par là la po Caprivi : la combinaison a échoué. »

D'autre part, on lit dans un rapport tique : « En venant à la fête des Ordres approuvé par l'autorité supérieure, Herb pris l'Empereur et l'a mécontenté, H vrai que Sa Majesté ^ût promis de lui pai la clique bismarckienne qui a pris cela bonnet. J'ai suivi activement ces ma L'Empereur a marqué qu'il ne voulai laisser

forcer la main. Il veut bien ren mage aux services du père, mais il se refi dominé par le fils dont il n'apprécie ni le le caractère. » Ce langage exprimait la dès le lendemain, on allait en avoir ur éclatante.

Le jour même où se célébrait à Berl des Ordres, on y recevait la nouvelle qu taire de Friednchsruhe, après avoir violente attaque d'influenza, était uiâinten bli. Quoique résolu à ne pas le pren directeur ni même pour conseiller de sa j

r Empereur estima que roccasion était propice pour se réconcilier avec lui et pour donner à l'opinion publique cette satisfaction. 11 réparerait ainsi, par une démonstration flatteuse auprès du père, la cruelle déconvenue infligée au fils. Le 22 janvier, il écrivait à Tex-chancelier une lettre en laquelle il le félicitait chaleureusement de sa guérison.

Il rinvitait en même temps à venir passer quelques jours au palais impérial où il serait heureux de le recevoir. A cette lettre il joignait une caisse de vieux vins et chargeait Tun de ses officiers d'ordonnance, le comte de Moltke, de porter le tout à son ancien ministre. La démarche était aussi flatteuse qu'inattendue. Personne n avait pu la prévoir et le comte Herbert lui-même l'ignorait lorsque, 'dans la matinée du même jour, mécontent et déçu, il était reparti pour Schoenhausen.

Elle fut accueillie par Bismarck avec une émotion qu'il ne chercha pas à dissimuler. Il combla d'égards le messager de l'Empereur,* le garda à dîner et lui remit une lettre de remerciements où il promettait d'aller sous peu exprimer de vive voix sa gratitude. Un diplomate, le comte Balny d'Avricourt, qui, quelques jours avant, lui avait fait une visite, laisse entendre que cette pro-

messe dut lui coûter soit que, presque octogénaire il eût conscience de son affaissement physique et moral, conséquence de l'âge et de sa longue oisiveté, et

redoutât de se laisser voir de trop près à Berlin, Koit qu'il ne fût pas convaincu de la sincérité des sentiments auxquels semblait avoir obéi l'Rmr.»reur en faisant vers lui les premiers pas.

les apparences contraires, Bismarck restait Peut-être se rendoit-il compte qu'il n'y av place pour lui dans le gouvernement, Lf Empereur avait pris en mains les rênes dt 11 gouvernait effectivement et n'eût pas qu'aucun de ses sujets, quelque illustre qi tentât de lui imposer ses vues perso invoquât-il son expérience et l'idée qu'il si (le son infaillibilité. Aussi Bismarck mam ses amis de rester calmes et de ne pas i trop d'importance à l'événement, " Depuii suis parti, on n'a fait que des sottises ; je plus de force à les réparer. »

Parmi ces sottises, il comprenait la mal de la diplomatie impériale, qui avait laissé s l'alliance franco-russe, de laquelle il avait si souvent qu'il ne* la permettrait pas. l Congrès de Berlin, il l'avait dit au comte d Vallier alors ambassadeur en Allemagne il l'avait répété à M, Jules Herbette. Il s' outre efforcé d'inspirer aux Français et aus une défiance réciproque.

— Vous avez bien tort, disait-il à ceux-i courager les espérances de la France. Vt tirerez jamais rien. La forme de son gouvei la condamne à l'impuissance. En lui mar

VOS sympathies, vous ne faites que Texciier, la pousser à la guerre. Elle s'y jettera quelque jour, convaincue que vous êtes

derrière elle et vous aurez ainsi encouru des responsabilités dont l'Europe vous demandera compte.

Aux Français, c'était un autre langage, mais tendant au hiéme but.

— Vous commettriez une lourde faute si vous preniez au sérieux les sourires de la Russie. Pour elle comme pour nous vous êtes un foyer révolutionnaire. Elle vous hait. D'ailleurs, consentît-elle à s'allier avec vous, il faudrait encore compter avec moi et, tant que je serai le maître, je saurai bien l'empêcher. Je ne veux pas m'exposera me trouver un jour entre deux ennemis.

Cependant, lui parti, la sottise avait été commise : l'alliance franco -russe existait. Il en imputait la responsabilité à l'Empereur et àCaprivi et c'est surtout de cette faute qu'il parlait lorsqu'il déclarait qu'il n'était plus en son pouvoir d'y remédier. Mais ses amis se refusaient à le croire. Malgré ses avertissements, ils interprétaient l'invitation qu'il venait de recevoir de Guillaume II comme la preuve qu'il allait recouvrer son ancienne influence. Ils dressaient déjà des listes de proscrFption. Caprivi, les ministres Botticher et Marschall avec leurs principaux collaborateurs seraient sacrifiés. Le comte Botho d'Eulenbourg était leur candidat à la chancellerie. Mais, leurs espérances allaient tomber en

poussière ; il suffit d'une journée pour les dissiper.

LES DESSOUS DUNE RÉCONCILIATION

Après s'être engagé à venir rendre hommage à l'Empereur sans vouloir préciser la date de sa visite, Bismarck maintenant se

montrait pressé de tenir sa promesse. Les pourparlers engagés à ce sujet entre lui et le cabinet de l'Empereur eurent pour résultat de fixer au 23 janvier sa venue à Berlin. Mais, déjà, la visite perdait de son importance. Alors qu'on avait cru que Bismarck passerait plusieurs jours au palais impérial, on apprenait qu'il n'j resterait que quelques heures. 11 est vrai que le prince Henri, frère de Guillaume, devait aller le chercher à la gare afin de le conduire au palais. Mais ce n'était pas assez pour faire croire à ses partisans que l'Empereur se prêterait à des entretiens sur la politique et ils commençaient à comprendre que tout se bornerait, de la part du souverain, à un témoignage de déférence et de cordialité. Néanmoins, dans le monde de la Cour, on s'accordait à penser que la visite avait ses dangers et qu'en relevant Bismarck, elle nuirait au prestige monarchique. On remarquait d'autre part que Caprivi n'en avait pas été averti. « Il supporte la chose avec résignation, écrivîdt Hohenlohe. 11 est bon qu'il se résigne et que nous le gardions. » 11 craignait cependant que Bismarck ne le rendît suspect à l'Empereur.

C'est dans ces circonstances que, le 2S janvier, l'ex-chancelier arrivait à Berlin, à une heure de l'après-midi. Un carrosse de gala, escorté par un détachement de cuirassiers, l'attendait ; il y prit

place avec le prince Henri. Quelques voitures suivaient. Dans Tune d'elles se trouvait le comte Herbert, mais il quitta le cortège aux portes du palais. L'Empereur était descendu sur le seuil pour recevoir le visiteur ; il l'embrassa en lui souhaitant la bienvenue. Il le conduisit ensuite auprès de Tlmpératrice et Ton se mit aussitôt à table pour déjeuner. Aucun personnage de la Cour n'avait été invité et le repas fut tout intime. L'Empereur guidait l'entre-

tien sans permettre qu'il s'égarât sur les choses dont il ne voulait pas parler.

En quittant la table, Bismarck se rendit chez la veuve de Frédéric HI. Là encore tout se passa en politesses banales. Rentré dans ses appartements, Bismarck reçut quelques visites, celle de Gaprivi notamment, et celle aussi du roi de Saxe venu à Berlin pour le rencontrer. Pendant ce temps TEnipereur se promenait à cheval sous les Tilleuls. Les acclamations dont il fut l'objet lui prouvèrent qu'on lui savait gré d'avoir fait les frais de la réconciliation. A la fin de la journée, était servi dans l'appartement de Bismarck un dîner de neuf couverts auquel étaient conviés ses fils et quatre officiers du régiment de cuirassiers dont il était. colonel ; l'Empereur n y fit qu'une courte apparition. Quelques instants après, il ramenait son invité à la gare et celui-ci rentrait le même soir à Friedrichsruhe. Ainsi se terminait cette visite dont à l'avance oa avait tant parlé. Elle se terminait sans avoir justifié les craintes des uns ni les espérances des

LES DESSOUS D*L'NE RÉCONCILIATION

autres. L'ex-chancelier avait reçu de la population berlinoise un accueil empressé mais dans lequel rien ne rappelait le caractère enthousiaste de la réception de 1892. Du reste, le lendemain^ les journairx constataient qu'il n'était plus en état de prendre part aux affaires. Dans les milieux politiques, on regrettait que la série des hommes de génie fût épuisée :

« Bismarck et MoltUe ne sont pas remplacés ; leurs successeurs n'ont que des qualités secondaires qui n'inspirent à l'Alle-

magne ni confiance ni orgueil. »

La visite n'avait donc pas produit ce qu'on en attendait. Le comte Szgyenyi, ambassadeur d'Autriche, écrivait : « Avant trois semaines, le prince de Bismarck, qui s'aperçoit déjà peut-être qu'il a été joué, recommencera de nouveau ses attaques; ce n'est qu'une trêve, ft Les bismarckiens pensaient de même ; ils se plaignaient que l'Empereur n'eût pas devancé le visiteur en allant lui-même à Friedrichsruhe. Hohenlohe, ayant constaté dcA^ant lui leur mécontentement, il répliquait :

— Je le sais bien ; mais ils auraient pu attendre longtemps. // fallait qu'il vînt ici.

L'épisode» que nous venons de raconter est le s'eul qui compte dans les dernières années de la vie de Bismarck. A dater de ce moment, et bien qu'il laisse Maximilien Harden poursuivre sa campagne contre Guillaume II, il semble devenir indifférent à ce qui se passe autour de lui. La mort de sa

femme, survenue au mois de novembre, n'est sans doute pas étrangère à ce changement. Elle avait été pour lui une compagne fidèle et secourable, uniquement appliquée à l'entourer de soins, d'attentions et de prévenances, telle une prêtresse passionnée pour l'objet de son culte. Le jour où elle lui manqua, le solitaire de Friedrichsruhe fut désemparé, d'autant plus que ses amis peu à peu étaient devenus plus rares et qu'il sentait le vide se faire autour de lui.

L'empereur, cependant, toujours insensible en apparence à ses dispositions malveillantes, continuait à lui manifester sa dé-

férence et sa sollicitude. Au commencement de 1895, il le nomme membre du Conseil d'Etat, en lui conférant la fonction de vice-président de cette assemblée. C'est le prince Hohenlohe, devenu chancelier à la place de Caprivi, qui va porter à Friedrichsruhe la nouvelle de cette nomination, que Bismarck accueille avec une apparence de gratitude qu'on devine toute de convention et dépourvue de sincérité. Maintenant, le silence se fera de plus en plus autour de cet homme qui a rempli le monde du bruit de son nom, et, lorsque le rideau tombe sur lui, on dirait qu'il est oublié.

Nous ne trouvons plus rien dans ses actes ni dans son langage qui vaille d'être retenu par l'Histoire, si ce n'est les incidents caractéristiques qui suivirent son trépas et qui prouvèrent que, même à l'approche de sa fin, sa haine ne désarmait pas.

LB3 DESSOUS D DNK RÉCONCILIATION

On sait qu'il mourut le 30 juillet 1898, it c heures du soir, entouré de ses deux fils Herber Wilhelm, de sa fille la comtesse de Rantzau, son gendre et de son médecin, le célèbre profest Schwenin^er. Aussitôt après sa mort, la ques se posa entre eux de savoir sous quelle forme serait annoncée •(l'Empereur. Héritiers de ses i sentiments, ses enfants se refusèrent J» l'annon eux-mêmes et c'est le médecin qui signa le t gramme adressé à Guillaume H. Celui-ci éta Bergen en route pour revenir à Kiel. Il envo sur l'heure une dépêche à Herbert dans laqu il déplorait » la disparition du fondateur de l't pire allemand et du fidèle serviteur de ses- j décesseurs ». Puis, il pressait son retour k Ber ayant hâte d'aller en personne porter à Fri richsruhe ses condoléances.

Intérieurement, il se félicitait de s'être récont avec Bismarck et de s'être assuré ainsi la possibi de rendre à sa mémoire un hommage éclat:

Mais si puissant qu'il fût, il n'était pas le ma de conjurer les témoignages de la rancune posthi (lu défunt, à laquelle s'associait sa famille. Ci rancune se dresse devant lui et c'est par une si de procédés désobligeants que la famille répon ses offres empressées et flatteuses.

11 aurait voulu que l'ex-chaneelier fût entern Dôme où un monument serait élevé à sa mémo Mais au désir qu'il exprime, les fils du déf opposent les dispositions testamentaires de 1

père. Il y est stipulé qu'il sera inhumé à Friedrichôruhe à côté de sa femme et qu'on gravera sur sa tombe Tinscription suivante : Prince de Bismarck ^ mort en vrai Allemand et fidèle serviteur de Guillaume /*'". En annonçant sa visite à Friedrichsruhe, Guillaume avait demandé à faire prendre un moulage de la tête du mort et exprimé le désir de contempler ses traits une dernière fois. Mais Quand le mouleur envoyé par lui se présente, on lui refuse Taccès de la chambre mortuaire et, quand lui-même arrive, le cercueil est déjà cloué. 11 est reçu, d'ailleurs, avec une froideur marquée. Contrairement aux usages protocolaires qui veulent que, lorsque le souverain fait à des particuliers rhonneur d'aller chez eux, ils le reçoivent en uniforme, c'est en frac que les fils de Bismarck le reçoivent ."Enfin, lorsque, quelques jours plus tard, il fait célébrer à Berlin un service religieux en mémoire du prince de Bismarck, les places réservées à la famille restent vides.

Ainsi, jusque du fond de sa sépulture, l'ex-chancelier laissait encore éclater son ressentiment et proclamait que la réconcilia-

tion à laquelle, de son vivant, il avait paru se prêter, n'était de sa part qu'une comédie nouvelle ajoutée à toutes celles qu'il avait jouées au cours de sa longue existence. 11 quittait la vie sans avoir pardonné.

Ce n'est pas, cependant, de cette intransigeance que la postérité lui demandera compte : Guillaume II ne méritait pas mieux. Mais elle dira que l'héritage

LES DESSOUS d'uNE RÉCONCILIATION

de Bismarck a été funeste à l'Allemagne etqi conceptions politiques et sociales dont il se { gloire, en n'assurant à son pays qu'une grai éphémère, ont engendré à quarante ans de dis leffroyable cataclysme, l'ouragan de fer et c qui ont couvert de ruines et arrosé de sai presque totalité de l'Europe et atteint pli moins toutes les nations aux sources de leur vi et de leur prospérité .

Elle dira que ce hobereau prussien a été poisonneur de l'âme allemande et que, s'il n pas vécu, de grandes calamités eussent été gnées au monde, car même en admettant q dernier des Hohenzollern, héritier des amb anceslrales, eût prétendu, comme il l'a fait dt à la domination universelle, et déchaîné leflé la guerre, il n'aurait pas trouvé sous ses pas, appliquer et développer ses méthodes scéléral barbarie et de cruauté, le terrain favorable qi a préparé Bismarck, en créant l'unité de 1' magne et en exaltant ses ambitions jusqu'au d terrain ensemencé de haine et d'orgueil, où voyons Guillaume 11 évoluer monstrueuse aujourd'hui, en foulant aux pieds, sous des d hypocrites, toutes les lois divines et humaine

III. Les Complices, 1 vol . in-12 en préparation

Les dompag fions de V Aventure, par André Tudesq, 1 vol.

in-12, prix ; 3 fr. 50

Les Soruilisteset la reconstitution intégrale de la France,

par (Charles Maillard, 1 brochure in-16 1 fr.

Deux semaines à la Conciergerie pendant la bataille de

la Marne, par H. -P. Roche, iilustrations'de Bonfits,

1 brochure 2 fr.

Impressions et choses vues, par Albert Dauzat, 1 vol.

in-12 3 fr. 50

Le Journal d'une mère pendant la guerre, par M™* Ed.

DniJMONT, 1 vol. in-12 3 fr.

Le Feu sur la montagne. Journal d'une mère, par Noëlle

Roger, 1 vol. in-12 3 fr. 50

La Province Rhénane et la Westphalie, Étude économique, par Yves Guyot, ancien ministre, 1 vol. in-8 avec cartes et graphiques dans le texte 3 fr. 50

Le Carnet d'un Témoin, par Noëlle Roger, Passage des évacués à travers la Suisse, I. Genève, 1 brochure in-8. II. Schafîhouse-Zurich, 1 brochure avec notice de M. Pillard chaque brochure 1 fr.

Les Carnets d'une infirmière, par Noëlle Roger. — Premier et Deuxième carnets : Soldats blessés,

2 brochures in-8, chacune à fr. 75

— Troisième carnet : Silhouettes d'^hôpital, In-S fr. 75

— Quatrième carnet : Figures de Héros, in-8 fr. 75

— Cinquième carnet : Héroïques Femmes de France, in-8.. .^

^ — Sixième carnet : Entre Camarades, in-8

Etapes et batailles d'un hussard, août-décembre 1914, par René de Planhol, 1 brochure in-8 1

Le Bhin français, par le Commandant Espérandieu, 1 brochure in-12

Le Rhin français. II. Annexion de la Rive gauche, par Onésime Reclus, 1 brochure in-12 .

Le Rhin français. III. Le Rhin gaulois, par Camille Jul-

lian, membre de ITnstitut, 1 brochure in-12 fr.

L\Allemagne en morceaux, Paix draconienne, par Onésime Reclus, 1 brochure in-12

L'âme française et Vâme allemande, Lettres de soldats avec une introduction par Ernest Daudet, 1 brochure in-8 , 1 fi»,

La haine de VAllemagne n'a jamais désarmé, par P. Pilant, 1 brochure in-12 fr. 60

fr.

fr.

fr.

fr.

fr.

fr.

fr.

Sources et licence

Texte : https://archive.org/details/bismarck00audgoog. Domaine public ; numérisation mise à disposition par Internet Archive. Mise en forme : lire-gratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.